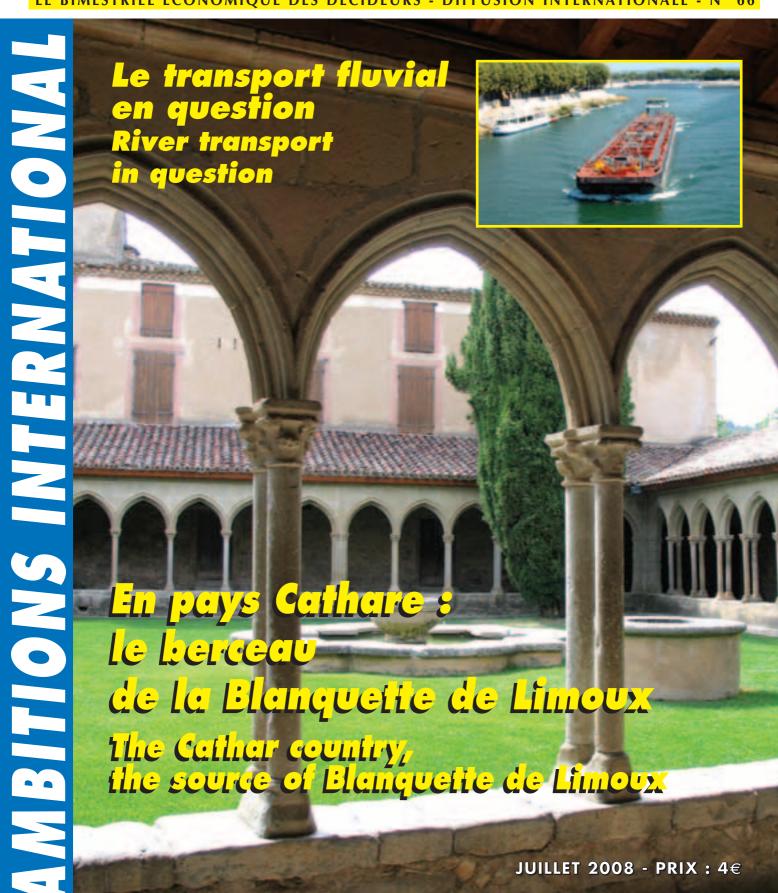
LE BIMESTRIEL ECONOMIQUE DES DECIDEURS - DIFFUSION INTERNATIONALE - N° 66







16, Passage Timon-David 13001 MARSEILLE Tél. (33) 04 91 55 69 09 Fax (33) 04 91 55 69 16

www.ambitions-sud.net

e-mail: info@ambitions-sud.net ambitions-sud@wanadoo.fr RCS Marseille B 411 871 445 (97B 00 925)

Directeur de la Publication

Jacques-René LORNE

Rédacteur en Chef

Désiré SANVIN

Journalistes

Veronica DAVIES
Philippe LEGER
Jacques René LORNE
Julie VERDIER
Dominique THIBAULT
Jean VERGNES

Correspondants à l'étranger

Michel OCHSNER

Traductions

Jane LORNE Tradonline

Crédit photos

J.-R. Lorne, Veronica Davies,

Georges Majolet, Thierry Vaude.

Michel Hugues,

Jean Vergnes

Goodman Group,

Crédit Mutuel, Pôle Mer

D. Thibault,

Philippe Léger, D.R.

Photo de Couverture :

Abbaye de Saint-Hllaire par J.R. Lorne

Publication bimestrielle

N° 66 JUILLET 2008

Siret: 411 871 445 00010 Code APE: 5814Z ISSN 1253-5168

Priv 4 €

Abonnement annuel : 24 €

Maquette - Mise en page

Ambitions-Sud International

Impression

PETRILLI GROUP IMPRIMEUR
NICF

Distribution kiosques PACA

Adhérents NMPP

Dépôt légal à parution

La reproduction des articles contenus dans ce magazine est strictement interdite sans accord préalable de la Direction d'Ambitions Sud International Bourrasque sur le port Squall on the port



24 L'emploi des seniors Seniors employment



Automobile : Le Koléos



Environnement :
les sédiments
Environment :
contamined sediments



Planète PME
Breeding ground
for SME's

Tourisme : en Pays Cathare Cathar country

60 Birmingham





PANORAMA ECONOMIQUE

Le mois de mai a confirmé les changements qui sont apparus en avril dans le scénario macro économique mondial. L'apogée de la crise financière semble en effet derrière nous avec l'intervention massive des Banques Centrales. et principalement de la Fed, afin d'éviter une déroute du système financier international. La problématique classique d'une fin de cycle économique, avec les questions récurrentes d'une récession aux Etats-Unis et d'un retour de l'inflation, redevient alors d'actualité.

Même si les banques continuent à annoncer régulièrement des provisions significatives pour faire face à leurs dépréciations d'actifs liées à l'effondrement du marché des prêts hypothécaires américains. les investisseurs semblent entrevoir la fin du mouvement d'ici trois à six mois. Il faudra sans doute atteindre au moins 600 mds de dollars de provisions de la part de l'ensemble des banques pour éteindre toutes les créances douteuses liées aux subprimes contre plus de 300 milliards à ce jour.

Ce sont les craintes d'un très fort ralentissement de l'économie mondiale qui reviennent sur le devant de la scène avec en particulier le risque d'une sévère récession aux Etats-Unis. Or, les derniers chiffres publiés en matière d'activité économique sur le 1er trimestre ne semblent pas valider un tel scénario. En effet, les premières estimations du PIB sur les trois premiers mois de l'année affichent une progression de 0,6% en Amérique du Nord (en rythme trimestriel annualisé), de 0,7% dans la zone euro (avec une excellente performance de l'Allemagne : +1,5%) et de 0,8% au Japon. La croissance serait-elle plus robuste que celle attendue par les économistes?

C'est probable à court terme compte tenu de la vigueur des exportations, d'une activité qui demeure soutenue dans les pays émergents et d'un plan de relance de 100 milliards de dollars reversés aux ménages américains. Mais, cette situation ne semble pas extrapolable au-delà des prochains mois. Les enquêtes d'opinion qui concernent les consommateurs européens et américains font état d'un pessimisme ambiant historiquement élevé. Le dernier indice de confiance du Michigan aux Etats-Unis atteint ainsi son niveau le plus faible en avril depuis 28 ans! La hausse des matières premières énergétiques (le pétrole ayant dépassé la barre des 135 USD le baril) et alimentaires, la faiblesse du marché de l'immobilier qui touche maintenant la zone

européenne et la raréfaction du crédit affectent le moral du consommateur.

Celui ci, confronté à une faible revalorisation de son revenu, est tenté logiquement de limiter ses dépenses personnelles, ce qui devrait se traduire par une baisse de l'activité pour des pays qui dépendent à hauteur de 60 à 70% du volume de la consommation domestique.

Autre élément qui ne manque pas d'alimenter les inquiétudes des investisseurs : la progression de l'inflation.

Celle-ci atteint 3,3% au sein de la zone euro en avril, proche des plus hauts niveaux depuis 16 ans et de 3,9% sur le même mois aux Etats-Unis. Ces chiffres traduisent une des conséquences de la forte hausse des produits énergétiques et alimentaires. Afin d'éviter une contagion ou un risque de " second tour ", la BCE persiste à maintenir son taux directeur à 4% et retarde tout processus d'assouplissement de sa politique monétaire, tandis que la Fed, dans son dernier rapport, semble indiquer mettre fin à la détente de ses taux courts après la baisse enregistrée fin avril (-1/4 de point à 2%).



Les nouvelles macro-économiques n'ont pas révélé de fortes déceptions sur le plan de la croissance. L'activité mondiale se maintient sur un niveau satisfai-



Philippe CAZARIAN CMCIC Gestion

sant sur les premiers mois de l'année 2008.

Cette situation semble correspondre aux messages délivrés par la plupart des sociétés. Les résultats publiés, à l'exception de quelques entreprises et du secteur bancaire, apparaissent rassurants à l'heure actuelle. Certes, les prévisions pour l'exercice en cours sont révisées à la baisse, mais ne se traduisent pas par un effondrement des chiffres. Dans la zone euro, les bénéfices par action (tout secteur confondu) sont attendus en progression de 5.4% pour l'année en cours.

Sur les estimations de résultats 2008, la valorisation des marchés actions, en particulier européens, apparait relativement prudente.





ECONOMICAL PANORAMA

May confirmed the changes which appeared in April in the world macro economic scenario. The peak of the financial crisis indeed seems behind us thanks to the massive intervention of the Central Banks. and mainly the Fed, to avoid a crushing defeat of the international financial system. The classic problem of the end of an economic cycle, with the recurring questions of a recession in the United States and a return of inflation. now comes to the forefront again.

Even if banks continue to regularly announce significant provisions to face their assets depreciations in relation to the collapse of the market of American mortgage loans, the investors anticipate the end of the movement within three to six months. It will doubtless be necessary to attain at least 600 billion dollars of provisions on behalf of all the banks to eradicate all the bad debts bound to

subprimes against more than 300 billions to this day.

The major concern is now the fear of a very strong slowing down of the world economy, in particular with the risk of an austere recession in the United States. However, the last figures concerning economic activity published in the 1st term do not seem to validate such a scenario. Indeed, the first estimations of the GDP over the first three months of the year show a 0,6 % progression in North America (in the annualized quarterly rhythm), 0,7 % in the euro zone (with an excellent performance of Germany + 1,5%) and 0,8 % in Japan. Could the growth be sturdier than that expected by the economists?

It is possible in the short-term, considering the vigour of exports. constant activity in emerging countries, and a 100 billion dollar reflation plan for the American households. But this situation is not expected to continue beyond the next months. The opinion polls concerning the European and American consumers state a historically high pervading pessimism. The last reliable indication from Michigan in the United States attained its lowest level for 28 years in April! The increase of energy raw materials (petroleum having exceeded 135 USD per barrel) and foodstuffs, the weakness of the property market which now affects the European zone and the rarefaction of credit affect the consumers' morale. Confronted with a weak appreciation of his income, he logically tries to limit his personal expenses, which entails a decline of activity for countries which depend for 60 to 70 % of the volume of domestic consump-

Another element kindles the anxieties of investors: the progress of inflation.

It attained 3,3 % within the euro zone in April, close to the highest level for 16 years, and 3.9 % over the same month in the United States. These figures reveal one of the consequences of the sharp increase in energy and food products. To avoid a contagion or a risk of "second tour", the BCE persists in maintaining its intervention rate at 4 % and delays any process of softening of its monetary policy, whereas Fed, in its last report, seems to indicate terminating the relaxation of its short rates after the decline registered at the end of April (-1/4 points to 2 %).

FINANCIAL MARKETS

The macroeconomic news concerning growth were relatively encouraging. The world activity remained on a satisfactory level over the first months of the year 2008.

This situation seems to correspond to the messages expressed by the majority of companies. The published results, with the exception of some companies and of the banking sector, seem reassuring at the moment. Certainly, the forecasts for the current exercise are revised on a decline, but do not anticipate a collapse of figures. In the euro zone, the shares profits (all sectors) are expected to progress by 5,4 % for the current year.

As for the estimations of results for 2008, the valuation of shares markets, in particular European, seems relatively prudent.

Evolution du CAC 40 depuis 2006



LCL Méditerranée, un nouveau logo pour des objectifs ambitieux

direction du réseau Méditerranée, représenté par Olivier Constantin, son directeur de réseau, a dévoilé son bilan 2007 et par la même occasion annoncé ses objectifs pour 2010. Pour les initiés, LCL n'est pas un sigle énigmatique ; pour les autres, le Crédit Lyonnais est toujours vivant et c'est de sa nouvelle forme dont nous allons parler ici. La direction du réseau Méditerranée est l'une des directions de réseau qui constituent le pôle banque et assurance de proximité de LCL. Elle représente 632.000 clients particuliers, dont 10.000 clients Banques privées et 45.000 clients professionnels; le tout totalise 11% de l'activité de ce secteur. Sa part de marché en Provence Alpes Côte d'Azur est de +7% supérieure à la moyenne nationale, hors lle de France. La direction entreprise gère un portefeuille de 1500 entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à trois millions d'euros. Elle dispose de six

implantations : 3 Centres d'Affaires entreprises à Aix en Provence. Nice et Marseille et de 3 agences entreprises à Toulon, Avignon et Bastia. Le tout regroupe 48 collaborateurs. La LCL sévit sur 5 régions adminis-Nord Provence, tratives. Marseille, Var, Alpes Maritimes et Corse, avec en plus une direction régionale à Monaco. Elle regroupe 210 points de vente et emploie 1900 collaborateurs dont 1500 sur le réseau commercial.

Un plan de développement dynamique

Le plan Crescendo 1 ayant donné entière satisfaction pour la réalisation des objectifs fixés en 2006, LCL compte renouveler son exploit avec son plan Crescendo 2 pour lequel un investissement global de 800 millions d'euros s'échelonnera sur 3 ans, dont 600 millions seront consa-

crés à la modernisation des réseaux. Un développement axé sur une dynamique commerciale dont le premier objectif est de réussir un accroissement du nombre de Dépôts à Vue (DAV) de 200.000 net par an. Si le nombre d'agences restera globalement stable, le maillage du réseau sera optimisé de manière à l'adapter aux évolutions économiques, avec une priorité donnée à l'automatisation. Pour mener à bien ses objectifs, LCL prévoit le recrutement de 3.000 nouveaux collaborateurs sur le plan national d'ici à 2010, essentiellement pour étoffer son réseau commercial. Ce plan s'accompagne aussi d'un volet " compétitivité ", qui a été présenté en juin 2007 et qui vise à une réduction significative du coefficient d'exploitation (rapport charges/ revenues) de 10 points, soit un coefficient d'exploitation de 65% à horizon 2010, afin de replacer la structure de charges de l'entreprise au niveau de ses



compétiteurs. La mise en place de ce programme induira une économie annuelle d'environ 300 M d'euros à partir de 2010, qui se déclinera par : 160 M€ liés aux réductions d'effectifs qui concerne, sur la base d'un plan de préretraite reposant exclusivement sur le volontariat et totalement financé par LCL, le départ d'environ 3.500 personnes. 40M€ seront liés à l'optimisation du schéma immobilier en lle de France, 56 M€ à la rationalisation des coûts informatiques et 30M€ de frais généraux divers. Un objectif ambitieux pour une banque qui renaît et qui s'apprête à entreprendre une rude lutte contre une concurrence de plus en plus présente et agressive sur le marché de la finance, du prêt et du placement patrimonial.

Le Crédit Mutuel Méditerranéen dans la spirale du développement

La banque mutualiste affiche pour 2007 de bonnes performances, dans un environnement économique, financier et bancaire qui a pris une voie difficile et qui ne devrait pas s'améliorer pour 2008. La crise des "Subprimes" annoncée en août 2007 a miné la confiance et surtout bien affecté l'ensemble du monde financier. Dans un marché mondialisé, le cas ouvert par l'Amérique ne pouvait pas ne pas affecter les banques européennes. C'est maintenant chose faîte, à part que pour l'instant on n'en connaît pas encore le véritable impact, même si l'on pense qu'il est conséquent. Dans ce cadre, le Crédit Mutuel Méditerranéen renforce malgré tout ses performances en enregistrant un résultat net de 28 millions d'euros, ce qui représente une progression de 27,8% et une marge nette d'autofinancement de 27 millions d'euros, soit +29,1%. Le produit net bancaire connaît une progression de +2,2% à 140 millions d'euros. Mais pour le président Pierre Filliger, 2007 a été une année difficile du côté de la création de nouvelles caisses ; il y en aura moins que prévu, pour deux raisons. La première c'est le manque flagrant de locaux, ce qui

n'est pas nouveau. La deuxième est plus administrative, " car les Mairies préfère voir arriver des commerces plutôt que des banques " explique le président de la banque mutualiste. Cela étant, il y a eu, malgré tout, l'ouverture de 5 nouvelles agences sur l'ensemble de notre territoire: Nice Cassini (06), Allauch / Plan de Cuques (13), Les Pennes-Mirabeau (13), Marseille Saint-Barnabé (13) et Castelnau-le-Lez (34). Mais le constat de Pierre Filliger va plus loin, et notamment sur certaines causes qui sont astreignantes pour le Crédit Mutuel Méditerranéen, ce sont les moyens qui manquent cruellement lorsque l'on envisage des extensions et un développement à la hauteur du challenge imposé par la concurrence. Après moult réflexions de l'ensemble des responsables, il fallait prendre une décision importante : se rapprocher du Crédit Mutuel Centre Europe qui est situé à Strasbourg, ce qui fut fait. En effet, le Crédit Mutuel Centre Europe a concrétisé le partenariat en injectant 13% au capital du Crédit Mutuel Méditerranéen, qui y perd ainsi une peu de son indépendance au profit d'une possibilité évidente de développement, qui d'après Pierre Filliger

" devrait nous permettre d'ouvrir une dizaine d'agences, si les conditions nous sont favorables et de faire un gros effort aussi sur le commercial pour promouvoir nos produits. " Et il rajoute : " Mais encore faut-il savoir que pour rentabiliser l'investissement sur une agence il faut pratiquement 10 ans. En ce qui concerne le livret A - livret Bleu - dont tout le monde parle, nous pensons que cela ne sera pas le produit miracle pour les banques, contrairement à ce que l'on entend ici et là. " Cette aparté sur le livret A vient du fait que ce fameux livret d'épargne qui était dévolu en exclusivité à la Caisse d'Epargne et à la Poste, va être mis sur le marché bancaire général. A partir de ce moment, toutes les banques pourront ouvrir des livrets d'épargne. Les banques y voient un atout, car elles

pourront offrir à leurs clients un service supplémentaire, ce qui les empêchera, pensent-elles, d'aller porter leurs économies ailleurs, ce qui n'est pas encore prouvé dans l'absolu. Encore faudra t-il apprécier dans le temps le gain qui sortira de ces transactions. Mais même si le président de la banque mutualiste pense que 2008 ne s'annonce pas très facile, à cause des " subprimes " et consécutivement de la baisse annoncée des investissements immobiliers. le développement économique de la région est en bonne voie et il est à croire que le Crédit Mutuel Méditerranéen profitera aussi de ces ouvertures, notamment avec le nouveau deal proposé par "I'Union pour l'Euroméditerranée" qui mobilise tout le monde actuellement.

Prévisions d'investissement pour 2008

Ouvertures de treize nouvelles entités: Manosque (04), Cannes-la-Bocca (06), Crédit Mutuel Enseignant à Nice (06), La Trinité (06), Nice Garnier (06), Nice Saint-Roch (06), Saint-Laurent-du-Var (06)

Plan de rénovation pour 9 agences: Nice Avenue (06), Cassis (13), Istres (13), Marseille Prado (13), Bastia (20), Montpellier Opéra (34), Sète (34), Saint-Raphaël (83) et Camefi Monaco (98).

LCL Mediterranean, a new logo for ambitious objectives

management of the Mediterranean network, represented by the MD Olivier Constantin, revealed its results for 2007 and announced its objectives for 2010. For the initiated, LCL is not an enigmatic abbreviation; for others, Crédit Lyonnais is still alive and we are going to talk about its new form here. The management of the Mediterranean network is one of the network managements which constitutes the proximity bank and insurance centre of LCL. It represents 632.000 individual customers, among which 10.000 private bank customers and 45.000 professional customers; the whole represents 11 % of the activity of this sector. Its market share in Provence Alps Côte d'Azur is 7 % higher than the national average, excepting Ile de France. The business management handles 1500 companies with a turnover above three million euros. It has six establishments: 3 Business Centres in Aix en Provence, Nice and Marseille and 3 business agencies in Toulon, Avignon and Bastia. In all, that represents 48 collaborators. The LCL covers 5 administrative regions, North Provence, Marseille, the Var, the Maritime Alps and Corsica, together with a regional management in Monaco. It is composed of 210 selling points and employs 1900 persons among which 1500 on the sales network.

A plan of dynamic development

The "Crescendo-1" plan having given entire satisfaction for attaining the objectives fixed in 2006,

LCL plans to renew its exploit with its Crescendo-2 plan, for which a global 800 million euro investment will be spread over 3 years, of which 600 million will be dedicated to the modernization of the networks. A development centred on a commercial dynamics, whose prime aim is to succeed in increasing the number of Sight Deposits by 200.000 net a year. Although the number of agencies will remain globally stable, the network will be optimised to adapt it to the economic evolutions, with a priority to automation. To achieve its objectives, LCL plans to recruit 3.000 new employees on a national scale by 2010, essentially to enrich its sales network. This strategy will be accompanied by a "competitiveness" plan, which was presented in June 2007, aiming to reduce the exploitation

coefficient (expenditure/revenue ratio) by 10 points, that is a coefficient of 65 % by 2010, to bring the company's expenditure to the same level as that of its competitors. The implementation of this program will represent an annual economy about 300 M euros as from 2010, which will be composed by: 160 M€ staff reduction on the basis of a plan of early retirement (voluntary) and totally financed by LCL, which concerns the departure of about 3.500 persons. 40M€ will be used to optimise the property situation in Ile de France, 56 M€ to rationalise computer costs, and 30M€ for various overheads. An ambitious target for a newly born bank, which is preparing for a fierce battle against increasingly aggressive competition on the market of finance, loans and patrimonial investment.

The Mediterranean Credit Mutuel in the turmoil of development

The mutualist bank shows good results for 2007 in an economic. financial and banking environment, which is on a difficult route that is not expected to improve in 2008. The "subprimes" crisis announced in August 2007 undermined the confidence and especially affected the whole financial world. On a global market, it was inevitable that the situation in America would affect the European Banks. And that is indeed what happened, except that we do not yet know the true impact, even if we think that it is considerable. In this context, the Mediterranean Credit Mutuel nevertheless strengthens its performances by registering a 28 million euros net result, which represents a 27,8 % progression, and a net self-financing margin of 27 million euros, that is + 29,1%. The net banking product progressed by about + 2,2 % to attain 140 million euros.

But for the president Pierre Filliger, 2007 was a difficult year

concerning the creation of new agencies. There will be less than foreseen, for two reasons. The first one is the blatant lack of premises, which is not new. The second reason is more administrative, "because Town councils prefer to welcome shops rather than banks" explains the president of the mutualist bank. Things being what they are, 5 new agencies were nevertheless opened in the Bouches du Rhone department. But Pierre Filliger goes farther, explaining certain elements that hinder the Mediterranean Credit Mutuel, that is the lack of means when one envisages extensions and development to be able to compete with competitors. After much reflection with the managerial staff, they decided to take an important decision, that was to move closer to Credit Mutuel Central Europe located in Strasbourg. Indeed, the Central Europe Credit Mutuel sealed the partnership by injecting 13 % of

the capital of the Mediterranean Credit Mutuel, which thereby loses a little of its independence for the benefit of an evident possibility of development. According to Pierre Filliger "this should enable us to open up a dozen agencies, if the conditions are favourable to us, and also make a big commercial effort to promote our products." And he adds: " But it requires almost 10 years for the investment in an agency to become profitable. Concerning the "Livret A" savings book that everyone is talking about, we don't think that it will be the miracle product for banks, contrary to what we hear." Indeed, this famous savings book which was an exclusivity of the Saving Bank (Caisse d'Epargne) and the Post, is going to be launched on the general banking market. The banks consider this as a trump card, because it enables them to offer a supplementary service to their customers: they think this will stop them from taking their savings elsewhere, but it is yet to be proved. Time will show the benefit that may be drawn from these transactions.



Centre d'affaires Aix

Even if the President of the mutualist bank thinks that 2008 will be a difficult year because of the "subprimes" and the consequent decline anticipated on property investments, the economic development of the region is on the right track, and it can be expected that the Mediterranean Credit Mutuel will also take advantage of these openings, in particular the new deal proposed by "The Euro-Mediterranean Union", which mobilizes everybody at present.

J. Betti, Pierre Filliger et Lucien Miara pendant la présentation du bilan 2007



Investment forecasts for 2008

The opening of 13 new entities: Manosque (04), Cannes-la-Bocca (06), Crédit Mutuel Enseignant in Nice (06), La Trinity (06), Nice Garnier (06), Nice Saint-Roch (06), Saint-Laurent-du-Var (06)

Renovation plan for 9 agencies: Nice Avenue (06), Cassis (13), Istres (13), Marseille Prado (13), Bastia (20), Montpellier Opera (34), Sète (34), Saint Raphaël (83) and Camefi Monaco (98).

Les Anglais débarquent en Provence

Le phénomène en soi n'est pas nouveau. Depuis que Lord Brougham a lancé la mode sur la Côte d'Azur (à Cannes précisément) à l'époque Victorienne, nombreux sont les Anglais venant profiter des délices de la vie en Provence. Il n'est donc pas surprenant d'apprendre que la Barclays Bank suit le même parcours aujourd'hui. C'est le message apporté par Guillaume Toze, directeur de la clientèle privée et du développement et membre du comité exécutif de cette célèbre banque " British ".

Enseigne de renom dans le monde entier où elle est présente dans 50 pays, l'image de marque de la Barclays ne dépassait gère, en France, les "frontières" de l'Ile de France jusqu'à récemment, mais elle se concentrait presque exclusivement à des particuliers aisés, voir même fortunés, et pour la plupart d'origine Anglo-Saxonne. Mais aujourd'hui son objectif a changé car elle veut consolider sa place parmi les Top 3 des banques étrangères en France en accroissant de manière significative sa présence à travers le pays. D'ailleurs, au cours des trois dernières années elle a fortement développé son réseau national : il comportait 54 agences bancaires, 15

bureaux " Patrimoine " et 8 bureaux " Barfimmo " spécialisés dans l'immobilier, à fin mai 2007. Cet élan sera renforcé d'ici à fin 2008, par 80 " Clubs Premier " à travers le pays.

La banque Britannique vise avant tout une clientèle aisée et haut de gamme. Si elle ciblait traditionnellement les particuliers. Anglo-Saxons et anglophones en majeure partie, aujourd'hui elle compte aussi développer une clientèle d'entreprises et d'institutionnels. Pour ce faire, elle s'arme d'une panoplie de produits nouveaux et alléchants (concurrence oblige!). Elle propose une gamme complète de produits et services bancaires allant de la simple ouverture de compte à des placements, des gestions de flux, des financements d'investissement et la gestion d'opérations internationales. Pour une clientèle plus aisée elle propose le compte courant rémunéré à 10 % (sur une période de 3 mois), le produit d'investissement " FCP Barclays Seven + " garantissant 2 ans à 7.5 %, une assurance-vie et des crédits à la consommation ...

Dans la région Provence Alpes Côte d'Azur, la banque " British" lance un concept inédit pour pro-



Le staff de la Barclay's

poser à une clientèle d'un certain niveau qui se trouvent dans les villes moyennes un service "haut de gamme "pour la gestion de patrimoine et la relation bancaire. Elle a crée des "Clubs" (inspirés des fameux clubs anglais) pour accueillir le client en tout intimité et discrétion. Il s'agit d'appartements où le conseiller financier de la banque reçoit le client sur rendez-vous personnalisé à des horaires très flexibles dans un cadre design et convivial. Tout est conçu pour

apporter aux clients le confort à la disponibilité qu'ils recherchent pour traiter leurs problématiques d'épargne et de gestion de patrimoine, en prenant conseil auprès de spécialistes en la matière.

Il est important de noter que les conseillers sont non seulement français mais aussi issus de la région (Il n'est donc pas obligatoire de parler anglais!), car le but est avant tout de séduire une clientèle régionale et de terroir.

Capenergies et le Pôle Mer PACA signent une convention de partenariat

Le but de cette réunion de partenaires est d'arriver à mutualiser leurs efforts pour développer des projets concrets et innovants dont la première réussite serait la coopération des deux pôles. Tout le monde ou presque sait maintenant que Capénergies, dont le président Serge Durand vient de signer un accord avec



l'organisme italien SIT (Sistemi Intelligenti Technologies) de Gênes, s'intéresse de près aux énergies non génératrices de gaz à effet de serre. Le Pôle Mer Provence Alpes Côte d'Azur du président Bernard Sans est quant à lui, plutôt axé sur la sécurité et le Développement Durable du milieu maritime et du littoral. Leurs points communs sont sans méprise possible le développement durable et la protection environnementale des régions méditerranéennes. C'est dans cet esprit que les 2 pôles de compétitivité et Pôles Régionaux d'Innovation Développement Economique Solidaire (PRIDES) ont décidé d'unir leurs efforts pour renforcer leurs échanges et créer une passerelle afin de promouvoir la réalisation de projets communs. Armé d'une volonté commune pour valoriser et développer l'ensemble des énergies marines renouvelables, telles que l'énergie thermique des mers, l'énergie mécanique de la houle ou des

courants, ainsi que l'éolien offshore et l'utilisation de la biomasse marine pour la production de biocarburants dont le sujet est brulant actuellement et le couplage entre production d'énergies renouvelables et systèmes fonctionnant habituellement avec des énergies classiques. Tous ces objectifs et leurs enjeux rendent passionnante la feuille de route de ces deux pôles. "L'objet principal de la présente convention consiste à établir des relations de travail régulières et structurées entre Capenergies, le pôle Mer PACA et leurs membres respectifs afin de favoriser l'identification, le montage, le financement et la gestion programmes ou projets coopératifs concrets et innovants ", explique Serge Durand. Pour Bernard Sans, " La coopération avec un partenaire tel que Capénergies renforcera à travers des projets communs la capacité de notre Région à se positionner sur de nouvelles filières technologiques et de nouveaux marchés. Le bas-



Serge Durand

sin Méditerranéen et les DOM TOM constituant notamment pour les acteurs de nos deux pôles une cible privilégiée pour le développement des énergies marines renouvelables ". Ce partenariat s'inscrit pleinement dans la stratégie des deux pôles dont l'ambition reste la complémentarité des deux pôles, car leur vision respective, la diversité des domaines d'intervention et des compétences de leurs membres facilitera grandement la réalisation de leurs objectifs communs.

The English invade Provence

It is not a new phenomenon. Ever since Lord Brougham launched the fashion on the French Riviera (in Cannes to be precise) in the Victorian period, many British have come to enjoy the pleasures of life in Provence. It is therefore not surprising to hear that the Barclays Bank is following in step today. This was the message that Guillaume Toze, Director of the private clientele and development and member of the Executive committee of this famous British bank, came to communicate to us in Marseille.

Although this trademark is famous throughout the world where it is present in 50 countries, in France its renown scarcely went beyond the "borders" of lle de France (Paris region) until quite recently, where it concentrated almost exclusively on weal-

thy and very wealthy customers, the majority of which were Anglo-Saxon.

Today its objective has changed. since it wishes to rank among the Top 3 of foreign banks in France and intensify its presence throughout the country. Over the last three years it has widely developed its national network: by late May 2007 it was composed of 54 agencies, 15 "Patrimony" offices and 8 "Barfimmo" offices specialised in real estate. This development will be further reinforced by the end of this year with the implantation of 80 "Premier Clubs" throughout France.

This British bank particularly targets wealthy and high quality customers. Whereas it traditionally targeted private individuals, English and English speaking for the majority, today it intends deve-

loping a business and institutional clientele. For this, it has equipped itself with a whole range of banking products and services, from a simple current account to investments, cash flow management, financing investment and the management of international transactions. For the particularly wealthy clientele it proposes a remunerated current account at 10% (over the first three months), the "FCP Barclays Seven +" investment scheme which guarantees 2 years at 7,5 %, a life insurance and consumer credits

In the Provence Alps Côte d'Azur region, the Barclays has launched a totally innovative concept to propose to a relatively wealthy clientele living in average sized towns a "Top quality" service to manage their patrimony and their banking relations. It has created

Provence Alps Côte d'Azur Sea Cluster, presided by Bernard "Clubs" (inspired by the famous British private clubs) to receive clients intimately and with total discretion. These are apartments where the financial advisor of the bank receives the customer on an individual appointment made at the customer's convenience, in a tasteful design décor. Everything is conceived to assure the customer the comfort and availability he seeks to handle his problems of savings, patrimony, investments... taking advise from a specialist.

It is important to note that the financial advisors are not only French but also originate from the region (so you don't need to speak English!), because the main aim is to seduce a regional clientele.

Capenergies and the PACA Sea Cluster sign a partnership agreement

The purpose of this partners' meeting is to mutualise their efforts to develop concrete and innovative projects, the first success of which would be the cooperation of both clusters. Almost everybody now knows that

Capenergies, whose president Serge Durand has just signed an agreement with the Italian SIT (Sistemi Intelligenti Technologies) of Genoa, is closely interested in the energies not generating gas with the greenhouse effect. The

Sans, is more centred on safety and Sustainable Development for the sea and coastal environment. Their common point is without a doubt sustainable development and the environmental protection of the Mediterranean regions. It is in this spirit that the 2 competitiveness clusters and Regional Poles of Innovation and United Economic development (PRIDES) have to decide to unite their efforts to strengthen their exchanges and create a link to promote the realisation of common projects. Armed with a common will to value and develop all the renewable sea energies, such as the thermal energy of seas, the mechanical energy of the swell or the currents, together with offshore windmills and the use of the sea biomass for the production of bio-fuels, which is a burning topic at present, and the coupling between the production of renewable energies and systems usually working with classic energies. All these objectives and their stakes present a fascinating challenge for these two poles. " The main object of the present agreement consists in establishing regular and structured working relations between Capenergies, the PACA Sea Cluster and their respective members to favour the identification, the assembly, the financing and the management of programs or



Bernard Sans Président du Pôle Mer PACA

concrete and innovative cooperative projects ", explains Serge Durand. For Bernard Sans, "the cooperation with a partner such as Capenergies on joint projects will strengthen the capacity of our Region to place itself on new technological fields and new markets. The Mediterranean basin and the French overseas departments actors represent a privileged target for the development of the renewable sea energies ". This partnership completely adheres to the strategy of both poles, whose ambition is their complementarity, because their respective vision, the variety of the fields of intervention and the competence of their members will largely facilitate the achievement of their joint objectives.

Par Jacques R Lorne TRANSPORT FLUVIAL

Le transport fluvial en question

Depuis un certain temps déjà, problèmes de pollution aidant, le fluvial sort de ses berges pour devenir le centre de conférences et de colloques. Le grand motif de cette résurrection est dû au " Grenelle de l'Environnement " que l'on agite tel un épouvantail, pour essayer de faire comprendre à tous les acteurs économiques et institutionnels qu'il faut œuvrer en faveur de l'environnement. Dans cette optique, le fluvial, seul avec le fer à pouvoir concurrencer le routier, redevient à la mode. C'est ainsi que le troisième " Comité d'Organisation du Contrat de Progrès Fluvial-Port Autonome " s'est tenu le 26 mars dernier à Marseille.

Le but de cette rencontre était d'étudier " Le Contrat de Progrès pour le Développement Durable des Trafics Fluviaux dans le Bassin Rhône - Saône et au Port de Marseille-Fos ". Ce contrat unit le Port Autonome de Marseille (PAM), la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) et Voies Navigables de France (VNF). Lors de cette réunion monsieur Janin, directeur du PAM a reconnu que " Depuis quelques années le PAM a fait de sérieux efforts en matière de fluvial, mais à partir de 2008 nous allons rentrer dans une nouvelle politique d'intensification de ce secteur ". Cette déclaration a une base, la prise en compte par les entreprises d'un coût de transport réduit sur le poste " dépenses énergétiques " et la connotation " anti - pollution " (qui devient un label) ces deux lignes faisant partie intégrante des recommandations sectorielles du fameux " Grenelle de l'Environnement "...On y revient... La CNR et le PAM font état d'un bilan positif du contrat de progrès fluvial, qui entre-parenthèse est né en 2002, puisqu'ils annoncent une augmentation de 60% du trafic fluvial toutes catégories confondues. De plus, la mise en service, en janvier 2007, d'un 2ème terminal à conteneur au port Lyon - Edouard Herriot, réalisé par la CNR, a nettement

amélioré la condition de traitement des bateaux fluviaux dans les terminaux de Fos. Sans oublier la mise en place de conventions avec les Douanes permettant aux opérateurs de gagner de 24 à 48 heures sur le trajet Fos-Lyon, d'après le PAM. Le trafic fluvial a de grand desseins devant lui, si le contexte général par rapport aux lobbyings des transports routiers lui devient plus favorable, notamment lorsque l'on parle d'environnement. En effet, il faut savoir à ce sujet, que le simple convoyage de 2 " pousseurs " de 200 conteneurs équivaut à la circulation de 300 camions en matières de dépense énergétique et de pollution, et nous rajouterons ce qui fera plaisir au président de la Chambre de Commerce et d'industrie de la Drôme, une solution de désengorgement de l'autoroute A7 où les files de poids lourds se succèdent sans discontinuer, apportant avec eux une dangerosité supplémentaire et quasi permanente, pour la circulation, plus accrue encore lors de la période des congés annuels, pendant laquelle de millions de personnes venues de tous les pays nordiques frontaliers, qui mélangées à celles de notre territoire envahissent les autoroutes. C'est à partir de ce moment là que l'on comprend l'importance du développement fluvial et du trafic ferroviaire de marchandises, qui devient même incontournable si l'on rajoute en plus l'ascension vertigineuse des prix du pétrole qui, ne nous cachons pas derrière le petit doigt, n'est pas encore à son sommet et ne retournera certainement pas en arrière. Cette situation a suscité un intérêt particulier à la Région Provence Alpes Côte d'Azur, qui a organisé un colloque " Le transport fluvial à l'heure des choix " pour signaler son engagement dans l'accompagnement du développement du trafic fluvial ainsi, que ses infrastructures. La Région a souhaité inclure un volet fluvial au contrat de projet interrégional " Plan Rhône " signé en 2007 avec l'Etat et les 4 autres régions du bassin Rhône-Saône, à savoir, le Languedoc Roussillon, Rhône Alpes, Bourgogne, et Franche Comté. Dès l'ouverture du colloque, Michel Vauzelle, Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur a orienté positivement le débat en déclarant, " Nous som-

Péniches sur l'Yonne



RIVER TRANSPORT

By Jacques R Lome

River Transport in question

For some time already, due to problems of pollution, inland waterways have overflowed their banks to become the centre of conferences and colloquiums. This resurrection was motivated by the "Grenelle de l'Environnement" that is brandished like a scarecrow, to try to convince all the economic and institutional actors that it is necessary to work in favour of the environment. Within this view. inland waterways, which together with railways offer the only means of transport that can compete with road hauliers, have become fashionable again. Hence the third " Steering Committee for the River-Port Contract " was held on March 26th this year in Marseille.

The purpose of this meeting was to study " The Contract of Progress for the Sustainable Development of River Traffic along the Rhone-Saône waterway and in the port of Marseille-Fos". This contract unites the Autonomous Port of Marseille (PAM), the National Company of the Rhone (CNR) and Waterways of France (VNF). During this meeting Mr. Janin, managing director of the PAM, recognized that "The PAM has made considerable efforts in favour of river transport since several years, but as from 2008 we are going to intensify our policy in this sector ". This will only be possible if companies endeavour to reduce their transport costs, thereby reducing their "energy expenditure", and by a policy of "anti - pollution". These are the two major recommendations of the famous "Grenelle de l'Environnement" ... The CNR and PAM both show a positive report on the River Progress Contract, which was in fact born in 2002, since they announce a 60 % increase of river traffic for all categories. Furthermore, the servicing of the second container terminal at the Edouard Herriot Port in Lyon, launched by the CNR, greatly improved the handling conditions for river boats in the terminals at Fos. Without forgetting the implementation of Customs conventions enabling operators to gain 24 to 48 hours on the trip between Fos and Lyon, according to the PAM. River trans-



Péniche aux environs de la ville d'Arles

port has a great future if the general context in relation to the lobbying of road transport turns to its advantage, particularly concerning the environment. It is important to know that the simple escorting of 2 barges of 200 containers is the equivalent of the traffic of 300 lorries in terms of energy expenditure and pollution. Furthermore, and this will please the president of the Chamber of commerce and industry of the Drôme, it offers a solution to ease the congestion of the A7 motorway with its endless streams of lorries, which represent an additional and almost permanent danger for the particularly dense traffic during the holiday periods when millions of people come from the northern bordering countries, and together with our national holiday makers invade the motorways.

It is from this moment that we fully understand the importance of developing river and railway transport, which becomes inevitable if we add the vertiginous increase of the oil prices, which (we mustn't kid ourselves) is not likely to be reversed. This situation aroused particular interest in the Provence Alps Côte d'Azur region, which organized a colloquium entitled " River Transport at the time of choices " to show its commitment in the development of river transport and its infrastructures. The Region wished to include a chapter on inland waterways in the "Rhone Plan" contract of interregional projects, signed in 2007 with the State and 4 other regions bordering the Rhone-Saône waterway: Languedoc Roussillon, Rhone Alpes, Burgundy, and Franche Comté. At the opening of the colloquium, Michel Vauzelle, President of the Provence Alps Côte d'Azur Region, set the tone of the debate by declaring, " Today we are among people that are convinced by what appears as an evidence. Consequently, our main work today, and in the coming days, is to convince our fellow countrymen and certain

public and private decisionmakers that transport by inland waterways must be considered with interest." It is not an easy challenge, because even if river transport was the spurring element of trade and economic development of the country for many years, as Michel Vauzelle pointed out, nevertheless it is insufficiently exploited today for a variety of reasons, which unfortunately led to abandoning the project prematurely. Now the consequences appear and "The evidence is austere; many canals cannot be used for transporting freight because they have not been maintained for decades ' declares the President of the Region, and he adds " When one is lucky enough to have a major axis as we do with the Rhone-Saône waterway, I believe that we must all join together, the State, Public Establishments, Local authorities, Trades and Hauliers, to make better use of this patrimony." To that we must add another fact that we mentio-

Le transport fluvial en question



mes aujourd'hui entre gens convaincus par ce qui nous apparaît de plus en plus comme une évidence. Par conséquent, notre principal travail aujourd'hui, comme les jours à venir, est bien de convaincre nos concitoyens et certains décideurs publics et privés que le transport fluvial doit être considéré avec intérêt. " Cela étant, le challenge n'est pas simple, car si le transport fluvial fut pendant un long moment un élément moteur des échanges et du développement économique du pays, comme a bien voulu le faire ressortir Michel Vauzelle, il n'en reste pas moins sous utilisé maintenant, pour des raisons multiples et variés, qui ont abouti à l'abandon prématuré de cet outil. Maintenant les conséquences surgissent et " Le constat est sévère, un bon nombre de canaux ne peut être utilisé pour le transport de fret compte tenu de l'absence d'entretien tout au long des décennies passées " déclare le Président de la Région, et il rajoute "Lorsque, l'on a la chance d'avoir un axe majeur comme nous l'avons avec l'itinéraire Rhône-Saône, je crois qu'il ensemble. faut Etat. Publics, Etablissements

Collectivités locales, Professions et Chargeurs, que nous nous réunissions pour mieux utiliser ce patrimoine. " A cela il faut rajouter un autre constat que nous avons relevé plus haut, qui est confirmé par les conclusions du " Grenelle de l'Environnement ", le niveau du trafic des poids lourds sur les principaux axes de circulation de notre pays a atteint un niveau socialement insupportable. Sur l'autoroute de la Vallée du Rhône, par exemple, le pourcentage de poids lourds sur certaines sections frôle les 25%, chiffre signifiant que l'on a atteint les limites du supportable. Autant pour les nuisances directes occasionnées par cette circulation, que des problèmes de sécurité routière et ce qui est plus important sur les conséquences générés à l'encontre de la qualité de l'air et l'atteinte portée au phénomène de l'effet de serre. On se rend mieux compte du challenge qui se présente, car nous sommes face à un triple enjeu, social, écologique et sanitaire, ainsi que l'a décrit le président de la région. A ce moment là revient ce que certains ont appelé " le Serpent de Mer ", le fameux projet " Rhin-Rhône

annoncé à grand renfort d'effet d'annonce en 1996 et abandonné tout aussi vite en 1997, sous l'influence d'une personne qui n'avait d'écologiste que le nom sur une affiche et qui voulait absolument " sauver " quelques pêcheurs qui avaient peur que les hélices des chalands fassent tourner le sang des poissons. Nous avions déjà défendu ce projet dès qu'il parut et nous avons été très déçus, encore une fois, lorsque nous avions appris son renoncement. Notre édito titrait alors " Un canal s'est noyé" en hommage à une image de Jacques Brel, tout en soulevant le fait que ce qui intéressait l'ensemble de la classe politique en ces années, c'était la "Capitale et ses relations vers le Nord". Michel Vauzelle avait déploré à l'époque, cet abandon dans une interview que nous avions réalisé sur le sujet et où il nous confiait " Ce projet portait en lui, malgré les critiques techniques, financières, écologiques, un espoir immense pour nos régions. C'était désenclaver le Sud, ce qui était symboliquement important vu le déséquilibre en terme d'équipements existant entre la zone d'expansion AngloRhénane et sa périphérie, le Sud." Lorsque nous lui demandions si le projet était définitivement enterré, " on ne peut pas tourner la page sans réfléchir sur les effets. Il faut que les experts nous expliquent comment remplacer le trafic fluvial, la Vallée du Rhône étant sur-engorgée. Quels surplus pour le fer et l'autoroute ?... " A cette époque, Michel Vauzelle était député et maire d'Arles et ne partageait pas tout à fait, avec raison, les objectifs de ses collègues du gouvernement en ce qui concerne ce fameux projet. Depuis, le bilan est assez désastreux, car pendant ces onze années aucun effort n'a été fait pour redonner une chance au fluvial, car si le fluvial reste peut-être le sujet le plus important à l'heure actuelle et même " S'il affiche un caractère prioritaire au développement de l'usage du transport fluvial pour les marchandises, force est de constater qu'il n'en reste pas moins décevant quant aux grands projets qu'il souhaite développer, puisque seul le lancement du canal à grand gabarit Seine-Nord de l'Europe est retenu... L'ambition de l'Etat reste donc focalisée sur le Nord du pays et

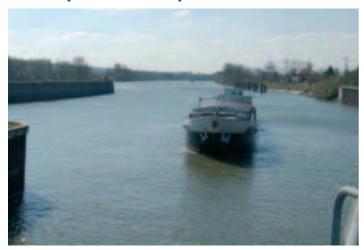
River Transport in question

ned previously, which was confirmed by the conclusions of the "Grenelle de l'Environnement", the volume of truck and trailer transport on our main roads and motorways has now attained a level that is socially unbearable. On the motorway of the Rhone Valley, for example, the percentage of lorries on certain sections is around 25 %, which means that we have reached the bearable limits, not only for the direct nuisances caused by this traffic, but also problems of road safety, and what is more important, the consequences on the quality of the air and the greenhouse effect. We fully realize the extent of the challenge because we are faced with a triple stake, social, ecological and sanitary, as described by the president of the region. Now we seen the return of what some called "the Sea Serpent", the famous "Rhine-Rhone" project proclaimed with much clamour in 1996, then suddenly abandoned in 1997 under the influence of a person who was only an ecologist on her poster slogans and who absolutely wanted to "save" a few fishermen who feared that the boat propellers would curdle the fishes blood! We already defended this project as soon as it appeared and we were extremely disappointed, once again, when we heard that it had been abandoned. At that time, we entitled our editorial "A canal has drowned" paving a tribute to an image of Jacques Brel, while stressing the fact that at that time the whole political class was only interested in "the Capital and its northern relations". Michel Vauzelle greatly regretted the matter, and in an interview at the time, he confided to us " Despite the technical, financial and ecological criticisms, this project bore an immense hope for our regions. It was to open up the South, which was symbolically important considering imbalance of existing equipment between the Anglo-Rhine region of expansion and its suburb, the South." When we asked him if the project was definitively buried, he responded,

"We cannot turn the page without thinking about the effects. The experts must explain us how we can replace the river traffic, since the Rhone Valley is already saturated. What surpluses for the railway and motorways?... " In that time, Michel Vauzelle was MP and Mayor of Arles and quite rightly did not totally share the view of his colleagues of the government regarding this famous project. Since then, the result is quite disastrous, because during these eleven years no effort has been made to give another chance to river transport, because even if it is the most important subject at the moment and even if "it is a priority in the development of freight transport by inland waterways, it is most disappointing to note that there is a lack of great projects, since only the launching of the large capacity canal Seine-Northern Europe has been retained ... It appears that the ambition of the State remains focused on the North of the country and is not interested in the relations with the Mediterranean in this sector of transport." In this context, Frédéric Meyer's sentence, " Waterways, a future means of transport, seem to bring slowness at a time when everything is going fast." This Regional councillor, Delegated to river and sea transport, put his finger on the sore point, even if his comment was intended to be encouraging at the opening of this colloquium. Nevertheless, let us hope that we shall be able to recover the logical "stream" of the river between the Rhineland and the Mediterranean, as it should have been done 11 years ago. Let us trust that all the actors will now become conscious of everything we have explained here, not only in the interest of the regional and European economy, but also for the quality of life and the environment that we must pass on to the following generations...We must no longer lose time!



Le transport fluvial en question



ne s'intéresse pas aux relations avec la Méditerranée dans ce secteur de transports. " Dans ce contexte la phrase de Frédéric Meyer, " Mode de transport d'avenir, le cours d'eau semble apporter de la lenteur à une époque où tout va vite. "

Le Conseiller Régional, Délégué aux transports fluvial et maritimes, ne pensait pas si bien dire, même si son propos était plutôt construit pour être encourageant à l'ouverture de ce colloque. Souhaitons toutefois que l'on puisse, enfin, reprendre le " cours" logique du fluvial entre

la Méditerranée et la Rhénanie, comme cela aurait du être fait, il y a déjà 11 ans. Gageons que l'ensemble des acteurs seront maintenant conscients que pour tout ce que nous venons de relater, autant dans l'intérêt de l'économie régionale et européenne que du bien être et de la qualité de l'environnement, que nous nous devons de transmettre à toutes les générations qui suivent, qu'il n'y a plus de temps à perdre...

Le fluvial en quelques chiffres déterminants

Sur le Bassin Rhône Saône, le trafic de marchandise représente en globalité des quantités énormes. Il suffit de regarder la somme en Tonnes des marchandises transportées sur les documents officiels, pour se rendre compte de l'importance que pourra avoir le fluvial dans un avenir, qu'il faut souhaiter proche, et surtout pour mesurer les inconvénients qui pourraient être générés par une telle recrudescence d'activité sur les routes et les autoroutes.

En ce qui concerne l'environnement direct des riverains, en termes de nuisances sonores, on peut remarquer que le niveau de bruit émis par le passage des chalands est presque insignifiant. Les dépenses d'énergies font partie intégrante des transports, et là encore les résultats sont probants: 1,1 kilo équivalent pétrole par tonne transporté pour 4,4 aux trains tractés par une

Pour en revenir à l'environnement, la comparaison des émissions de CO² laisse encore une fois apparaître le bien fondé du

locomotive diésel et 4,3 pour les

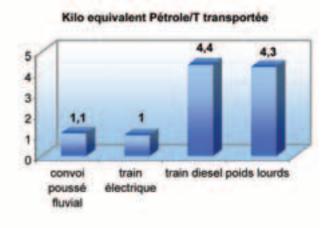
camions. Il n'y a pas photo, la

nuance économie est réelle..

Fer: vitesse moyenne 80 à 100 Km/h Route: vitesse moyenne camion de 80 à 100 Km/h voie d'eau: vitesse de 10 à 20 Km/h sur le grand gabarit

Consommation de carburant

Kilo eqvlti
convoi pousse 1,1
train électriqu 1
train diesel 4,4
poids lourds 4,3



transport fluvial. En conclusion, l'ensemble des schémas confirme la bonne tenue du fluvial et fait surtout ressortir la nécessité d'un développement accru de ce type de transport.

Certains trouveront à redire en prétextant que les investissements seraient colossaux pour le développement et la création d'autres voies d'eau. Peut-être, mais l'avenir est à ce prix et tout bien considéré, beaucoup de proiets ont été financés et se sont pourtant révélés irrationnels et non rentabilisables. Pour une fois, le cahier des charges est ouvert sur une voie de rentabilité et de développement durable certaine, faisant la part belle à la qualité de la vie. C'est un choix à faire, souhaitons qu'il soit

Dans un autre ordre d'idée, une unité automoteur transporte jusqu'à 147 EVP, un convoi poussé 264 (soit l'équivalent de plus de 300 camions en matière de dépense énergétique et de pollution) à une vitesse moyenne

qui se situe entre 6 et 20Km/h pour un automoteur et 15Km/h pour un convoi poussé. La flotte fluviale grand gabarit recensait au 1er juillet 2007, 103 unités. Le temps moyen de parcours varie selon le point de départ et la destination en tenant compte de l'ensemble des arrêts pour chargements. Les échanges fluviaux maritimes sont très diversifiés et la répartition géographique couvre bien l'Europe et les pays de l'Est ainsi que le Proche Orient, autant à l'export qu'à l'import.

Source VNF

Les unités naviguant sur le bassin Rhône Saone

Péniches Freycinet	Automoteurs*	Convois poussés*	Pluvio- maritimes			
250 à 500	400 a 2 500	2 200 à 4 -400	1 360 à 3 000			
380 à 440	550 a 3 000	2×3 000	2 500 a 3 300			
	jump/8 147	2 × 132	60 A 60			
22 à 29	preguia 79.5	62 8 72	50 a 60			
	4910	8,5 8 10,10	8,5			
1,80 a 2.2	2.5 a 3	3	39425			
6 a 12	6 A 20	15	15			
Europe artitre	Satne, Rhône, Fos et Sate	Sabre. Rhône paqu'à Fos	Saone mone jusqu'à 1 7001			
			57.1.5			
	250 à 500 560 à 440 22 à 28 4 1,80 à 2,2 6 à 12 Europe	Freycinet Automateurs* 250 à 300 400 à 2 500 360 à 440 500 à 3 000 Junqu'à 147 22 à 28 jumpu'à 79.5 4 4 à 10 1.80 à 22 2.5 à 3 6 à 12 5 à 20 Europe Satine, Pithône, Fox	Freyclinet Automoteurs' poussels' 250 à 300 400 à 2 500 2 200 à 4 400 380 à 440 550 à 3 000 2 x 3 000 jusqu'à 147 2 x 132 22 à 28 jusqu'à 79.5 63 à 72 4 4à 10 8.5 à 10.10 1.80 à 2.2 2.5 à 3 3 6 à 12 6 à 20 15 Europe Saine, Hidne, Fos Fohose			

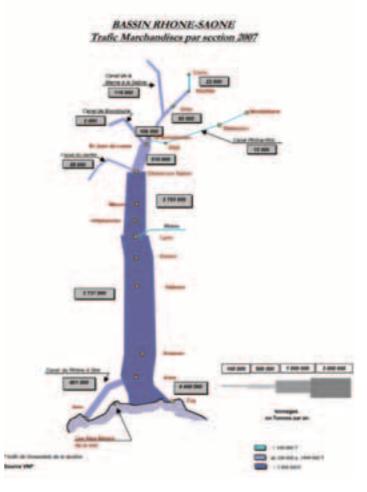
A few key figures

On the Rhone-Saône waterway, freight traffic globally represents enormous quantities. If you refer to the number of Tons of transported goods, you will immediately realize the importance of river transport in a hopefully near future, especially to measure the nuisances that could be generated by such a volume of activity on roads and motorways.

As regards the direct environment of the riverside residents in terms of noise disturbances, we can notice that the level of noise emitted by the passage of the vessels is almost insignificant.

Energy expenditure is an integral part of transport, and even there the results are convincing: 1,1 kilos equivalent fuel oil per ton transported for 4,4 in trains towed by a diesel locomotive and 4,3 for lorries. There is no doubt, it represents a real economy.

As for the environment, once again the comparison of CO² emissions shows the advantages of transport by inland waterway. In conclusion, all these illustrations confirm the constant rhythm of river transport and especially highlight the necessity of a greater development of this type of transport. Some may criticize by claiming that the development and the creation of other waterways would represent colossal investments. Maybe, but that



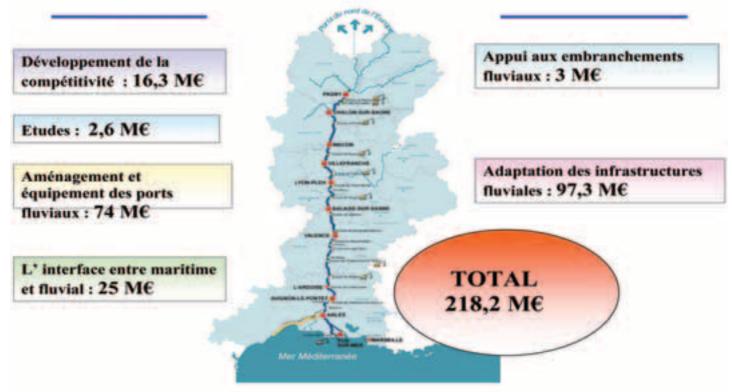
is the price of the future, and it must be admitted that many pro-

jects have been financed that nevertheless proved to be irra-

tional and unprofitable. For once, the contract conditions open the way to profitability and sustainable development, with a wide scope for the quality of life. It is a choice to be made, let's hope we shall make it.

To give another image, an autoengine unit transports up to 147 EVP (20 ft. container), a pushed convoy 264 (that is the equivalent of more than 300 lorries in energy expenditure and pollution) at an average speed which is between 6 and 20 Km / hour for an auto-engine and 15Km / hour for a pushed convoy. The big size river fleet registered on July 1st, 2007 represented 103 units. The average journey time varies according to the point of departure and the destination, taking into account all the stops for loading. The maritime river exchanges are very diversified and the geographic distribution covers Europe and Eastern countries as well as the Middle East, both for export and import. Source VNF

Un investissement significatif



Par Jacques R Lome EVENEMENT

Les acteurs du Port Autonome de Marseille dans la bourrasque de la réforme

Depuis quelques temps déjà, la réforme des ports fait couler beaucoup d'encre dans l'hexagone et plus particulièrement à Marseille. où le moindre éternuement prend des proportions nationales. Ces quelques mois, l'agitation conclue par des actions de grève bloquant les accès aux différents ports de la région marseillaise, a permis de voir les navires, pétroliers et autres cargos, à l'ancre dans la rade, comme si un embouteillage soudain les empêchait d'accoster. Hélas, ce n'était pas le trop plein qui les obligeait ainsi à rester à l'ancre, mais des " mouvements sociaux " les agents du port autonome n'acceptant pas le contenu de la "Loi de la réforme des ports, adopté par le Sénat le 21 mai dernier.

Les conséquences de cette grève dite " perlée " sont multiples, car elle retarde les livraisons, condamne les entreprises et leurs personnels en autorisant le détournement de trafic, ce qui provoque une chute considérable de l'activité, qui s'élève actuellement à près de 50% et

50.000 conteneurs détournés. Il faut actuellement considérer que 500 emplois sont en danger, ce qui n'est pas négligeable. C'est cette situation qui a poussé les " Acteurs Economiques " comprenez les patrons de toutes ces PME, à descendre dans la rue pour exprimer leur mécontentement devant ces fâcheuses circonstances qui compromettent au plus haut point l'avenir de leurs entreprises et l'emploi de leurs personnels, certains ayant même du mettre une partie de leurs employés au chômage technique, faute de travail. L'assemblée nationale a examiné cette loi les 17 et 18 iuin et l'a votée telle quelle dans la foulée, pour une application quasi immédiate. L'importance de cette loi, pour les professionnels, est évidente car elle devrait permettre aux entreprises d'être plus compétitives, notamment en transférant les activités marchandes avec l'outillage et les personnels correspondants aux opérateurs privés. Les enieux dans ce domaine sont d'environ 5 milliards d'euros d'investissements privés, pour la modernisation et la fonctionnalité des sites, prévus sur le territoire des Bouches du Rhône ; l'emploi devrait suivre le même chemin, puisque l'on l'évalue à 15.000 postes créés dans le secteur de la logistique. C'est justement parce que le challenge est primordial pour l'avenir du Port de Marseille - Fos que les acteurs économiques de

ce secteur sont montés sur des conteneurs installés au centre du Vieux Port (Quai des Belges) pour crier leur mécontentement et expliquer à la foule qui s'était massé aux abords les raisons de leur mobilisation et leur colère. " Nous avons perdu 50.000 conteneurs depuis deux mois qu'a débuté cette grève, cela représente une diminution de 50% du trafic que nous aurions du avoir sur cette période en trafic normal. La perte de valeur ajouté se monte à 7,5 millions d'euros le tout représentant 500 équivalents emplois, ce qui n'est pas rien. Du côté produit chimique, pétrolier, les navires attendent pour être déchargés, ils payent des surcharges pour dépassement de location et la facture est actuellement estimée à 15 millions d'euros environ, " lance à l'attention de la foule, un responsable des entreprises du haut du conteneur. Je suis manutentionnaire sur le port de Fos et je veux simplement m'adresser aux agents du PAM grévistes. Je souhaite qu'ils viennent discuter avec nous pour créer des emplois, plutôt que continuer à les détruire, comme ils le font depuis deux mois. " Le représentant des transitaires y est allé de son discours lui aussi, " Nous avons un port qui a tous les moyens pour accueillir les marchandises et il y a toujours quelque chose qui vient perturber notre évolution. Nous avions de grands espoirs et nous les

avons toujours car nous souhaitons que notre port reste l'un des plus ambitieux de la Méditerranée et d'Europe. " Tous les chefs d'entreprises et responsables syndicaux patronaux ont, chacun à leur façon, dénoncé cet état de fait, impulsé par une minorité, qui empêche une majorité de professionnels de travailler et d'apporter leur contribution au bien être de la communauté.

au bien être de la communauté. Cela étant, ce projet de Loi de la réforme des ports doit encore être examinée, comme nous l'avons dit plus haut. Devant cette incertitude nous avons questionné Raymond Vidil, le directeur de Marfret, vice président de la CCI Marseille Provence en charge des affaires portuaires. " Je pense que la loi sera votée conforme, car tout le calendrier est tenu par le Président. C'est passé au Sénat, il ne devrait donc pas y avoir de problème. Maintenant la question est : est-ce que les agents du port seront légalistes ? Est-ce que dans ce pays c'est la rue qui commande ou la démocratie ? L'Etat a donne une date limite pour la mise en place, jusqu'à présent nous avons assisté au débat national, maintenant nous passons à la partie pratique, la mise en œuvre locale. Le port va ouvrir une " data room " pour qu'il puisse mettre en concession, chantier par chantier, à des exploitants d'entreprises privés. Il va donc ouvrir ses livres, chacun va se présenter, nous avons jusqu'au 31 octobre pour mettre cela en place. Je pense, comme je l'ai déjà dit, que cette réforme va nous permettre de développer nos activités à Fos, mais aussi dans les bassins Est et c'est là qu'il y a le plus d'inquiétudes. Si après le vote de la Loi les grèves continuent, ce que nos entreprises ne supporteront pas, il faudra alors que nous imaginions d'autres formes d'actions et la seule façon que l'on connaisse, c'est de détourner nos activités pour ne pas périr. A ce moment là, peut-être comprendront-ils que ce sont les armateurs et les marchandises qui amènent le trafic et pas les agents du port. '

Pour monsieur Combe, patron de la Société de Négoce International (SNI) qui fait 100% de son chiffre en exportation, la solution a été de faire passer ses activités par les ports du Nord avec, naturellement, un surcoût non négligeable. Une autre

Beaucoup de monde à l'écoute des doléances - Photo Thierry Vaude



EVENT By Jacques R Lorne

The actors of the Port of Marseille in the squall of the reform

For some time already, the reform of the ports causes a lot of ink to flow throughout the country, and particularly in Marseilles where the slightest sneeze takes on national proportions. During the last few months, the agitation leading to strikes blocking the access to the various ports of the Marseilles region created the scenery of a hoard of vessels - oil carriers and cargo ships - anchored in the bay, as if a sudden traffic jam prevented them from mooring at the quayside. Unfortunately it was not the port congestion that obliged them to stay at sea, but "social movements" because the agents of the port refuse to accept the terms of the "Port Reform Law", adopted by the Senate on May 21st this vear.

This so-called "pearled" strike causes many consequences: it delays deliveries, condemns companies and their staff by diverting the traffic, provoking a considerable fall of the activity, presently around 50% and 50.000 diverted containers. Today some 500 jobs are in danger, which is considerable. This situation incited the "Economic Actors ", that is the directors of SME's, to come out in the street to express their discontent faced with these aggravating circumstances, which heavily compromise the future of their companies and the employment of their staff; some have already been obliged to put a part of their employees in technical redundancy due to lack of work. The National Assembly examined and voted this law on June 17th and 18th for almost immediate application. The importance of this law for the professionals is evident because it should enable companies to be more competitive, notably by transferring the trade activities with equipment and the corresponding staff to private operators. The stakes in this field amount to about 5 billion euros in

the Bouches du Rhone department, representing private investments for modernizing the sites. Employment should follow in step because the number of jobs created in the logistics sector is estimated at 15.000. It is precisely because the challenge is essential for the future of the Marseilles-Fos Port that the economic actors of this sector rose up on containers installed in the centre of the Old Port (Quay des Belges) in Marseilles to proclaim their discontent and explain to the crowd which gathered around the reasons of their mobilization and their anger. "We have lost 50,000 containers since two months when this strike began, it represents a 50% decrease of the traffic over this period in relation to normal traffic. The loss of added value amounts to 7,5 million euros, and it represents the loss of 500 equivalent jobs, which is considerable. The vessels carrying chemical products and crude oil are waiting to be unloaded, they are paying rental surcharges and at present the invoice is estimated at approximatelv 15 million euros" declared a company manager to the crowd. " I have a handling company in the port of Fos and I simply want to appeal to the PAM agents that are on strike. I want them to come to discuss with us to create employment rather than continue to destroy work as they have been doing over the last two months." The representative of the forwarders also had his word to say: " We have a port that has everything to receive goods and there is always something to perturb our evolution. We had great hopes and we still do, because we want our port to remain one of the most ambitious ports of the Mediterranean and Europe." All the company managers and the executives of the employers' trade-union denounced this situation, where a minority prevent a majority of professionals from working and contributing to the well-being of the community.

Things being what they are, this Port Reform bill must be re-examined, as we previously said. Faced with this uncertainty, we questioned Raymond Vidil, managing director of Marfret, and vice president of Marseille-Provence Chamber of



Formations en langues : welcome to the business world !

Dans une société où tout va de plus en plus vite, dans un monde globalisé, à l'heure d'internet, la langue française ne suffit plus!

Aujourd'hui, dans le monde des affaires, ne pas maîtriser de langues étrangères est un frein; patron de PME, jeu-

nes actifs, cadres dirigeants, commerçants, personne ne peut ignorer cette réalité.

Le WLC, centre de formation linguistique du World Trade Center Marseille Provence, affiche une ancienneté de plus de 15 ans dans le métier de la formation et œuvre depuis toujours pour assister les professionnels dans l'acquisition ou le perfectionnement des connaissances en langues.

Son expertise liée au monde des affaires n'est plus à prouver.

Précurseur dans les méthodes et les concepts, il compte depuis de nombreuses années des clients grands comptes pour lesquels la maîtrise des langues étrangères paraît une évidence (pour ne citer qu'eux, l'Aéroport Marseille Provence, CMA-CGM, les Galeries Lafayette, ou encore Eurocopter) mais aussi des artisans ou PME.

Ses méthodes d'apprentissage ou de perfectionnement de la langue évoluent régulièrement afin de coller toujours mieux aux besoin des élèves et des entreprises mais aussi pour utiliser les nou-

Louis Sampaid



veaux outils mis sur le marché. Le World Language Center s'adapte aux besoins naissant liés à l'arrivée, dans le schéma économique mondial, de nouveaux acteurs et met en place des formations ad hoc " en chinois, arabe ou russe par exemple.

La solide équipe pédagogique, comptant plus de 25 formateurs professionnels (sans cesse complétée de nouveaux talents), accompagnés par un personnel efficace et dynamique améliore tous les jours ses services.

Mise au point de nouvelles méthodes d'apprentissage, de nouveaux produits, de formules " à la carte "... le WLC répond à tous les besoins, individuels ou d'entreprises, en proposant des cours du soir ou en journée, des cours intensifs, des sessions pendant

les vacances, des cours en immersion ...etc. Toujours à l'écoute de ses clients, il propose des plages horaires flexibles du lundi au

Cours collectifs, parcours individuels, binômes/trinômes, la géométrie des modules est variable et variée ; compatible avec le DIF.

Une seule chose est commune à tout et tous, le diagnostic linguis-

tique préalable obligatoire. Simultanément à un test écrit et un entretien oral, une évaluation des besoins du salarié permet de concevoir un programme pédagogique et un devis personnalisés

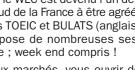
pour une prise en charge par le plan de formation ou l'OPCA.

Nouvelle corde à son arc, le WLC est devenu l'un des seuls centres TOEFL du sud de la France à être agréé. Il propose aussi les Tests TOEIC et BULATS (anglais, espagnol et FLE). Il propose de nombreuses ses-

sions de tests tout au long de l'année ; week end compris!

Vous souhaitez conquérir de nouveaux marchés, vous ouvrir de nouvelles possibilités d'évolution ou dynamiser vos projets à l'international, le WLC sera le partenaire de tous vos challenges.

Un seul numéro: 0 491 393 387 Une seule adresse :www.wtc-marseille-provence.com



Les acteurs du Port Autonome de Marseille dans la bourrasque de la réforme



Jacques Pfister Président de la CCIMP

société du Languedoc a basé ses activités à Marseille parce qu'on lui a expliqué que c'était un port. Mais est-ce vraiment un port, cet endroit où devraient se rencontrer la marchandise et les bateaux?

Sur cette réflexion et ces paroles, justifiées par le challenge qui se présente à eux, nous nous sommes tournés vers Stéphan Brousse, le président le l'Union Pour les Entreprises (UPE 13) Ce que nous espérons c'est que la loi soit votée, une fois que cela sera fait, nous nous battrons pour qu'elle soit appliquée ; je pense donc qu'il y aura à ce moment là un point de non retour. mobilisons nous aujourd'hui, car demain et après demain seront des journées importantes. Ensuite nous imaginons bien qu'il y aura des points de blocage, notamment pour les accords cadres, et il faudra que nous soyons très vigilants pour que la loi ne soit pas dénaturée, en particulier sur les risques de filialisation, qui est un vrai risque, en particulier sur les pétroles. Il faudra que les appels d'offres soient bien lancés, que le privé réponde et qu'enfin on rentre dans un système concurrentiel. Nous entendons parler de légaliste, de non légaliste... Y a-t-il une crainte à ce sujet? Une fois qu'une loi est votée, il faut qu'elle soit appliquée et je ne concevrais pas qu'un certain nombre de citoyens, quelles que soient leurs origines, puissent défier le gouvernement et ne pas appliquer la loi. Il faut que les personnels se rendent compte que l'on va aller vers un plus, vers un mieux,

d'emploi et qu'il y a zéro risque à ce sujet. Cette loi ne sera pas là pour nuire, au contraire elle est positive et vise uniquement à remettre Marseille dans la compétition européenne. "

En ce qui concerne cette manifestation de plein air, c'est la première fois qu'une opération de ce genre est mise en place. Pourrait-il y en avoir une autre si toutefois les oreilles restent sourdes? " Nous sommes toujours dans la pédagogie, sur le fond

des arguments ; nous ne craignons personne. Le but n'est pas de mettre des gens dans la rue et de prendre éventuellement d'autres gens en otage pour défendre notre cause. Le but c'est d'expliquer nos actions par branches professionnelles, quels sont les enjeux... C'est ce que nous avons fait ce matin. Pour les 30.000 emplois que compte actuellement notre secteur, et pour la région marseillaise, nous attendons beaucoup de cette loi et il faut expliquer cela. Pourquoi ne profiterions-nous pas, à Marseille, de l'explosion que connaît le trafic maritime, en termes d'affaires et d'emploi ? Il n'y a pas de fatalité, les bateaux ne doivent pas uniquement passer devant Marseille " explique encore Stéphan Brousse.

Les dés sont jetés, dirait César, (Aléa jacta est, ou qu'il en soit ainsi). Quoi qu'il puisse advenir, la partie entre l'avenir ascendant et le conservatisme latent correspondant aux habitudes passéistes est ouverte. Les enjeux révèlent des ambitions et c'est justement dans les grands moments que l'on retrouve la force de convaincre. Les orateurs du monde économique s'y sont essayés aujourd'hui de fort belle façon. Mais attention, le jeu est difficile, il demande beaucoup de motivation et d'endurance ; comme au tennis, tant que la dernière balle n'est pas jouée personne n'a gagné. Le challenge est à la hauteur de l'espoir qu'il génère et la barre est haute, mais l'engagement des entrepreneurs présents, ressenti ce matin du 17 juin 2008, laisse augurer beaucoup de détermination et de cohésion. Ce sont ces choses qui font les grands évènements et cela en est un.

Stephan Brousse Président de UPE13



plus de création de richesse, plus

The actors of the Port of Marseille in the squall of the reform

Commerce in charge of port activities. " I think that the law will be voted because the President masters the whole calendar; it has been passed by the Senate, so there shouldn't be any problem. The question is now: will the port agents become legalists? Who runs this country, the people in the street or the democracy? The Government has set a deadline for the application. Until now we attended the national debate; now we're moving on to the practical part, the local application. The port is going to open a "data room" to put the construction sites one by one into concession to private companies. It will open its books, everyone will come to present himself, we have until October 31st to set up everything. As I have already said, I think this reform will enable us to develop our activities at Fos, but also in the eastern port facilities where there are the most problems. If the strikes continue after the law has been voted, our companies will not accept it, so we shall have to imagine other forms of action, and the only way we know is to divert our activities in order not to die. Then they will perhaps understand that it is the ship-

owners and the goods that bring the traffic, not the port agents."

For Mr. Combe, MD of the company "Société de Négoce International (SNI)" which makes 100 % of its turnover in export, the solution was to divert his activities via the Northern ports, naturally entailing considerable additional expenses. Another company from Languedoc based its activities in Marseille because he was told that it was a port. But this place where goods and vessels should meet together, is it really a port?

Considering this reflection, justified by the challenge with which they are faced, we turned to Stéphan Brousse, president of the Employers trade union (UPE 13), who declared: "We sincerely hope that the law will be voted, and when it is done, we shall fight to ensure that it is applied. I think that will be a point of no return. We are mobilizing today, because tomorrow and the following days will be important. We anticipate that there will be points of blockage, notably for the framework agreements, and we shall have to be very wary to ensure that the law is not distorted, particularly concerning the risks of subsidiaries especially for fuel oils. We must make sure that

the invitations to tender are launched correctly, that the private companies respond, and that finally we go into a competitive system. We hear talk about legalists and non legalists ... is there a danger there? Once a law is passed it will have to be applied and I refuse to accept that a certain numbers of citizens, whatever their origin, may challenge the government and not apply the law. The personnel must realize that we are going towards more and better, more creation of wealth, more employment, and that it doesn't represent the slightest risk. This law will not be there to damage, on the contrary it is positive and only aims at putting Marseilles back on the scene of European competition.'

It is the first time that such an open air demonstration has been organized. Could there be another one if ears remain deaf? "We remain in pedagogy, based on arguments; we are not afraid of anybody. The purpose is not to put people in the street and to take other people as hostage to defend our cause. The purpose it is to explain our actions by professional branches, which are the stakes ... That's what we did this morning. We are expecting a lot from this law, for the 30.000

jobs that our sector represents today, and for the Marseilles region, and it is necessary to explain this. Why shouldn't Marseilles take advantage of the boom of sea traffic, in terms of business and employment? There is no fatality, ships don't only come to Marseilles" explains Stéphan Brousse.

As Caesar would say, "Alea jacta est" (the die is cast, or let things be so). Whatever may happen, the road between the ascending future and the latent conservatism of past habits is open. The stakes reveal ambitions and it is in great moments that one finds the force to convince. The speakers of the economic world made a valiant attempt today. But be careful, the game is difficult, it will require a lot of motivation and stamina; as in tennis, nobody has won until the last ball has been played. The challenge is as high as the hopes that it generates and the level is high, but the commitment of the entrepreneurs that we felt this morning of June 17th, 2008, announces great determination and cohesion. Those are the things which make the big events, and this is indeed

Intermed accélère le business en Méditerranée

Le Crédit Agricole Alpes Provence facilite l'international aux entreprises. Il leur propose un accompagnement global avec plate-forme d'informations, services Internet dédiés (*****internet de l'informations) et interlocuteur unique pour leurs projets de développement dans les 15 pays de la Méditerranée.



Grâce à Intermed les entreprises ne perdent plus de temps à trouver une réponse rapide et fiable à leur projet de business avec les pays du bassin méditerranéen. Définir un marché porteur, trouver des clients, des fournisseurs, investir, développer des opérations internationales, optimiser le traitement des opérations, choisir un montage financier : autant de questions auxquelles les chefs d'entreprise de la région trouvent des répon ses à haute valeur ajoutée.

Fort de son réseau de banques partenaires telles que le Crédit du Maroc ou Amen Bank en Tunisie, le Crédit Agricole Alpes Provence réalise des études de marché, organise des missions de prospection, les aide à recruter du personnel, à qualifier leurs clients, à procèder à des opérations d'acquisition, etc. Depuis sa création en 2006, le site web d'Intermed a attiré plus de 20.000 visiteurs. L'accompagnement personnalisé de nombreux projets a contribué à leur concrétisation pour un montant de financement de plus de 7 millions d'euros.

Pour s'inscrire aux matinales d'Intermed :

Jean-Luc Scala: 04 91 13 52 12 / jeanluc scala@ca-alpesprovence.fr Pierre Alexandre Arnaud: 04 91 13 51 93 / pierrealexandre.arnaud@ca-alpesprovence.fr ed Gredit Astricole Alpes Provence
Gredit du Marcol
Accelerateur de business en

Par Veronica Davies IMMOBILIER

Valentine Vallée Verte

Lors du Salon Med'Immo, réunissant les leaders du marché Euro-Meditérranéen d'immobilier d'entreprise, qui s'est déroulé le 12 et 13 juin dernier au Parc Chanot à Marseille, nous en avons profité pour rencontrer celui aui détient actuellement les clés du futur parc d'affaires " Valentine Vallée Verte " à Marseille : Mr. Rob Wilkinson, directeur général de l'activité parc d'affaires en Europe du **Groupe Goodman European Business Park** Fund (GEBPF).

En effet, ce groupe a acquis en février 2008 le site de 20 hectares situé dans la ZAC de a Valentine. Le site comprend deux parties dont les immeubles existants (30 000 m²) au sud et les nouveaux immeubles (66 000 m2) au nord du parc. Le parc d'affaires sera développé en plusieurs phases sur 5 à 6 ans. Les immeubles existants sont en cours de rénovation et près de 17 000 m² de surfaces sont déjà louées avec des baux de 6 ans fermes. La valeur du futur parc une fois finalisé sera d'environ 200 millions d'euros, nous a confié Rob Wilkinson, en précisant que cette somme globale comprend l'acquisition, le développement (rénovation, construction ...) et le marketing. Questionné sur les motivations du choix de ce site, il nous confia, " Nous sommes ravis d'avoir finalisé cette acquisition, car Marseille est une ville dynamique et en forte croissance. Valentine Vallée Verte représente une opportunité unique de créer un parc d'affaires international et de grande qualité sur ce marché ". Pour Rob Wilkinson, Euroméditerranée représente non pas un concurrent mais au contraire un aimant susceptible d'attirer les sièges sociaux (étrangers ou autres) souhaitant installer leur bureau au centre de Marseille, mais qui cherchent un emplacement à l'extérieur de la ville sur des sites offrant l'espace et les accès nécessaires au développement de leurs activités. Pour cela, le parc de la Valentine est idéalement situé à environ 11 km à l'est du centre ville, adjacent à l'autoroute A50 qui fait partie du réseau autoroutier reliant Marseille à Aix en Provence, Toulon et Nice.

Deuxième ville de France en nombre d'habitants, Marseille est également le premier port de la Méditerranée et le troisième port européen, et de ce fait représente une zone économique stratégique.

Le futur parc offrira à terme 105 000 m² de bureaux (les 2 tiers) et d'activités " légères " (environ un tiers). Très respectueux de l'environnement, tous les nouveaux bâtiments intègreront les normes HOE, ainsi que des panneaux solaires photovoltaïques autant que possible pour intégrer le développement des nouvelles énergies (dans une démarche d'économie d'énergie). D'autre part, Rob Wilkinson nous explique le concept particulier des parcs d'affaires développés par GEBPF, qui participe efficacement à leurs succès (le parc Val d'Europe à Paris, et Parc Mail à Lyon, ainsi que 3 autres en Espagne et en Allemagne, sans oublier le Royaume Uni, pour ce qui concerne l'implantation européenne). Ils intègrent un véritable centre de vie comprenant un café, des restaurants, une conciergerie avec pressing, cordonnier, fleuriste, salon de coiffure ... un commerce de proximité, un centre de remise en forme, et une crèche, indispensable pour les mères qui travaillent. D'autre part, une priorité est donnée aux espaces verts. L'objectif, comme nous l'explique Rob Wilkinson, est d'assurer le bien-être et le confort des gens travaillant sur le site pour les inciter à y rester et ainsi faire vivre l'ensemble du parc.

C'est un challenge important qui s'ouvre dans la périphérie Est de Marseille qui en a bien besoin. La synergie économique de la Valentine et de Marseille est fortement liée à ce projet qui devrait développer une dynamique et inciter des entrepreneurs à s'y implanter. Cela étant, il est d'importance que le problème lié aux accès soit solutionné au plus vite. Souhaitons qu'à ce sujet les responsables de l'aménagement fassent le maximum pour que cela se réalise sans tarder ; l'activité de toute cette partie de territoire mérite bien l'intérêt que I'on doit lui apporter sur des sujets aussi cruciaux que ceuxlà. Nous suivrons de très près le développement de ce projet " Valentine Vallée Verte ", et nous ne manquerons pas d'en tenir informés nos lecteurs ...



Rob Wilkinson Directeur de GEBPF

Med'Immo - Stand Goodman



A propos du groupe Goodman

Il s'agit d'un groupe immobilier intégré opérant en Australie, Nouvelle Zélande, Asie, Europe et au Royaume Uni. Le groupe, comprenant principalement les entités Goodman International Ltd. et Goodman Industrial Trust, détient une capitalisation boursière d'environ 11,8 milliards de dollars australiens (environ 7,25 milliards d'euros), faisant de lui le plus important groupe immobilier industriel coté sur le marché australien et le second plus grand spécialiste coté en matière de gestion de fonds d'actifs immobiliers industriels et de parcs d'activités. En Europe, Goodman dispose de bureaux au Royaume Uni, en Allemagne, aux Pays Bas, en Belgique, au Luxembourg, en France, Espagne, Italie, Pologne, République Tchèque, Hongrie et Turquie. En tout, le groupe représente plus de 1300 employés et 30 bureaux dans 20 pays.

REAL ESTATE

By Veronica Davies

A new business park in Marseille

On the occasion of the Med'Immo exhibition in Marseille, which grouped together the leaders on the Euro-Mediterranean market of business property on 12th and 13th June, we seized the opportunity to meet the person that presently holds the keys of the future business park in Marseille, "Valentine Vallée Verte" : Mr. Rob Wilkinson, Managing **Director of European Business Parks for the** group Goodman (GEBPF).

Indeed, in February this year, this group acquired the 20 hectare business park site located in the ZAC (zone of commercial activities) at La Valentine on the outskirts of Marseille. The site comprises two parts: the existing buildings (30,000 sq. m) to the south, and the new buildings (60,000 sq. m) to the north. The existing buildings are undergoing substantial reconstruction and refurbishment with almost 17,000 sq. m of the space prelet on leases for a 6-year firm period. Rob Wilkinson confided to us that the future value of the business park once completed will represent about 200 million euros, including the acquisition, the refurbishment and construction, and the marketing.

When we asked him what had motivated the choice of this site, he declared: "We are delighted to have finalised this acquisition because Marseille is a dynamic city that is rapidly expanding. Valentine Vallée Verte represents a unique opportunity to create a top quality international business

park on this market." Rob Wilkinson does not consider Euroméditerranée as a competitor, but rather as a magnet that is liable to attract both French and foreign companies seeking to set up their head office in the centre of Marseille, whilst seeking a site outside the city that offer the necessary space and ways of access to develop their activities. In this respect, the Valentine business park is ideally situated, approximately 11 km to the east of the town centre, adjacent to the A50 motorway which is part of the network linking Marseille with Aix en Provence, Toulon and Nice. Marseille is the second largest city by population in France, the largest port in the Mediterranean and the third European port; consequently, it represents a strategic economic position.

Once it is completed, the future park will offer 105,000 sq. m of offices (2 thirds) and premises for light industrial activities (approx. one third). In total respect of the environment, all the new buildings will integrate HQE standards, and photovoltaic solar panels will be installed wherever possible to contribute to the development of new energies (and energy economy). Furthermore, Rob Wilkinson explained to us the particular concept of the business parks developed by GEBPF, which greatly contributes to their success (Val d'Europe park in Paris, Parc Mail in Lyon, and 3 others in Spain and in Germany without forgetting the UK, concerning their European implantation). They integrate a true "life centre" offering a Café, restaurants, a laundry, shoe repair, a hair shop, a general store, a fitness centre and even a nursery, indispensable for working mothers.



La Valentine - Projet Vallée Verte- Plan de masse

Naturally, a priority is also given to green spaces. The aim, as Rob Wilkinson explained to us, is to assure the comfort and well-being of those working on the site to encourage them to stay on the spot and thereby make the park thrive.

It presents an important challenge for the eastern outskirts of Marseille, which need to be spurred. The economic synergy of the Valentine area and Marseille is strongly linked to this project, which should create dynamics and incite companies to

settle there. Nevertheless, it is most important for the problems of access to be rapidly solved. We sincerely hope that the persons in charge of this sector will do their utmost to ensure the necessary development in the shortest possible lapse of time. The activity of this area deserves particular attention on this crucial matter.

We shall closely follow the development of "Valentine Vallée Verte", and make a point of keeping our readers duly informed.

The Goodman Group

It is an integrated property group with operations throughout Australia, New Zealand, Asia, Europe and the United Kingdom. Goodman Group, comprised of the stapled entities Goodman International Limited and Goodman Industrial Trust, has a market capitalisation of approximately 11.8 billion Australian dollars (approximately 7.4 billion euros), making it the largest industrial property group listed on the Australian Stock Exchange and the second largest listed specialist fund manager of industrial and business park assets globally. In Europe, Goodman has offices in the UK, Germany, the Netherlands, Belgium, Luxembourg, France, Spain, Italy, Poland, Czech Republic, Hungary and Turkey. Globally, the group is composed of over 1300 employees and 30 offices in 20 different countries.

Vue du futur parc d'affaires



Par Julie Verdier L'AIR DU TEMPS

La bataille contre la contrefaçon s'industrialise

Véritable fléau qui s'étend au niveau mondial. la contrefacon touche tous les secteurs économiques. Trop souvent associée aux seuls produits de luxe, cette économie parallèle s'industrialise au point de devenir une véritable usine à gaz, créant ainsi les dérives que l'économie subit aujourd'hui comme le développement des réseaux criminels, le terrorisme et le blanchiment d'argent. La mondialisation des échanges qui favorise les moyens de production et de reproduction sophistiqués, exportés par des modes de transports de plus en plus élaborés ouvre grand la porte à cette malversation qui tisse sa toile d'araignée aux quatre coins du monde.

Subissant des dommages considérables, le commerce, et par extension, l'investissement, doivent faire face à une compétitivité sauvage et mettre en place une lutte active pour ne pas être engloutis par cette mondialisation nocive. Ce fléau s'abat depuis de nombreuses années avec la falsification, au départ, de marques pour tromper le consommateur. L'alimentation, les livres, la monnaie, et les faux en écriture...Tous ses domaines d'activités ont vu les prémisses de la falsification et des faussaires. Depuis l'Antiquité, des documents faux circulaient pour revendiquer à titre abusif la possession de quelque bien ou privilège. Au XIVème siècle, l'empereur, dans le Palatinat, condamne un aubergiste pour avoir vendu une piquette pour un vin renommé. Cette pratique était devenue si courante qu'un siècle plus tard, elle est punissable de mort. Pourtant, les mesures draconiennes qui furent prises ne sont pas arrivées à résoudre ce problème. Chaque époque connaît son lot de fraudeurs. Au Moyen Age, la prolifération des fausses reliques allaient bon train. A la Renaissance, les faux antiques se multipliaient sous l'impulsion d'avides collectionneurs. Le XVIIIème siècle a même connu un faussaire qui créait des objets et des textes qu'il attribuait à Shakespeare. Au XXème siècle, la contrefaçon

débute son âge d'or et prend une ampleur considérable qui s'étend sur un nombre incalculable d'obiets comme bijoux, tableaux, timbres, monnaies...jusqu'aux produits mêmes de la vie quotidienne. Les produits alimentaires, domestiques (copies d'équipements électroménagers) et les médicaments sont aux premiers rangs de cette corruption qui comprend de nombreux risques pour les utilisateurs. Les marchés de masse qui se renouvellent rapidement sont les cibles favorites des contrefacteurs. notamment ceux qui visent une clientèle jeune plus sensible aux prix compétitifs qu'aux garanties d'authenticité.

La mutualisation des acteurs : obstacle à l'expansion de la contrefaçon

Comme toute activité illégale, il reste encore difficile d'évaluer de facon quantitative l'étendue de la contrefaçon et de la piraterie. Seules les Douanes, qui focalisent leurs actions de lutte sur les grandes plaques tournantes du commerce international (ports et aéroports), peuvent apporter des données concrètes sur le trafic selon leurs interventions et les saisies qui en découlent. En 2004, les Douanes européennes comptabilisent 22 000 constatations et 103 millions d'articles contrefaisants saisis. L'action des Douanes s'estimerait à la saisie de 10% à 15% des produits contrefaisants l'échelle mondiale même si leurs actions contrôlent moins de 5% de l'ensemble des marchandises en circulation dans le monde. Pourtant, la technique d'intervention des Douanes, qui s'efforce de privilégier certaines opérations et de renforcer l'exploitation des renseignements, prouve son efficacité, comme en 2002 en France, où 56 constatations dans le domaine du fret ont permis de saisir 70% du nombre des articles concernés. L'Europe se place au premier rang comme obstacle à l'expansion de la contrefaçon : le nombre de saisis entre 1998 et 2004 a augmenté de 1000%. La Belgique qui connaît 60% de prises pour 8% d'interventions grâce à la mise en place d'une grande pratique dans l'analyse des risques, notamment sur le port d'Anvers, l'une des plaques tournantes de la contrefaçon en Europe, mais aussi l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Finlande, le

Royaume Uni et la France permettent d'établir une défense collective et performante en Europe. D'autant que la Communauté Internationale contribue aussi à la lutte contre la contrefaçon, qui perturbe la croissance économique, le développement, l'emploi, l'innovation, la santé et la sécurité. Les pays du G8, soutenus par les organisations internationales, comme l'Organisation Mondiale des Douanes, Interpol, I'OMPI, et l'OMC ont mis en place des mesures cognitives en cohérence avec les accords internationaux existants notamment l'Accord de l'OMC sur les aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui concernent le commerce (ADPIC).

Des armes pour combattre la contrefaçon

Aujourd'hui, les Douanes sont appuyées fortement par les actions des entreprises qui disposent désormais d'armes juridiques et technologiques qui permettent de renforcer les moyens de protection et d'avaliser l'efficacité globale du dispositif. L'entreprise doit protéger son innovation et son capital technologique par des titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI). L'innovation, la marque. l'identité du fabricant. le design... sont protégés par le brevet. Les droits d'auteur, les droits voisins, le logiciel, surveillent la forme originale donnée à une œuvre. A cela s'ajoute le portail " Plutarque " qui permet à I'INPI une identification du produit par l'image dans les bases des marques, dessins et modèles. L'INPI, performant dans le domaine, met en place un nouveau système d'informations qui offrira la possibilité aux autorités de différencier rapidement et visuellement le faux du vrai en cas de doute sur l'origine d'une marchandise. De nombreux biais existent pour authentifier ou encore tracer les produits. Les fabricants disposent désormais de moyens d'identifications infalsifiables. Par exemple, le système Prooftag repose sur la production d'un code à bulle dont la signature est non reproductive. Mais encore, le système Radio Frequency Identification (RFID) qui permet de lire à distance une étiquette d'un produit.

Innover et protéger : les credos de l'INPI

Les nouvelles technologies mises

en place découlent de l'ampleur que prend la contrefaçon. Ce qui explique, aujourd'hui, la nouvelle directive de l'INPI qui évolue pour devenir une procédure de service. A ce titre elle a lancé une nouvelle campagne qui sévira de mai à décembre (le coup d'envoi ayant été donné le 22 mai) où l'innovation et la protection sont les enjeux. Grâce aux thèmes du football, du basketball, de la natation, de la course automobile...I'INPI joue sur l'image sportive, facilement accessible et qui ne manque pas d'actualités actuellement. Il met en parallèle le milieu sportif et l'entreprise pour démontrer que le poumon de l'innovation reste la protection. L'INPI se place comme un des acteurs de la protection de l'innovation pour déclencher un réflexe chez les innovateurs, chercheurs et chefs d'entreprise afin qu'ils protègent leurs créations. Une stratégie qui séduit de nombreuses régions comme Provence Alpes Côte d'Azur qui se classe en 3ème place avec 746 brevets pour 10 personnes. L'institut traite chaque année environ 17 000 demandes de brevets, 74 000 de marques, et près de 70 000 dessins et modèles qui sont publiés dans les Bulletins Officiels de la Propriété Industrielles (BOPI). La sensibilisation contre la contrefaçon et la piraterie numérique passerait par un état des lieux de la propriété industrielle des entreprises qui comptent jusqu'à 1000 salariés et sont peu utilisatrices de brevets. Cela serait possible grâce à un pré-diagnostic, dont l'investissement s'élève à 1500 euros, pris en charge par l'INPI ou cofinancés par le Conseil Régional. Ce pré-diagnostic évalue concrètement le positionnement de l'entreprise face à la concurrence, la valorisation du savoir-faire, les gains de parts de marché, et le potentiel innovation de celle-ci. En clair, un œil de spécialiste pour repérer les compétences internes et insuffler une politique de propriété industrielle afin de lutter contre la contrefaçon et la piraterie.

An industrialised battle against counterfeiting

Counterfeiting is a real plague affecting all branches of industry, which is spreading all over the world. Too often associated only to luxury goods, this parallel economy is becoming so industrialised that it is like a gasworks, creating the drift which unfurls today on the economy, just like the development of criminal networks, terrorism and money laundering. The globalization of commercial trade which enhances sophisticated methods of production and reproduction, exported by increasingly elaborated means of transport, opens wide the door to this embezzlement that is weaving its web all over the world.

Suffering considerable damages, business, and by extension investment, have to face wild competitiveness and fight constantly not to be gobbled up by this dangerous globalization. This plague has been raging for several years, firstly with the imitation of trademarks to hoodwink the consumer. Food products, books, money, and false documents ... all these fields of activity discovered forgery and counterfeiters. Since Antiquity, false documents circulated to abusively claim property or privileges. In the XIVth century, the Palatinate Emperor condemned an innkeeper for having sold plonk for a famous wine. This practice became so commonplace that a century later, it was punished by death sentence. Nevertheless, the drastic measures taken failed to resolve this problem. Each era had its swind-

lers. In the Middle Ages, there was a proliferation of false relics. In the Renaissance, there was an upsurge of false antiques to satisfy the demand of eager collectors. In the XVIIIth century, there was even a counterfeiter who created objects and texts that attributed he Shakespeare. In the XXth century, counterfeiting began its golden age, intensifying and propagating over an incalculable number of objects such as jewellery, paintings, stamps, currencies, and even everyday products. Foodstuffs, domestic electrical equipment and medicines are the first to be hit by this corruption which entails numerous risks for the consumers. The mass markets which are quickly renewed are the favourite targets of the counterfeiters, notably those who aim at a young clientele more sensitive to competitive prices than to the guarantees of authenticity.

Mutualising the actors to curtail the expansion of forgery

As any illegal activity, it still remains difficult to estimate the quantity extent of counterfeiting and forgery. Only the Customs, who focus their actions on the great turntables of international trade (ports and airports), can bring concrete data on the traffic according to their interventions and the ensuing seizures. In 2004, the European Customs registered 22 000 observations and 103 million seizures of counterfeit articles. It is estimated that Customs seize about 10 % to 15 % of counterfeit products throughout the world, even if their actions control less than 5 % of all the goods traffic in the world. Nevertheless, the Customs technique of intervention, which endeavours to privilege certain operations and reinforce information, proves its efficiency, as in 2002 in France where 56 observations concerning freight enabled the seizure of 70 % of the concerned goods. Europe stands first in the race against the expansion of forgery: the number of seizures between 1998 and 2004 has increased by 1000 %. Belgium registers 60% of seizures for 8 % of interventions thanks an efficient system for analysing risks, especially in the port of Antwerp, one

of the major forgery turntables in Europe; Germany, Italy, Spain, Finland, the UK and France also participate in a collective and successful defence in Europe. The International Community also contributes to the fight against counterfeiting, which perturbs the economic growth, development, employment, innovation, health and safety. The G8 countries, supported by international organisations such as the World Organization of Customs, Interpol, the OMPI, and WTO, have set up cognitive measures in coherence with the existing international agreements, notably the WTO Agreement on the rights of Intellectual property concerning business (ADPIC).

Weapons to fight against counterfeiting

Today, Customs are strongly supported by the actions of companies, which have henceforth legal and technological weapons to reinforce their protection and endorse the global efficiency of the system. A company must protect its innovation and technological capital by industrial title deeds issued by the National Institute of Industrial Property (INPI). Innovation, trademarks, the manufacturer's identity and design are protected by a patent. Copyrights, neighbour rights and software control the original form of works. There is also " Plutarque ", a Web portal which enables INPI to identify a product by the image in the data bases of trademarks, drawings and models. INPI has now set up a new system of information which will offer the authorities the possibility to quickly and visually differentiate the imitation from the genuine product, if there is a doubt on the origin of the goods. Numerous methods exist to authenticate or trace products. The manufacturers henceforth have inimitable means of identification. For example, the "Prooftag" system is based on a bubble code with a signature that is impossible to reproduce. Then there is the Radio Frequency Identification (RFID) system, by which the label of a product can be read at distance.

Innovate and protect: INPI's credos

The upsurge of counterfeiting today has motivated the application of new technologies. This



explains the new directive of INPI, which will become a service procedure. As from 22nd May (until December 2008) it has launched a new campaign concerning innovation and protection. It is based on subjects concerning football, basketball, swimming, motor racing ... which are indeed current topics. It conveys a comparison between the sports environment and companies to show that protection is the oxygen of innovation. INPI participates actively in the protection of innovation by endeavouring to incite the reflex of pioneers, researchers and managers to protect their creations. A strategy that seduces numerous regions such as Provence Alps Côte d'Azur which ranks 3rd with 746 patents for 10 persons. Each year the institute handles approximately 17 000 applications for a patent, 74 000 for trade marks, and 70 000 for drawings and models, which are published in the Official Bulletins of Industrial Property (BOPI). To react against counterfeiting and digital forgery, it would be necessary to make an inventory of industrial property with companies of up to 1000 employees, which rarely use patents. This could be possible thanks to a pre-diagnosis, representing an investment of 1500 euros, covered by the INPI or cofinanced by the Regional council. This pre-diagnosis will concretely estimate the position of the company in relation to competition, the valuation of its expertise, the earnings of market shares and its innovation potential. That is to say, a specialist's eye to identify internal competence and encourage a policy of industrial property to fight against counterfeiting and forgery.



Par Dominique Thibault ACTUALITE

L'emploi des séniors : une priorité pour l'Europe

Vieillir aujourd'hui ne constitue plus seulement un problème biologique inhérent à chaque individu mais s'impose comme un défi économique collectif à l'échelle des nations. Alors que l'espérance de vie augmente grâce au progrès technique et médical, la période professionnelle pour l'ensemble des actifs se restreint paradoxalement, sur un marché du travail européen de plus en plus fragile et concurrentiel. Comment dans un tel contexte concilier fin de carrière. retraite sécurisée et équilibre économique ? Peut-on a contrario réinsérer les seniors entre 50 et 65 ans dans la branche des actifs et insuffler au monde industriel une nouvelle dynamique pour préserver l'avenir ? Autant de questions prioritaires auxquelles chaque paysmembre de la Vieille Europe tente de répondre aujourd'hui.

Les effets du Papy Boom sur la politique RH des entreprises de l'UE

Selon les statistiques de l'ONU, on compte aujourd'hui 630 millions de personnes âgées de plus de 60 ans sur la planète. En 2050, on en comptera 2 milliards dont 20 % auront plus de 80 ans. Cela signifie qu'il y aura plus de personnes âgées dans le monde que de jeunes. En France, selon les données de l'Insee, les plus de 50 ans représentent actuellement 33 % de la population totale, soit près de 20 millions de personnes. En 2035, on dénombrera 21 millions d'individus de plus de 60 ans contre 12 millions aujourd'hui, un chiffre en augmentation de 75 %. Cela représentera 35 % de la population française!...Un phénomène sociologique dont l'ampleur bouleverse déjà le paysage économique européen. B. Neugarten constatait dès 1982, " la société s'habitue à l'étudiant de 70 ans, au directeur d'Université de 30 ans, au maire de 25 ans, à la grand-mère de 35 ans, au retraité de 50 ans, au père de 65 ans ayant un enfant à la maternelle, à une mère de 85 ans qui s'occupe de son fils de 65 ans . Les normes atteintes concernant l'âge diminuent d'importance." (The aging society, National Forum). Une mutation des mentalités qui pose comme dans

l'Antiquité le problème du statut social de l'homme âgé au sein de la Cité. Doit-on considérer comme Platon dans " la République " que la maturité et la réflexion confèrent qualité et légitimité pour administrer et gouverner ou au contraire amoindrir le rôle des seniors, considérant que le déclin physique génère automatiquement perte de facultés morales et intellectuelles et donc incapacité à exercer des responsabilités sociales et managériales ? Le XXI ème siècle en pleine transition n'a pas encore tranché! Selon les pays, il aurait tendance à osciller tantôt vers un rejet sans indulgence ni rémission tantôt vers une vision plus optimiste réintégrant activement les seniors dans l'entreprise depuis l'effondrement de la bulle Internet notamment. Cabinets en Ressources Humaines spécialistes en coaching n'hésitent pas non plus, stimulés par des politiques de l'emploi plus indulgentes à leur offrir une deuxième vie en les poussant vers la création d'entreprise. Les formules d'accompagnement se multiplient, sécurisantes comme le portage ou préventives avec une formation sur mesure bientôt continue pour une reconversion professionnelle visant à réactiver leur carrière. Conventionnée, agréée, longue, courte, diplômant, qualifiante, spécialisée, en alternance, par correspondance, la formation dès lors se décline sur tous les

tons pour permettre aux actifs de se maintenir sur le marché du travail au delà de 55 ans.

Les mesures à l'emploi accessibles aux seniors

Des mesures incitatives ont été mises en place afin d'aider les 50 ans et plus à rendre leur candidature plus attractive et ainsi à obtenir un nouvel emploi en renouant avec le monde professionnel. L'existence d'une aide à l'emploi peut être un argument supplémentaire lors d'un entretien d'embauche. On distingue ainsi :

L'Aide différentielle de reclassement :

L'Assurance chômage compense la perte de salaire en cas de reprise d'emploi moins bien rémunéré que celui précédant la période de chômage. La rémunération doit être inférieure d'au moins 15 % à la rémunération de l'emploi précédent, dans la limite de la durée des droits restants.

L'incitation à la reprise d'emploi par le cumul d'une allocation chômage avec une rémunération

Si un demandeur d'emploi de plus de 50 ans retrouve une activité à temps partiel, il est incité à l'accepter car il a la possibilité de cumuler les revenus de cet emploi avec son allocation chômage durant toute la durée de ses droits.

L'Aide dégressive à l'employeur pour les demandeurs d'emploi indemnisés de plus de 50 ans

L'Assedic peut verser à l'employeur une aide égale à un pourcentage du salaire d'embauche. Sous réserve que l'emploi retrouvé ne soit pas repris chez le même employeur, cette aide est versée pendant une période de 1 à 3 ans, dans la limite de la durée des droits. Cette aide peut également être cumulée avec certains dispositifs d'exonération ou d'allègement de cotisations patronales. Le Contrat de professionnalisation adulte peut être intéressant pour les plus de 50 ans, notamment dans une perspective de changement de métier ou de secteur d'activité. C'est un contrat de travail associant à la fois emploi en entreprise, formation pratique et théorique. Il permet de suivre une formation sur mesure ou d'acquérir une qualification reconnue et de bénéficier d'une aide spécifique au retour à l'emploi versée par l'Assedic. L'employeur



CURRENT TOPICS

By Dominique Thibault

Senior employment: a **European priority**

Ageing today is not only a biological issue for each person but also a collective economic challenge for the states. While life expectancy is increasing thanks to the progress made in technology and medicine, the time during which people are professionally active is paradoxically decreasing in a European job market which is more and more fragile and competitive. How, in such a context can one combine the end of a career, a secure retirement and economic balance? Is it possible. on the contrary. to reintegrate seniors between 50 and 65 into the segment of active people and insufflate new dynamics in the industrial world in order to preserve the future? These are top priority questions to which each member state in Europe is trying to find answers.

The effects of the Grandpa Boom on the HR policy +of UE enterprises

According to UN statistics, there are now 630 million people over 60 years of age on the planet. In 2050 there will be 2 billion of whom 20 % will be over 80. This means that there will be more elderly people in the world than young people. In France, based on Insee data, people over 50 currently represent 33% of the total population: some 20 million. In 2035 there will be 21 million people over 60 vs. 12 million today, a figure which is increasing by 75%. They will represent 35% of the French population! This is a society phenomenon whose magnitude is already dramatically changing the European economic landscape.

B. Neugarten reported as soon as 1982 that "Society is getting used to the student aged 70, the University dean of 30, the mayor of 25, the grand-mother of 35, the retired person of 50, the father of 65 with a child in kindergarten, the mother of 85 who takes care of her son aged 65. The importance of the standards related to age is decreasing."

(The aging society, National Forum). This is a change in mentalities which raises, as in the Ancient Times, the issue of the social status of the elderly within society. Must one consider as Plato in "The Republic" that maturity and reflection impart quality and legitimacy to administer and govern, or on the contrary decrease the seniors' role, seeing that physical decline automatically generates loss of mental and intellectual faculties, and therefore the inability to exercise social and managerial responsibilities?

The 21st century which is in full transition has not yet decided! Depending on the countries, the trend is to go from a merciless rejection to a more optimistic vision with the active reintegration of the seniors in business, in particular since the Internet bubble. HR firms specializing in coaching are not hesitating either, stimulated by lenient employment policies, to offer seniors a second life by encouraging them to create a business. Support measures are available, some which are secure such as "portage" (a system whereby an agency bills your clients for you and pays you your fees) or preventive with tailormade continuous training for a



professional change aiming to reactivate a career.

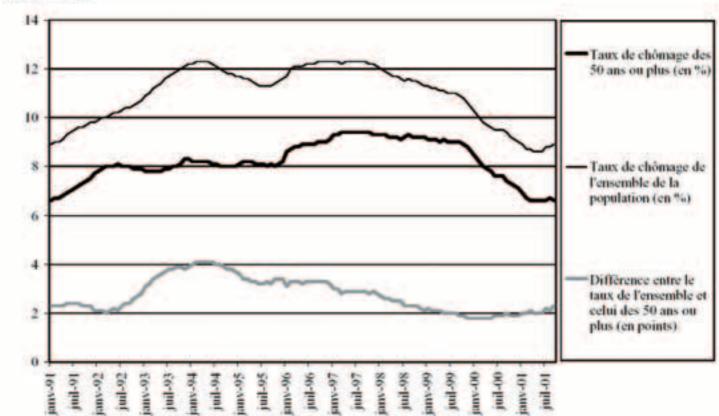
Training, whether subsidized, approved by the State, long, short, aiming at a degree or qualification, specialized, by correspondence, is available to allow the seniors to stay on the job market after 55.

Measures for employment which are available to the seniors

Incentives have been initiated to assist the people in their 50s to make their application more attractive and thus to help them find a new job, and be part of the active world again. The fact that one benefits from measures promoting employment can also be an additional argument during an interview for a job. The following are available:

En pourcentage

Taux de chômage des seniors



L'emploi des séniors : une priorité pour l'Europe

peut également être exonéré de charges sociales...

La Validation des acquis de l'expérience (VAE) permet de valoriser l'expérience professionnelle ou extra professionnelle des demandeurs d'emploi quinquagénaires et de la faire reconnaître par les entreprises en obtenant un diplôme ou un titre à finalité professionnelle. Les formations conventionnées pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, ils peuvent avoir accès à des formations répondant à des besoins en main d'œuvre identifiés dans les bassins d'emploi. Une enquête "Besoins en Main d'œuvre " est réalisée chaque année par l'Assedic auprès de l'ensemble des employeurs du secteur privé afin de connaître les métiers qui recrutent et les tensions sur le marché du travail. Les demandeurs d'emploi peuvent également avoir accès à ce type de formation pour se former ou se perfectionner aux nouvelles technologies.

L'Aide à la Formation Préalable à l'Embauche

Dans le cadre d'une embauche nécessitant une adaptation au poste de travail, l'Assedic peut participer aux frais de formation (mais aussi de transport et d'hébergement). La formation ne coûte rien à l'employeur, c'est l'Assedic qui rémunère le stagiaire. Les Aides à la mobilité: Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans peuvent, s'ils retrouvent une activité éloignée de leur lieu de résidence habituelle, bénéficier d'aides à la mobilité (frais de séjour et de déplacement, les frais de double résidence et/ou de déménagement...).

La création et la reprise d'une entreprise

50 ans est souvent une période propice pour se lancer dans la création d'une entreprise (expérience, réseau, disponibilité ...). L'Assedic peut accompagner financièrement le créateur bénéficiaire des allocations d'Assurance chômage. Celui-ci peut percevoir une aide financière à la reprise ou à la création d'entreprise sous forme d'un capital correspondant à la moitié des allocations restantes ou bénéficier du maintien partiel de ses allocations

Une Formation assurée tout au long de la vie

A l'issue de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 13 octobre 2005, l'Etat et les partenaires sociaux ont abouti à la rédaction du plan national d'action concerté pour l'emploi des seniors adopté le 6 juin 2006 pour une durée de 4 ans, visant au maintien et à la réinsertion professionnelle des seniors, à

l'aménagement des fins de carrière par un suivi tripartite sur la durée et à des mesures favorisant l'évolution des mentalités socioculturelles. Concrètement, a été instauré un CDD spécifique pour certains demandeurs d'emploi de plus de 57 ans .En contrepartie, la contribution Delalande instaurée en 1987, taxe imputée aux entreprises qui licencient des salariés de plus de 50 ans, jugée décourageante par les entreprises, a été supprimée le 1er janvier 2008. Après un début très difficile, les salariés et les entreprises s'approprient aujourd'hui ces différentes mesures. En Avril 2008, le bilan ANI était des plus encourageants avec un taux d'accès à l'emploi en forte hausse : soit + 517 % sur le Droit Individuel à la Formation (DIF), + 64 % sur la période de professionnalisation, + 661 % sur la VAE et + 22 % sur le Congé Individuel de Formation (CIF). En revanche, les seniors restent très peu concernés par le Contrat de Professionnalisation: < 2 %... qui n'est pas suffisamment mobilisé comme un outil de recrutement !!!

Situation du marché du travail en France par rapport aux pays de l'UE

L'INSEE définit quatre types d'activités professionnelles pour les

seniors à partir de 50 ans au sein de l'hexagone : -1) le travail à temps complet (TC) -2) le travail à temps partiel (TP)-3) le Chômage (C) -4) Retraite, préretraite et Inactivité. La confusion dans l'opinion publique entre âge de cessation d'activité et âge de la retraite ne facilite pas le distinguo subtil entre le tandem actifs- préretraités involontaires. victimes d'une politique de l'emploi changeante et retraités enthousiastes, soucieux de profiter pleinement de leur temps libre car dotés de moyens financiers suffisants. La notion d'âge de la retraite qui désigne à la fois, l'âge minimal à partir duquel un salarié peut faire valoir ses droits. l'âge auquel il cesse de travailler (âge de cessation d'activité qui peut ne pas coïncider avec l'âge auquel il peut faire valoir ses droits) ou encore l'âge de liquidation de la pension, varie, en effet, sensiblement d'un régime à l'autre. Il est encore de 65 ans pour les professions libérales mais de 40 ans seulement pour les danseurs de l'Opéra. Depuis 1982, les salariés du secteur privé ont le droit de partir à la retraite dès lors qu'ils ont atteint 60 ans (contre 65 ans auparavant). C'est un droit et non une obligation. Cependant, rares sont ceux à pouvoir partir, à cet âge-là, avec une retraite à taux plein, faute de pouvoir justifier de la durée de cotisation requise (40 ans). On estime à 800 000 le nombre de salariés ayant rem-





Senior employment: a European priority

- Support for placement

The unemployment insurance compensates the loss of salary in the case of a new job which is less paid than the job the person had before the unemployment period. The salary of the new job must be at least 15% less than the previous salary within the limit of the duration of remaining benefits.

Incentive to take a new job by cumulating unemployment benefits with a salary

If a job seeker over 50 finds a part-time activity, he/she is encouraged to accept the job since he/she can cumulate the revenues of this employment with his/her unemployment benefits for the entire duration of the benefits.

- Graded support to the employer

For job seekers over 50 who receive benefits, the Assedic (French unemployment insurance scheme) pays the employer financial support equal to a percentage of the starting salary. Provided the employment is not with the same employer, this financial support is paid for a period from 1 to 3 years, within the limit of the duration of benefits. This support can also be cumulated with several mechanisms for exemption or reduction of employer's contributions.

Professionalization contract for adults

This contract can be of interest for people over 50, in particular if they wish to change trade or business. This employment contract combines both employment in a company with practical and theoretical training. It enables one to follow a personalized training or to acquire recognized training and to benefit from specific support paid by the Assedic. The employer can also be exempted from paying social security contributions.

- Validation of acquired knowledge and experience (VAE)

The Validation values the professional or extra-professional experience of job seekers aged fifty and more and to have this recognized by enterprises with the obtention of a degree or a professional certificate.

- Subsidized training

Job seekers aged 50 or more can have access to specific training meeting identified needs. A survey "Labor Requirements" is conducted every year by the Assedic with all the employers of the private sector in order to



Des seniors à l'internat de Favre

identify the businesses that are recruiting and the tensions on the job market. Job seekers can also have access to this type of training to acquire or improve their knowledge of new technologies.

- Training support prior to hiring

For a recruitment requiring adaptation to the job, the Assedic can participate financially in the training expenses (including transportation and accommodation). The training costs nothing to the employer, since the Assedic pays the trainee.

- Support for mobility

Job seekers over 50 can, if they find a job which is far from their home, benefit from financial support for mobility (stay and travel expenses, expenses for dual residence and/or moving).

Creating or acquiring a business

Fifty is often the good age to create a business (experience, network, availability). The Assedic can financially support the business creator who receives unemployment benefits. He can receive financial support when acquiring or creating the business in the form of a capital corresponding to half the remaining benefits or

continue to receive limited bene-

Training all life long

With the National Interprofessional Agreement dated October 13, 2005, the State and the workers and management organizations drafted the national plan of concerted action for the employment of senior citizens which was adopted on June 6, 2006 for a period of 4 years, with the aim of maintaining and reintegrating seniors in professional life, working out the end of careers with a three-party follow-up on a long term and taking measures to further the evolution of socio-cultural mentalities. Concretely a specific fixed term contract was introduced for some job seekers over 57 years old. On the other hand, the Delalande contribution initiated in 1987, a tax charged to businesses which make redundant employees over 50 years of age, which was deemed discouraging by businesses, was abolished on January 1st, 2008. After a difficult beginning, employees and businesses are now applying these new measures. In April 2008, the ANI result was more than encouraging with a rate of access to employment strongly increasing: + 517 % for the Droit Individuel à la Formation (DIF) (Individual right to training),

+ 64 % for the professionalization period, + 661 % for the VAE and + 22 % for the Congé Individuel de Formation (CIF) (Individual leave of absence for training). However, seniors are not too interested in the Professionalization Contract: < 2 %... which is not used enough as a recruitment too!!!!

Situation of the employment market in France compared to the other EU countries

INSEE defines four types of professional activities for the seniors over 50 in France:

- -1) Full time employment (TC temps complet)
- -2) Part time employment (TP travail partiel)
- -3) Unemployment (C Chômage)
- -4) Retirement, early retirement and Inactivity

Confusion in public opinion between the age at which people actually give up work and the official retirement age does not make it any easier to grasp the subtle distinction between those in the labor force who have to take early retirement, victims of a changeable employment policy, and enthusiastic pensioners, concerned only with making the

L'emploi des séniors : une priorité pour l'Europe

pli les conditions avant d'avoir atteint l'âge de 60 ans et qui eux doivent attendre de l'avoir atteint pour partir, même s'ils ont pratiqué des métiers pénibles.

Selon les rapports de Blanchet & Marioni en 1996, de Burricand & Roth en 2000, il existerait une relation de cause à effet entre les politiques publiques d'emploi et les variations des taux d'activité observées de 1968 à 2000 qui ont été divisés par deux dans la population des travailleurs âgés de plus de 55 ans (soit un taux de 8,6 % aujourd'hui contre 18,7% dans les années 70). Avec une hausse tendancielle de l'activité féminine enregistrée depuis 1984.

Le flux de départs à la retraite anticipée de 1981 à 1999 a généré une augmentation sensible du temps partiel en proportion équivalente chez les hommes et chez les femmes, triplant chez les 55-59 ans entre 1984 et 1997 (s'élevant de 1,9% à 5,5%) et en hausse de 65% chez

les 50-54 ans . Même courbe ascendante pour le chômage renforcé par les dispositifs de cessation d'activité ou dispenses de recherche d'emploi accordées aux chômeurs de plus de 55 ans (DRE et contribution Delalande).

(DRE et contribution Delalande). Alors que la Stratégie de Lisbonne a fixé en 2000, un objectif de taux d'activité de 50% pour les 55-64 ans d'ici 2010 au niveau européen, selon les statistiques d'Eurostat fin 2005. la France, avec un taux de 37,9% en 2005, reste en queue de peloton, devant l'Italie (31,4 %) ou la Belgique (31,8 %), mais loin derrière la Suède (69,4 %). "425.000 chômeurs de plus de 50 ans sont recensés par l'ANPE.Les seniors représentent 20% des demandeurs d'emploi et sont plus gravement soumis au chômage que les autres catégories socioprofessionnelles " avait souligné la Ministre de l'Economie et de l'Emploi, Christine Lagarde lors de sa visite en Haute-Saône en Février 2008. Les partenaires sociaux et les

pouvoirs publics visent ensemble à porter ce taux à 50% d'ici à 2010. Ils se mobilisent aujourd'hui activement pour favoriser le retour à l'emploi grâce à la mise en place de nombreuses mesures incitatives (aides au reclassement, à la mobilité, à la création ou à la reprise d'une entreprise, validation des acquis de l'expérience, formations conventionnées). Cette nouvelle dynamique a permis dès 2007 d'infléchir la courbe du chômage. Selon les sources récentes de l'ANPF. le nombre des demandeurs d'emploi seniors a enregistré fin 2007 une baisse de 11.6 % sur un an.

62% de ces demandeurs d'emploi ont moins de 55 ans, 35% ont entre 55 et 59 ans, 3% ont plus de 60 ans. Répartition : 54% de femmes et 46% d'hommes en moyenne.

Pour conforter ce dispositif, l'Etat mobilise 600 millions d'euros dans le cadre de la loi de financement 2008 de la sécurité sociale.

Les apports de la loi de financement 2008 de la sécurité sociale

La loi taxe davantage les cessations anticipées d'activité afin de renforcer le maintien dans l'emploi des seniors. Elle comprend les principales mesures de nature législative qui contribueront à rendre plus difficiles les cessations anticipées d'activité.

Elle prévoit :

Un renforcement de la contribution sur les préretraites d'entreprise.

La contribution sur les préretraites d'entreprise est portée à 50% (contre 24,15% avant) pour tous les revenus de préretraite qui ont pris effet à compter du 11/10/2007. Cette contribution est versée à la CNAV.

Une contribution sur les indemnités de mise à la retraite à l'ini-

Pays	% de + de 60 ans en 2000	% de + de 60 ans en 2020	% de + de 80 ans en 2000	% de + de 80 ans en 2020	Espérance de vie à la naissance sur la période 2000-2005	% de population active au delà de 60 ans *
Algérie	6	9,1	0,6	0,8	H:68/F:71	H:36/F:2
Allemagne	23,2	29,9	3,6	6,9	H:75/F:81	H:12/F:3
Argentine	13,3	15,8	1,7	2,6	H:70/F:77	H:34/F:5
Australie	16,3	23	2,9	3,9	H:76/F:82	H:21/F:5
Brésil	7,8	11,2	0,7	1,4	H:64/F:72	H:46/F:11
Canada	16,7	25,3	3	4,2	H:76/F:81	H: 23/F: 9
Chine (Rep. pop.)	10,1	16,7	0,9	1,8	H:69/F:73	H: 45/F: 15
Côte d'Ivoire	5	6,2	0,3	0,6	H: 47/F: 48	H:80/F:30
Danemark	20	27,6	4	4,8	H:74/F:79	H: 22/F:8
Espagne	21,8	28,9	3,8	6,2	H:75/F:82	H:16/F:5
Etats-Unis	16	22,8	3,2	3,7	H:74/F:80	H: 27/F: 14
France	20,5	26,8	3,7	5,7	H:75/F:82	H:7/F:4
Royaume-Uni	20,6	26,7	4,1	5,3	H:75/F:80	H: 21/F:8
Inde	7,6	11	0,6	1,1	H:63/F:64	H:65/F:14
Italie	22,3	33	6,7	12,9	H:75/F:81	H: 17/F: 4
Japon	23,2	33,7	3,8	8,9	H:77/F:85	H:51/F:23
Madagascar	4,7	5,3	0,3	0,4	H:52/F:54	63
Mexique	6,9	11,6	0,8	1,5	H:70/F:76	H:67/F:17
Maroc	6,4	9,6	0,5	0,8	H:66/F:70	H:38/F:9
Norvège	19,6	26,5	4,5	4,8	H:76/F:81	H:34/F:21
Pays-Bas	18,3	26,7	3,2	4,5	H:75/F:81	H:22/F:8
Pologne	16,6	24,8	2	3,8	H:69/F:78	H: 26/F: 14
Portugal	20,8	25,7	3	4,9	H:72/F:79	H:30/F:13
Russie	18,5	23,6	2	3,7	H:60/F:72	H: 24/F: 11
Suède	22,4	30,5	5,1	6,2	H:77/F:82	H:23/F:14
Suisse	21,3	32,2	4	6,4	H:75/F:82	H:29/F:8
Tunisie	8,4	11,4	0,8	1,2	H:69/F:72	H:40/F:5
Venezuela	6,6	11,4	0,6	1,2	H:70/F:76	H: 59 /F: 11 (+55ans)

Senior employment: a European priority

most of their free time because they have sufficient financial resources.

The concept of retirement age, which designates at the same time the minimum age from which workers are eligible for retirement, the age at which they cease work (which may be different from the age at which they are eligible for retirement) and the age of pension settlement, varies slightly from one occupational scheme to another. It stands at 65 for liberal professions but at 40 for dancers of the Opera. Since 1982, privatesector employees have had the right to retire from the age of 60 onwards (it used to be 65). This is a right, not an obligation. However, few are able to do so at this age with a full-rate pension, because they have not been paying their pension contributions for a sufficient length of time (40 years). 800,000 workers are estimated to meet the requirements before reaching the age of 60, yet have to wait until that age in order to leave, even if they have had hard occupations.

According to the 1996 Blanchet & Marioni report and the 2000 Burricand & Roth report, there is a cause and effect relationship between public employment policies and variations in participation rates as monitored from 1968 to 2000, which have been divided by half for the working population over 55 years of age (now at 8.6 %, as against 18.7% in the 1970s). The upward trend in female participation since 1984 also has to be taken into account.

The number of people taking early retirement from 1981 to 1999 has generated a noticeable increase in part-time jobs, in equivalent proportions for men and women, trebling in the 55 - 59 age group between 1984 and 1997 (from 1.9% to 5.5 %) and increasing by 65% in the 50 - 54 age group. A similar upward trend is to be noted for unemployment reinforced with retirement incentive schemes or exemption from the actively-seeking-work rule for over-55 job seekers (DRE and Delalande contribution).

While in 2000 the Lisbon Strategy set a participation-rate target for 2010 of 50% for the 55 - 64 age group in Europe, according to Eurostat statistics at the end of 2005, France ranked low at 37.9% in 2005, above Italy (31.4 %) and Belgium (31.8%), but lagging far behind Sweden (69.4 %). "The ANPE has indicated that there are 425,000 over-50 job seekers. Seniors account for 20% of all job-seekers and are hit harder by unemployment than any other socioprofessional category" said the Minister for Economy and Employment, Christine Lagarde, on her visit to Haute-Saône in February 2008.

Social partners and public authorities are working together to increase the participation rate to 50% by 2010. As of today, they are taking active steps to facilitate the return to work by introducing numerous incentives (reclassification and mobility support, incentives to set up or acquire businesses, the validation of acquired knowledge and experience, subsidized training).

These new dynamics began pushing down the unemployment rate from as early as 2007. According to recent information from the ANPE, by the end of 2007 the number of over-50 job seekers had fallen by 11.6% in a year.

62% of these job seekers are under 55,

35% are between 55 and 59 years old

3% are over 60.

Breakdown: on average, 54% are women and 46% are men.

To back up these arrangements, the State is to provide 600 million Euros in order to meet the requirements of the 2008 Social Security Finance Act.

Advantages of the 2008 Social Security Finance Act

The Act will increase the tax on early discontinuation of activity in order to maintain older people in employment. It contains the main legal measures that will



Paca Informations Économiques

Le 1er quotidien web de l'économie régionale depuis 2002

www.pacainfoeco.com



Chaque jour, réactualisés en temps réel :

Des articles, des analyses, un regard en recul Les analyses d'économistes nationaux

pour nos abonnés web :

- Une lettre d'information hébdomadaire (la plus ancienne lettre éco online de la région paca)
- La lettre quotidienne des décideurs





Paca Informations Economiques +33/ (0)9 53 67 28 28 redaction@pacainfoeco.com - www.pacainfoeco.com

L'emploi des séniors : une priorité pour l'Europe

tiative de l'employeur est créée. Cette contribution est de 25% pour les indemnités versées du 11/10/2007 au 31/12/2008. Elle sera de 50% pour les indemnités versées à compter du 01/01/2009. Cette contribution est versée à la CNAV. En paralèle de cette politique visant à éviter la mise à l'écart des seniors du marché du travail, l'Etat mobilise des moyens nouveaux pour encourager les entreprises à conserver leurs salariés expérimentés ou à en recruter.

Les actions de communication reprennent

Au cours du premier trimestre 2008, la communication gouvernementale reprendra sur l'emploi des seniors, essentiellement à destination des entreprises : chroniques radio, insertion dans la presse professionnelle. Cette campagne cherche à établir le lien entre l'intérêt économique des entreprises et le développement de l'emploi des seniors. Parallèlement, les assises régionales pour l'emploi des seniors

continuent à être organisées. L'ANPE de son côté prépare une brochure présentant aux demandeurs d'emploi de plus de 50 ans son offre de service renforcée, ainsi qu'une affiche à destination des entreprises.

L'offre de service du service public de l'emploi à destination des seniors est nettement renforcée. Triplement du nombre de seniors bénéficiaires du contrat initiative emploi (CIE).

Le CIE permet de diminuer le coût du recrutement par un employeur privé. En 2007, 12 400 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ont bénéficié du CIE. Ce contrat aidé, particulièrement adapté à des demandeurs d'emploi ayant déjà connu une activité professionnelle de longue durée, sera très nettement renforcé en direction du public des plus de 50 ans. En effet, le ministère de l'économie, des finances et de l'emploi fixe l'objectif d'atteindre le volume de 35 000 CIE pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en 2008.

Elargissement à certains seniors de l'accompagnement mis en

œuvre par TransitioCTP sur les 7 bassins d'emploi où est menée cette expérimentation. Par ailleurs, à titre expérimental et compte tenu des résultats prometteurs en termes de reclassement obtenus par les équipes de TransitioCTP chargées de la mise en œuvre du contrat de transition professionnelle et composées d'agents de l'ANPE et de l'AFPA, l'Etat a décidé de faire bénéficier les seniors pouvant bénéficier de la dispense de recherche d'emploi mais souhaitant rester sur le marché du travail de l'accompagnement de ces équipes. Ainsi, sur les 7 bassins d'emploi, entre 400 à 600 demandeurs d'emploi seniors seront accompagnés en 2008 en permanence de manière très intensive, afin de faire la preuve que l'exclusion du marché du travail après 57 ans n'est pas une fatalité et qu'il est possible en investissant en matière d'accompagnement de retrouver un emploi à tout âge.

La révolte des " quinquas "

S'estimant "laissés pour compte" et soucieux de reprendre leur destin en main pour mieux retrouver leur place au sein de la société, les quinquas s 'organisent en cohortes intérimaires et sous la bannière d'associations " porte-parole ". En 2002, ils étaient déjà 33 242 soit deux fois plus qu'en 1997 à opter pour l'Intérim, seule solution leur permettant de renouer avec l'emploi et de réintégrer le monde de l'entreprise. La part du travail temporaire dans les contrats à durée déterminée a ainsi augmenté sensiblement de 25,7 % en 1996 à 36,4 % en 2002 et concerne aujourd'hui 2 millions de personnes, sur les 26 millions d'actifs que compte la France. Les quinquas initialement muets, écrasés par le tourbillon des réformes ont également décidé de faire entendre leur voix pour défendre leurs intérêts au plan national et européen. Ils expriment désormais leurs revendications au travers de la Fédération Interrégionale pour le Développement de l'Emploi des Seniors, La "FIDES ", à l'initiative de Jacques Gosselin et de Cadraxion, garante en grec de sagesse et de fidélité. Cette structure, qui regroupe déjà neuf associations transfrontalières (Belges et Italiennes notamment), résolument apolitique et ouverte à tous, a pour ambition d'être le portefaix de la renaissance des quinquas. C'est donc avec une détermination sans faille : "Il s'agit de réagir maintenant et de ne pas s'endormir!" que Jacques Gosselin, Président de la Fides entend mener le train des mesures à prendre pour enrayer le processus de " désemploi, de précarité et d'exclusion." Au programme, outre une présence à tous les forums sur l'emploi, la sensibilisation des générations trente-quarante ans. mise en place Observatoire national de l'emploi des seniors visant à contrôler les chiffres communiqués par l'Etat et un lobbying actif tous azimuts en France et en Europe.

Les enjeux de la gestion des âges en Europe

Les perspectives démographiques fournissent des données irréfutables sur le vieillissement de la population et les effets dévastateurs qu'il pourrait entraîner si de profondes adaptations dans le fonctionnement du marché du travail et notamment dans les modes de gestion des ressources humaines n'étaient pas réalisées au sein de l'Europe. En France, selon les projections de l'INSEE, la diminution de la population active effective depuis 2006 devrait s'accélérer pour atteindre 80 000 personnes par an dès 2025, alors que les besoins de création d'emplois liés à la croissance sont estimées entre 1,2 et 2,8 millions pour les dix ans à venir.

Pendant cette période, la population totale continuera à augmenter. Le rapport déséquilibré entre actifs et retraités posera la question du financement des retraites déjà à l'ordre du jour. Depuis 2005, le flux des personnes atteignant 60 ans s'accroît de 300 000 personnes, passant actuellement à plus de 800 000 par an. Le vieillissement de la population se manifeste au sein des entreprises par un accroissement de la part des 50-59 ans. D'ici quelques années, les entreprises auront à gérer les départs massifs des salariés atteignant l'âge de la retraite. Il leur faudra alors transmettre les connaissances et renouveler les effectifs sur un marché du travail resserré. Des bouleversements importants en perspective qui impliquent des mesures prioritaires dans la politique de l'emploi en France indexée sur celle de l'Europe.



Senior employment: a European priority

contribute to making early discontinuation of activity more difficult

What it provides for:

- A higher tax on early corporate retirement

This will be increased to 50% (from 24.15% previously) for all early retirement income, as from 11 October 2007. This tax will be paid into the CNAV (National Old-Age Insurance Fund).

- Creation of a tax on retirement benefits

This is a new tax on benefits for retirement at the employer's initiative. The tax rate is 25% for benefits paid from 11 October 2007 to 31 December 2008. It will be 50% for benefits paid from 1 January 2009 onwards. This tax will be paid into the CNAV.

To supplement this policy aiming at reducing unemployment in the older age-groups, the State is introducing new incentives that should encourage companies to retain their experienced employees and recruit new ones.

Re-launch of the communication campaign

In the first quarter of 2008, the government will re-launch its communication campaign on the employment of older workers, mainly directed at companies: radio features, professional press. This campaign will attempt to establish a link between the economic interests of companies and jobs for the over-50s. At the same time, regional conferences on senior employment will be organized.

The ANPE is also preparing a brochure to inform senior job seekers about its enhanced service provision, as well as a poster for companies.

Markedly better service provision by the public employment service for older workers

- Trebling of the number of people aged 50 and over benefiting from a "contrat initiative emploi" (Employment Initiative Contract)

The CIE reduces recruitment costs for private companies. In 2007, 12,400 job seekers aged 50 or over signed a CIE. This subsidized contract, particularly suited to job seekers with many years' experience, will be markedly enhanced for those aged 50 and over. The Ministry for the Economy, Finance and Employment has set a target for

2008 of 35,000 CIE for job seekers aged 50 and over.

- Extension of the support provided by TransitioCTP to some older job seekers in the 7 labor market areas where this experiment is taking place.

Moreover, as an experiment and thanks to the promising placement results obtained by the TransitioCTP teams in charge of implementing progression-to-work contracts, which comprise ANPE and AFPA officials, the State has decided to include iob-seekers aged 50 and over - who may be exempt from the actively-seekingwork rule - in this team's program. For instance, in the 7 labor market areas, between 400 and 600 older job seekers will receive regular and very intensive support in 2008, to prove that exclusion from the job market for people aged 57 and over is not automatic and that it is possible to find work at any age if efforts are made to provide support.

The "fifty-agers" are rebelling

Feeling "neglected" and anxious to take their destiny into their own hands in order to regain the social status they deserve, the "fifty-agers" are organizing themselves into temping groups under the banner of "mouthpiece" associations.

In 2002, they numbered 33,242, that is to say twice as many people choosing temporary work as in 1997, this being the only way for them to take up work again and to return to the world of work.

Temporary work as a share of fixed term contracts has increased slightly from 25.7 % in 1996 to 36.4 % in 2002 and now concerns 2 million individuals, out of France's 26 million strong workforce.

The initially silent fifty-agers, feeling crushed by a host of reforms, have also decided to make their voices heard, in order to protect their interests at the national and European level. They are now able to express their claims through the Trans-regional federation for senior employment, or "FIDES", an initiative by Jacques Gosselin and Cadraxion based on the ancient Greek term that vouches for wisdom and lovalty.

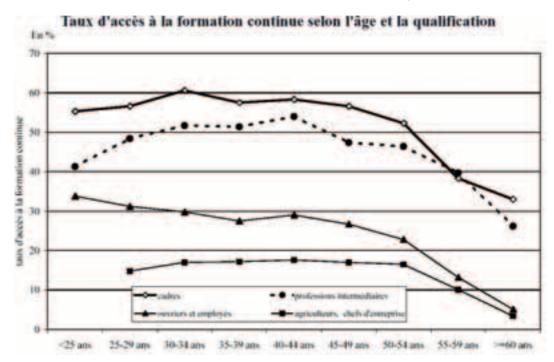
This organization, definitely apolitical and open to all, bringing together nine cross-border associations (Belgian and Italian among others), is carrying the flag for the "fifty-agers revival". Jacques Gosselin, with unwavering determination - "now is the time to react, not fall asleep" as chairman of FIDES, wants to accelerate the pace of measuretaking to curb the process of "unemployment, precariousness and exclusion". The program of action: taking part in all employment-related forums, organizing awareness campaigns for the thirty-to-forty year-old generation, setting up a national research institute on the employment of the over-50s that will be in charge of verifying government reports, and all-out active lobbying in France and Europe.

The challenges of age management in Europe

Demographic projections provide irrefutable data on population ageing and its devastating effects, in the absence of European-wide, in-depth adaptation by the job market, especially in terms of human resource management. In France, according to projections by INSEE, the decrease in the labor force since 2006 is expected to accelerate and reach the number of 80,000 individuals per year by 2025, while the job-creation requirements stemming from growth are estimated to range from 1.2 to 2.8 million new jobs over the next ten years.

Meanwhile, the total population will continue to increase. The imbalance between the labor force and the retired population will underline the already topical issue of pension funding. Since 2005, the number of people reaching the age of 60 has increased by 300,000, and now stands at a minimum of 800,000 per year.

In companies, the ageing of the population can be seen from the increase in the share of the 50-59 age group. In a few years' time, companies will have to deal with massive departures by workers reaching retirement age. They will have to pass on knowledge and renew their workforce in the context of a narrowed-down job market. These foreseeable and significant disruptions call for priority measures in the context of France's employment policy, based on that of Europe.



L'emploi des séniors : une priorité pour l'Europe



Seniors - Les séniors actifs sont incorporables

L'Union Européenne (Source : Francoscopie 2001) est la région du monde qui compte la plus forte proportion de personnes âgées. 15% de ses habitants ont au moins 65 ans, contre 14% au Japon, 13% aux Etats-Unis, 12% en Australie. Leur part n'est que de 6% en Chine, 5% en Amérique Latine, 4% en Amérique centrale et en Inde, 3% en Afrique. L'âge moyen de la population européenne augmente de 2,5 mois chaque année ; il a atteint 39,3 ans. Ce vieillissement devrait se poursuivre dans les vingt années à venir, de sorte que l'âge moyen atteindrait environ 46 ans en 2030. La proportion des moins de 20 ans diminuerait, passant de 23% à 19%, tandis que celle des plus de 60 ans augmenterait, passant de 21% à 34%.

Quelles alternatives contre ce phénomène ?

Dans le monde entier les gouvernements s'interrogent sur la future productivité de leur population vieillissante et s'inquiètent du budget de plus en plus lourd qu'ils vont devoir consacrer aux pensions et aux dépenses de santé des seniors. Chaque paysmembre de l'Union Européenne, conscient de l'ampleur de ces enjeux économiques, tente de remédier au papy-boom galopant

par la mise en œuvre du Nord au Sud de dispositifs aussi diversifiés qu'innovants. Champions de l'anticipation, les Suédois pourtant parmi les derniers à être touchés par le papy boom, ont commencé leur processus de réforme en créant une commission parlementaire ad hoc dès 1984. Initialement, le régime des retraites, de base universel forfaitaire. favorisait les "cols blancs" et les cadres au détriment des ouvriers. Un système plus équitable lui a donc été substitué, fondé sur la répartition et un complément de capitalisation-épargne retraite, à caractère obligatoire. La grande innovation réside dans l'individualisation des parcours professionnels. Une agence publique gère les comptes de chaque salarié. Elle a, entre autres, pour rôle d'assurer les personnes en transformant le capital accumulé en rente. Le capital transférable d'une entreprise à une autre, ne dépend pas de la branche professionnelle où le salarié travaille. Par ailleurs, la réforme a instauré un système de bonus progressif, supprimant l'âge obligatoire de départ à la retraite qui s'échelonne entre 61 et 67 ans. Et contrairement à la France, chacune des années travaillées au delà de l'âge minimal prévu pour le départ à la retraite sont comptabilisées. Résultat, un taux d'emploi des seniors exceptionnel avec 68%. Côté social, la

Suède en synergie avec ses voisins scandinaves montre l'exemple en multipliant les expériences originales pour maintenir les liens intergénérations. Sept écoles suédophones d'Helsinki invitent ainsi régulièrement les grands-parents à suivre l'enseignement dispensé et à transmettre leurs propres connaissances.

tre leurs propres connaissances. La Grande-Bretagne affiche un taux d'emploi des seniors parmi les plus élevés (53,9%) avec le Portugal et le Danemark (57,9%). La tranche des seniors représentera le cinquième de sa population dans les vingt prochaines années. Elle envisage d'ores et déjà un large éventail de dispositifs pour faire face à ce déséquilibre. L'Allemagne, dont les retraites représentaient en 2000, 10,8% du PIB a décidé, de son côté d'accroître son taux d'activité et son taux d'emploi par une augmentation de 3% de la contribution des Pouvoirs Publics pour financer les retraites dans 50 ans. Une politique sociale facilitée par un régime unique de retraite qui incite fiscalement les salariés à épargner. Cette capitalisation progressive favorisera à long terme "un régime sur-complémentaire obligatoire" qui aboutit en 2008 à un prélèvement jusqu'à 4% du salaire. La durée de la carrière (45 ans actuellement) serait prolongée, stimulée par des périodes de formation

en école, financées par les cotisations salariales. Sur l'arc méditerranéen, l'Espagne, de son côté, estime que ses dépenses publiques pour les retraites passeront de 9,4% du PIB en 2000 à 17,3% en 2050. Optimiste, elle pense maintenir son taux de croissance de 3.6% en combinant politique d'immigration et politique familiale pour compenser sa forte dénatalité actuelle. Elle entend préserver et renforcer son système public de répartition par une capitalisation collective et volontaire. Le pacte de Tolède en 1995, soit quatre ans avant la France a entériné le versement de 1% du PIB chaque année pour constituer un fonds de réserve qui exerce, à l'instar de la France, un rôle de régulateur et non d'amortisseur unique. Sur le même principe, a été créé en 1999, un Fonds de Réserve spécial Retraites (FRR). Ce qui ne l'empêchera pas de subir la croissance du coût des retraites, les seniors cessant toute activité en moyenne à 61 ans alors que l'âge légal est de 65 ans. La faible durée de cotisations en Espagne (35 ans) et la rareté des départs à taux plein renforcent l'acuité du problème. De son côté l'Italie se montre plus inquiète: 3% supplémentaires du PIB italien iront progressivement au financement des retraites d'ici à 2050. La part du PIB qui y est affectée passera

Senior employment: a European priority

The European Union (Source: Francoscopie 2001) is the region with the greatest proportion of elderly people in the world. 15% of its inhabitants are over 65, compared with 14% in Japan, 13% in the United States, 12% in Australia. They represent only 6% in China, 5% in Latin America. 4% in Central America and India, and 3% in Africa.

The average age of the European population increases by 2.5 months every year and is now at 39.3. This ageing should continue over the next 20 years, so that the average age should be around 46 by 2030. The proportion of people under 20 should decrease, from 23% down to 19%, while that of people aged 60 and over should increase from 21% to 34%.

What are the alternatives?

Governments across the world are examining the issue of their ageing population's future productivity and have concerns regarding the ever increasing budget they will have to allow for pensions and health costs for the elderly.

Each European Member State, conscious of the scale of these economic challenges, is trying to curb the galloping "grandpa

boom" by implementing from North to South some diverse and innovative action plans.

The leader in terms of forward planning, Sweden - despite being the last in line to face the grandpa boom -launched its reform process by creating an ad hoc parliamentary committee as early as 1984. Initially, the pension system, based on a universal lump-sum, tended to favor white-collar workers and executives, not blue-collar workers. A more balanced system has therefore been put into place, based on a pay-as-you-go system and a compulsory supplementary funded retirement account. The greatest innovation lies in the individualization of professional careers. A public agency manages each individual worker's account. One aspect of its role is to provide people with insurance by transforming the accumulated funds into annuities. This fund, transferable from one company to another, does not depend on the worker's occupational field. Moreover, the reform has implemented a gradual bonus system, abolishing the age of compulsory retirement, which is spread between the age of 61 and 67. And contrary to France, each year worked beyond the minimum age for retirement is taken into account. As a result,

the rate of employment among the older population, 68 %, is exceptional. As far as social issues are concerned, Sweden, along with its Scandinavian neighbors, is an example in terms of the large number of new experiments seeking to maintain intergenerational bonds. Seven Swedish-speaking schools in Helsinki regularly ask grandparents to attend classes and to hand down their own knowledge.

Great Britain has one of the highest employment rates among the over 50s (53.9%) along with Portugal and Denmark (57.9%). That age-group will come to constitute a fifth of its population over the next twenty years. It is already looking into a wide range of solutions to deal with this imbalance.

In Germany, pensions were equivalent to 10.8% of GDP in 2000. It has decided to increase its participation and employment rates thanks to a 3% increase in the government contribution to pension funding 50 years from now. This social policy has been made easier thanks to a single pension system which provides tax incentives for workers to save money. This gradual shift towards a funding system will lead, in the long term, to a "compulsory additional top-up scheme" which in 2008 has resulted in a 4 % tax on salary. Career length (45 years at present) will be extended, stimulated by periods of training in schools, funded by salary contributions.

A part of the Mediterranean arc, Spain estimates that its public expenditure towards pensions will go from 9.4% of GDP in 2000 to 17.3% in 2050. Optimistically, Spain plans to maintain a growth rate of 3.6% by combining immigration and family policies to offset its sharply falling birth rate. Spain intends to retain its public pay-as-you-go scheme and reinforce it with a collective and voluntary funded scheme. The Toledo Pact in 1995 - four years before France - ratified 1% of GDP yearly installments in order to constitute a reserve fund which, as in France, plays a regulating role rather than acting as a single shock-absorber. Along the same lines, a "Fonds de Réserve spécial Retraites" (reserve fund for pensions), or FRR was created in 1999. This will not prevent Spain from being subject to the increase in pension costs, with an average retirement age of 61 when the legal age is 65. The rather short contribution period in Spain (35 years) and the rarity of full-rate pensions make this problem even more acute.

Italy is displaying greater concern: a further 3% of GDP will go towards pension funding by 2050. The portion of GDP allocated to it will go from 13% (2000) to 16% (2050).

"For the last ten years, trade unions have tried to work with the government with a view to managing the concerns generated by pensions", says Mr. Maurizio Benetti from the CISL, the Italian trade unions' confederation. In the past, pensions were based on the cost of living and on salary growth. Since 1995, the only index is the cost of living, which will make a substantial saving of 55 million Euros possible by 2015. Once again, the concept of "intergenerational solidarity", based on a payas-you-go system, prevents the gap between old and young from widening. While public sector pensioners retain a high pension, a pension scheme with tailor-made retirement schemes for people aged 57 to 65 should make harmonization easier and also contribute to lowering the average retirement age. The novelty lies in taking account of life expectancy when calculating pensions, which are now proportional to the contributions paid in.





L'emploi des séniors : une priorité pour l'Europe

de 13% (2000) à 16% (2050). "Depuis dix ans, les syndicats de salariés tentent de collaborer avec le gouvernement afin de gérer l'inquiétude face aux retraites", souligne M. Maurizio Benetti, de la CISL, la confédération italienne des syndicats de salariés. Avant, les retraites étaient basées sur le coût de la vie et sur la croissance des salaires. Depuis 1995, l'indexation ne porte désormais plus que sur le coût de la vie, réforme qui permettra d'ici 2015 une économie substantielle de 55 millions d'euros. Là encore, le principe de "solidarité intergénérationnelle" fondé sur la répartition évite de creuser l'écart entre cadets et personnes âgées. Si les retraités du secteur public gardent un niveau de retraite élevé, le système de retraite avec départ à la carte pour les 57-65 ans devrait faciliter I'harmonisation et contribuer aussi à retarder l'âge de départ à la retraite. La nouveauté consiste à prendre en compte en Italie l'espérance de vie comme l'un des éléments de calcul des pensions, dont le montant est désormais proportionnel aux contributions versées. Face à cette inéluctable pyramide des âges inversée. l'Europe n'a plus qu'une seule alternative : iouer la carte de l'Union, de la flexibilité du marché du travail et

de l'harmonisation salariale par l'instauration d'une politique modérée, soucieuse d'une compétitivité sans dumping social, fiscal ou environnemental parmi les entreprises de l'UE.

Etat des lieux en PACA: montée en puissance des seniors actifs

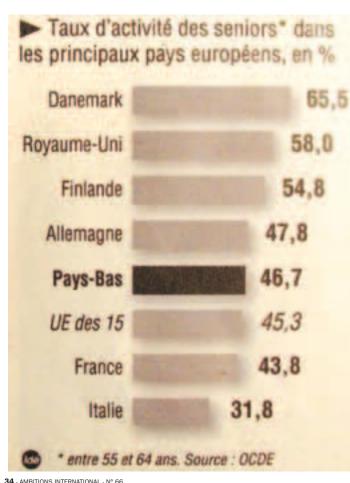
Bonne nouvelle, la région PACA n'est plus exclusivement synonyme de retraite dorée! Elle canalise de plus en plus de seniors actifs! De 50 à 59 ans les habitants de la région bénéficient d'un taux d'activité important d'environ 70%. Pour les 60/64 ans ce taux baisse à 16% mais reste dans la moyenne nationale. Comme l'ensemble de la France, la région Paca souffre cependant d'un déficit d'emploi. Son taux de chômage de presque 12% pèse lourd sur les travailleurs seniors avec 45% de seniors de plus de 54 ans inscrits au chômage depuis plus d'un an. Les Bouches du Rhône concentrent l'essentiel de l'offre et de la demande des plus de 50 ans en matière d'emploi. Les femmes de plus en plus actives en Paca, sont aussi de plus en plus vulnérables face au chômage après 50 ans. Elles représentent 40% des demandeurs d'emploi seniors de la région. Cette population féminine se concentre sur le secteur des services alors que les hommes se tournent vers le BTP commerce ou la vente.

A noter aussi que de nombreux actifs de plus de 55 ans font le choix d'une carrière politique en guise de reconversion. La création d'entreprise offre une autre bonne solution à la baisse d'activité des quinquas. Très dynamique en Paca (+ de 30 000 créations par an), elle répond aussi à des besoins personnels des plus de 50 ans qui avec la maturité cherchent souvent indépendance et autonomie...

Une réinsertion professionnelle exemplaire dans les Alpes-Maritimes

L'Union Patronale des Entreprises azuréenne (UPE 06), la Confédération Générale des Petites et Movennes Entreprises (CGPME) et l'organisme national interprofessionnel, l'AGEFOS PME se sont mobilisés pour développer l'accès à l'emploi des seniors sous contrat de professionnalisation " AGES Compétences ". Jusqu'à présent, 15% des actifs jusqu'à 45 ans en bénéficiaient au plan national contre 1,5 % à peine de la population des seniors. Grâce à ce partenariat efficace en réseaux, plus d'une centaine d'offres d'emploi ont ainsi été " ouvertes " aux seniors en février 2008, lesquels bénéficient d'un suivi mensuel dès le premier mois. "Les conseillers les incitent désormais à rester sur le marché du travail, et à ne pas demander la dispense de recherche d'emploi explique Luigi Poma, Responsable de la Commission Emploi et Formation de l'Union Patronale des Alpes-Maritimes (UPE06). Ils les prennent de façon prioritaire en accompagnement interne. Des ateliers et informations collectives spécifiques leur sont proposés. Toutes les agences locales mènent des plans d'actions ciblées envers les seniors adaptées à leurs secteurs d'activité. Des actions de sensibilisation et d'accompagnement des seniors sont mises en place au sein des entreprises qui vont désormais devoir prendre en compte de la part de l'Etat une politique bonus-malus favorisant embauches massives et pénalisant licenciements et mises en préretraites abusives (à partir de 45

ans aujourd'hui) alors que les pénuries de main d'œuvre liées à la pyramide des âges créent de plus en plus de tensions sur le marché du travail. ". Autre obstacle de poids : les représentations collectives qui ont tendance à freiner l'accès à l'emploi de ces personnes motivées et expérimentées dans différentes filières. Le gouvernement compte bien là encore agir par l'instauration de mesures pédagogiques et la multiplicité d'actions incitatives pour changer les schémas comportementaux depuis notamment, l'échec du Plan Seniors en 2005 mis en place par Renaud Dutreil, alors Ministre de la Fonction Publique (source: DNA). Ce Pacte ouvrait l'accès aux Carrières de la Territoriale, de l'Hospitalière et de l'Etat) la limite d'âge aux concours administratifs étant alors de 45 ans. Il ciblait les cinquantenaires au chômage depuis plus d'un an qui souhaitaient être employés dans la fonction publique et leur permettait de franchir ces 3 portes sans devoir passer de concours et sans brandir de diplômes. Ils accédaient au statut de fonctionnaire de catégorie C avec des postes de gardien de square, de parc automobile dans une mairie, de magasinier dans un hôpital.... Des emplois de niveau CAP-BEP qui jusqu'ici étaient à 60% détenus par des titulaires d'un bac et plus. Face au tollé des fonctionnaires dont la pérennité de l'emploi est aujourd'hui remise en question et de certaines associations de cadres supérieurs quinquagénaires, craignant une dévalorisation de leur statut et de leur salaire, le Pacte annoncé en fanfare en octobre 2004, dont la mise en place était prévue pour 2006, fut abandonné courant 2005. Un échec que l'Etat n'entend pas renouveler au regard de l'urgence de la situation. Quel que soit le secteur, la réinsertion et l'emploi des seniors est devenue une priorité. A l'heure où la pénurie de cadres s'amorce à grands pas, recruter un senior, pourrait bien être paradoxalement LA solution du monde économique de demain. C'est à ce prix seulement que la croissance stimulée pourra se développer et entrer dans l'ère de la mondialisation! Oui l'eût cru ?...



Senior employment: a European priority

Faced with this unavoidable inverted age pyramid, Europe is left with a single alternative: turn towards the Union, encourage job market flexibility and wage harmonization by introducing a moderate policy, with the focus on competitiveness with no social, tax or environmental dumping among EU companies.

A look at the PACA region: the rise of the over-50 labor force

Great news: the PACA region is not exclusively synonymous with easy retirement in the sunshine anymore! It is appealing to more and more workers aged 50 and over! The rate of employment in the 50 to 59 age-group in this region is 70%. For those aged 60-64, the rate is lower, at 16%, which is similar to the national average.

As in France as a whole, the PACA region suffers from a lack of jobs. The unemployment rate is nearly 12% and weighs heavily on the older population, with 45% of those aged over 54 job-seeking for more than a year. In terms of jobs, the Bouches du Rhône region accounts for much of the supply and demand for people aged 50 and over.

The number of women working in PACA is on the increase and women are more vulnerable to unemployment over the age of 50. They represent 40% of the region's job-seekers. This female population is concentrated in services while men opt for the public buildings and works sector, business and trade.

A notable amount of the over-55 labor force change sectors by opting for a political career.

Business creation is a good alternative to the decrease in activity for "fifty-agers". It is a lively trend in PACA (over 30,000 creations per year), and it also suits the individual needs of people over 50 who, being mature, are often looking for independence and autonomy...

Exemplary professional reinsertion in the Alpes-Maritimes region

The UPE 06, the confederation of small and medium-sized companies CGPME and the national inter-professional body AGEFOS PME have joined forces to expand the access of older people to employment with the professio-

"AGFS nalization contract Compétences". 15% of the national labor force under 45 has benefited from it to date, compared with only 1.5 % of the senior population. Thanks to this efficient networking partnership, more than one hundred job offers were "open" to the over-50s in February 2008, along with a complementary monthly follow-up plan starting on the first month. "Advisers now encourage them to stay on the job market and to avoid asking for the exemption from the actively-seeking-work rule" says Luigi Poma, responsible for the Commission for employment and training of the Alpes-Maritimes' employers' union UPE06. "They select them as a matter of priority for internal follow-up. Specific workshops and group information is offered to them. All local agencies have senior-targeted action plans, variable according to their occupational fields. Information and follow-up plans are being implemented in companies. From now on, they will have to take into account that the State will implement a "carrot-and-stick" policy which will favor mass recruitment and penalize abusive redundancies and early-retirement (from the age of 45 at present) while labor shortages linked to the age

pyramid is contributing to an increasingly tight job market." Another important obstacle: collective representation that tends to limit access to employment in many fields for these motivated and experienced individuals. Here again, the government plans to act upon this by implementing educational measures and incentives with a view to changing behavior patterns. One reason for this step has been the failure of Renaud Dutreil's - the then minister for Public Services -2005 "Plan Seniors" (source: DNA). This pact was to create access to civil service jobs in three categories (territorial, hospital or central government) which, at the time, had an age limit of 45 on public service exams. It targeted individuals in their fifties who had been looking for a job for more than a year and who wished to work as public servants. It offered them access to these three types of institutions without taking exams and without the need for qualification. They were awarded public service grade C, and could work as parkkeepers, as guards for the vehicle fleet of a town hall, or as store-keepers in hospitals, for instance. These jobs require a vocational training certificate or a technical school certificate, and had until then been held in 60% of cases by those with highschool certificates (or higher qualifications). Faced with anger from public servants, whose job security is now called into question, and protestations from associations representing older executives (in their fifties), worried about a potential downgrading of their status and pay, the Pact was abandoned in 2005 after being heralded in October 2004 and its implementation planned for 2006. It constitutes a failure that the government has no intention of repeating, given the urgency of the situation. Jobs for older workers have become a priority in all fields.

At a time when the shortage of executives is clearly looming, employing a senior worker would - quite paradoxically - appear to be THE solution for tomorrow's economic environment. It is the price to pay if higher growth is to develop and enter the globalization era! Who would have thought so?





L'événement en Méditerrannée

Port de Plaisance de la Seyne sur Mer "nouvelle génération" : 700 anneaux

Situé au cœur de la rade de Toulon, le nouveau port de la Seyne sur Mer comprend 700 anneaux et 10 000 m² de surfaces commerciales.

Ce port " nouvelle génération " respectueux de son environnement, allie excellence et performance, tant par la qualité des équipements que des services proposés. Ce nouveau lieu de plaisance dédié aux amoureux de la mer et de ses loisirs sera également un espace d'animation commerciale, de détente et de convivialité.

Depuis un quai principal, l'architecture imaginée par Jean Paul Viguier, résolument moderne et chaleureuse, accueillera les espaces shopping. En plus des activités de loisirs nautiques, de nombreuses boutiques et restaurants accueilleront une clientèle sportive et familiale. La mer et l'évasion constitueront le fil thématique d'une offre originale.

- Une réalisation et une gestion haute qualité environnementale (HQE®)
- Des commerces et services à forte valeur ajoutée
- Confort, sécurité et services de haut niveau
- Des animations de qualité

Dans une des plus belles rades d'Europe Au cœur d'une architecture résolument contemporaine.

Réservations dès maintenant :

http://www.nouveau-port-la-seyne.com

informations: 04 80 80 59 90

Des partenaires expérimentés vous proposent :

- 700 anneaux et 10 000 m² de commerces et restaurants
- Un concept innovant associant espaces partenaires et pôle commercial
- Des équipements portuaires nouvelle génération (bornes intelligentes, pannes équipées, catways)
- Une digue de protection spécialement conçue et dimensionnée











An exceptional event in the Mediterranean

A "new generation" Sailing Harbour at la Seyne-sur-mer : offering 700 moorings

Situated in the heart of the natural bay of Toulon, the new harbour at La Seyne-sur-mer offers 700 moorings and 10 000 m² of commercial space.

This "new generation" harbour, respectful of its environment, allies excellence and performance, both by the quality of the equipment and the proposed services. This new sailing area, dedicated to sea lovers and related leisure activities, will also be a space of commercial animation, relaxation and conviviality.

From the main quay, the determinedly modern and warm architecture imagined by Jean Paul Viguier will host shopping spaces. Besides nautical leisure activities, numerous shops and restaurants will welcome a sports and family clientele. The leading theme of this original offer will be the Sea and Evasion.

Experienced partners propose you:

- 700 moorings and 10 000 m² of shops and restaurants
- An innovating concept associating partners spaces and a commercial centre
- New generation harbour facilities (intelligent terminals, equipped berths, catways)
- A specially conceived and dimensioned protecting dike
- High environmental quality (HQE®) conception and management



- Shops and services with strong added value
- Top rank comfort, security and services
- High quality animations

In one of the most beautiful natural bays of Europe In the heart of resolutely contemporary architecture.

Bookings:

http://www.nouveau-port-la-seyne.com

Information: +33 (0)4 80 80 59 90



Par Jacques R. LORNE AUTOMOBILE

Koléos, l'option familiale du 4x4

Pour un premier "Crossover 4x4 " Renault ne s'est pas trompé. Une ligne de berline stylé, un équipement complet, sur la version " Privilège " mise à notre disposition pour les essais, plus un 2 litres qui respire et incite aux voyages, nous sommes prêts à avaler du KM. C'est ce que nous avons fait dans le merveilleux et accidenté pays Cathare de l'Aude, parmi les vignobles et les châteaux. Malgré la pluie, mais aussi grâce à elle, nous avons vraiment éprouvé ce véhicule qui a l'air si tranquille lorsqu'on le voit pour la première fois. Mais l'apparence cache un dévoreur de bitume tout temps, et là, il ne faut pas s'y tromper, le " Koléos " en veut. Tout d'abord sur les petites routes qui sillonnent ce beau paysage fait de collines auxquelles s'accrochent des champs de genets dont la couleur a remplacée le soleil qui nous faisait défaut, le Koléos " offre toutes les possibilités de promenades tranquilles dans un confort parfait, ou " dingue " pour " accro aux virelets ". C'est dire qu'il est à l'aise partout, et même prodigieux sur les routes détrempées qui nous ont servi pour ces essais. Il est dans ce cas d'une sureté de conduite, notamment lors de la traversée de ruisseaux d'eau traversant la route ou d'une grande flaque profonde s'étalant sur une bonne dizaine de mètres, rien ne le gêne, mais préparez vous aux projections sur le pare brise... heureusement les essuies glaces sont très efficaces. Le moteur répond à toutes les sollicitations, la boite mécanique est précise avec une course relativement courte, mais il faut faire attention, il y a 6 vitesses et l'on arrive à oublier la sixième. La course de l'embrayage demande une petite prise en main; sa



course étant très courte et réactive, on a tendance au calage lors des premiers démarrages, mais cela reste anecdotique car cela ne dure pas tellement on prend plaisir à cette conduite. Le moteur de notre véhicule d'essai a rugi de ses quatre cylindres en faisant sortir ses 175 CV de ses 2 litres DCI (11CV fiscaux) aidé par une injection directe common rail + turbo. Pour le respect de l'environnement il y a un catalyseur et le filtre à particules. Le freinage est au dessus de tous soupcons et d'une efficacité redoutable, même sur route détrempée. Pour un 4x4, il est opportun d'avoir du répondant dans toutes les phases de conduite y compris lors des franchissements, et à ce sujet, le couple du " Koléos " n'est pas en reste avec ses 360M/Kg de poussée. Sur route d'étonnantes performances sont au rendez-vous, car il peut accrocher

les 189Km/h. Le réservoir de carburant permet avec ses 65 litres une autonomie satisfaisante, car la consommation moyenne donnée en usage mixte est de 7,9 litres au 100. Son poids en ordre de marche est de 1655 kg ce qui est loin d'être excessif et correspond parfaitement à la propulsion employée, les accessoires sont légions, notamment sur le modèle que

le nouvel X-Trail et dans le domaine du châssis 4x4 performant, plus l'habileté des designers et des ingénieurs de Renault, ainsi que le savoir-faire des techniciens coréens de l'usine ultra moderne Renault Samsung Motors de Busan, a fait naître un véhicule intéressant. Car ne nous y trompons pas, son look de voiture sage au design élégant cache un " Crossover "





nous avons essayé. C'est pourquoi nous vous conseillons de demander une documentation complète qui vous délivrera l'ensemble de toutes les options, moteurs et aménagements. Avec un prix de départ de 24.900 et qui selon la version va jusqu'à 34.600 , le Renault " Koléos " se place très bien par rapport à la concurrence. L'alliage des connaissances de Nissan, notamment pour le mode de transmission " All Mode 4x4-i " inauguré par le partenaire de Renault sur

qui vaut le détour. Aussi nous vous conseillons vivement de l'essayer, la commercialisation ayant commencé le 12 juin, vous en trouverez chez tous les concessionnaires et rien ne vaut un essai pour ce faire une véritable idée. Il est à parier que le "Koléos", réussite de coopération internationale, connaîtra un certain succès auprès d'une clientèle très variée comme sa polyvalence l'autorise, et ce succès, il le mérite...

Koléos, the family option of the 4x4

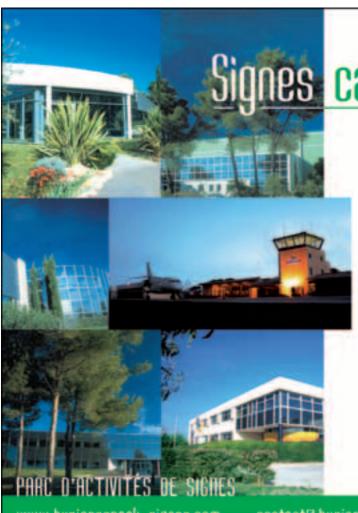
For its first "4x4 Crossover" Renault did not make a mistake. With the "Privilege" version put at our disposal for the trial runs. the silhouette of a saloon-car, complete equipment, a healthy 2 litre engine that incites travelling, we are ready to swallow kilometres. That is just what we did in the supernatural, bumpy Cathar country in the Aude department, among vineyards and castles. Despite the rain, but also thanks to it, we really tested this vehicle which looks so docile on the first impression. But this appearance conceals an ogre of asphalt, whatever the weather. First of all on the small roads which serpentine this beautiful landscape of hills covered with fields of genets, who bright yellow colour replaced the sunshine that was missing, the "Koléos" offers all the possibilities of quiet journeys in perfect comfort, or excitement for the "crazv for curves and bends". It is indeed at ease everywhere, and even prodigious on the drenched roads on which we drove. It is extremely secure, particu-

larly when we crossed a stream on the road or hit a deep puddle several metres wide... Nothing perturbs it, but you must be prepared for the projections on the windscreen; fortunately the wipers are most efficient. The engine responds to all demands, the mechanic gearbox is precise with a relatively short course, but you must be careful, there are 6 gears and one tends to forget the sixth one! It takes a little time to get used to the clutch, which is very short and reactive, (we tend to stall on the first starts). but we soon forget it because we enjoy the drive so much. The engine of our trial vehicle has roars with its four cylinders, giving all the power of the 175 hp of its 2 litres DCI (11 fiscal hp) assisted by a direct common injection rail + turbo. For the respect of the environment there is a catalyst and filter with particles. The braking is beyond all suspicion and extremely efficient on the wet roads. For a 4x4, it is good to have response in all driving conditions, particularly when you need to overtake, and for that,

the "Koléos" offers 360M / Kg. It shows surprising performances on roads, attaining 189Km / hour. The 65-litre fuel tank offers a satisfactory autonomy, because the average consumption averages given for a mixed usage is 7,9 litres per 100 km, its running weight 1655 kg, which is far from being excessive and corresponds perfectly to the drive, there are plenty of accessories, particularly on the model we tried, that is why we advise you to ask for a complete documentation that will give you all the options, the choice of engines and equipment. With a price ranging from 24.900 34.600 according to the model, the Renault " Koléos " is very competitive. The marriage between Nissan's knowledge, notably for the "All Mode 4x4-i " transmission, inaugurated by Renault's partner on the new X-Trail, and the successful 4x4 chassis, together with the skill of the designers and engineers of Renault, as well as the expertise of the Korean technicians of the ultra modern factory Renault Samsung Motors



in Busan, created an interesting vehicle. Because let's not be mistaken, its docile appearance and elegant design hides "Crossover" which is worth the detour. It was launched on the market on June 12th, so you will find at all the concessionaires. We strongly advise you to try it, to make a real idea We are ready to bet that "Koléos", the success of an international cooperation, will have a certain success with a very varied clientele thanks to its polyvalence... It certainly deserves it!



es caractéristiques...

- Au cœur de la troisième région économique française A 35 im de Toulon et à 45 im de Morseille.
- Un cadre de vie d'exception et une qualité d'aménagement 55 hectores réservés aux oménogements paysogers.
- Une vaste superficie

d Activités

- sur 240 hectores, 185 sont dédiés aux entreprises,
- de grandes superficies immédiatement disponibles.
- Des conditions d'installation avantageuses
- une Tare Professionnelle Unique incitative,
- des parcelles de 5 000 m² minimum jusqu'à plusieurs d'aarires d'hectares.
- Une offre de prix compétitive
 - 25,15 euros HT/m (viphilise).
- Un réseau performant de moyens de transport
 - · Quetre oéroports internationaux
 - aéropart international du Castellet (limitrophe).
 - péroport international Toulon-Hyères (45 mr),
 - aéroport international Marseille-Provence (45 mm),
 - aéroport international Nice Côte d'Azur (1h40).
 - . Le port de Toulon pour le fiet, les ferries et les croisières;
- · Le port de Marseille : l' port françois et 3 port européen ;
- · Un veste reseau mutier et autorau der,
- +Le TGV Méditerronée :
- Marseille / Paris : 3n Toulon / Paris : 3n50 Air-en-Provence / Paris : 2n50

www.businesspark-signes.com - contact@businesspark-signes.com - Tél, 04 94 22 80 06

Jean Luc Aqua , Jean A. Vergnes ENVIRONNEMENT

Dragage des sédiments contaminés, développement durable et coopération méditerranéenne : Un grave problème pour les ports de la Méditerranée

Si la première décennie du XXIe siècle a été celle des tensions liées à des enjeux d'énergie, la deuxième décennie pourrait bien être celle des conflits liés à la prolifération de toutes les formes possibles de pollution. Le nouveau grand défi pour l'humanité serait donc la réduction urgente des déchets solides, des rejets liquides, des émissions de gaz mais aussi de matériaux divers contaminés par les précédents. L'interminable conflit, entre les populations de villes du Sud de la France. lié à la construction d'un incinérateur de déchets urbains ou celui de la Sicile qui, pour un problème semblable, a nécessité l'appel à l'armée italienne, constituent deux exemples, parmi des millions à l'échelle planétaire, met-

tant en évidence ces

inquiétantes tensions.

Dans ce contexte, cet article pose le problème de la gestion des sédiments parfois très contaminés issus des dragages, nécessaires et incontournables, des ports maritimes ou fluviaux mais aussi des canaux, estuaires. bassins... Ces sédiments sont d'abord des matériaux qui se déposent et s'accumulent sur le fond des canaux et des ports, des matériaux issus de l'érosion naturelle des sols, charriés par les vents et les déplacements d'eau. Il s'agit ensuite de rejets liés aux activités d'individus irresponsables et/ou ignorants (dégazage, vieilles peintures, ...) mais aussi aux difficultés des responsables institutionnels pour faire appliquer la réglementation, quand elle existe. Ces ports, estuaires et canaux sont utilisés par des bateaux de commerce, de la marine nationale mais aussi de pêche et de plaisance dont le nombre et les tirants d'eau ne cessent de croître pour des raisons de rentabilité, d'efficacité, de sécurité et/ou de confort. Les ports de plaisance sont de plus en plus concernés.

Les sédiments et le contexte géologique

Le processus de sédimentation dépend du contexte géologique,

du climat, de la vitesse de l'eau. Les dépôts formés, appelés aussi vases, limons, alluvions, contiennent de nombreux types d'éléments aux propriétés très variable: Certains sédiments ont joué un grand rôle dans le développement des civilisations (sable, galet, ...). D'autres favorisent le développement de la végétation (avantage ou inconvénient, suivant les cas). D'autres enfin, présentent une toxicité plus ou moins importante suivant les espèces vivantes concernées dans le milieu d'origine (port, canal, ...) mais aussi sur les écosystèmes récepteurs (terre, mer) quand les dépôts sédimentaires y sont transférés, suite à des opérations de dragage. Toute recherche de solution aux transferts de ces sédiments demande une réflexion préalable sur : Le choix du lieu de dépôts réguliers de sédiments, surtout s'ils sont contaminés, l'impact pouvant être catastrophique sur les écosystèmes marins ou terrestres. Les pratiques de l'épandage, de l'immersion, du stockage, ... sont jugées inacceptables par l'opinion publique. Les épandages sur les sols de sédiments marins sont toujours dangereux à cause des sels marins, sans compter les autres polluants. Les aspects techniques, notamment les opé-

et de valorisation. Les aspects majeurs d'éducation (information, sensibilisation, formation) des acteurs concernés. Les aspects juridiques, notamment la législation en vigueur européenne, nationale, locale, ... Les aspects économiques, dont la connaissance est nécessaire sans être déterminante. Les aspects de santé publique posés par ces dépôts. Les impacts à court, moyen et long terme des différentes opérations constituant une solution. Les mesures de précaution à prendre, sachant qu'elles seront aujourd'hui financièrement plus supportables que celles qui devront être prises dans l'avenir (Rapport Stern). Nous sommes donc dans une stratégie de développement durable, considérée par les organisations intergouvernementales comme une obligation nationale pour tous les pays, qui permet de définir et mettre en œuvre la meilleure solution possible pour tout problème de société, quel que soit sa nature. Une stratégie de développement durable dont la dimension a beaucoup évolué ces dernières années : l'écologie n'est plus son seul centre d'intérêt. Son importance n'a pas échappé à de nombreuses entreprises : 70% des 250 entreprises cotées en Bourse ont adopté une démarche de développement durable, du fait des résultats positifs induits. Une stratégie dans laquelle la préservation du milieu marin, de la santé, de la biodiversité fait partie des objectifs fondamentaux, dont dépend le devenir des populations, tout particulièrement celles des littoraux méditerranéens. comme celui de l'industrie touristique méditerranéenne, la pre-

rations de traitement préalables





La contamination des sédiments et les problèmes écologiques générés

mière du monde.

Des centaines de millions de m3 de sédiments contaminés sont dragués chaque année en Europe. Pour la France, une dizaine de grands ports de commerce et environ un millier de ports de pêches et plaisance, maritimes et fluviaux, représentent des millions de m3 de sédiments par an, dont environ 300 000 m3 sur la côte

Dredging of contaminated sediments, sustainable development and Mediterranean cooperation: a serious problem for the Mediterranean ports

If the first decade of the XXIth century was marked by tensions due to stakes in energy, the second decade could indeed be that of the conflicts regarding the proliferation of all the possible forms of pollution. Consequently, the new big challenge for humanity will be the urgent reduction of solid waste, liquid waste, gas emissions, and also different materials contaminated by the precedent factors. The interminably long conflict between the populations of towns in the South of France concerning the construction of an incinerator for urban waste or that of Sicily, which for a similar problem required the intervention the Italian army, are two examples among millions on a worldwide scale, putting in evidence these disturbing tensions.

In this context, this article raises the problem of the management of sometimes very contaminated sediments caused by the necessary and inescapable dredging of sea or river ports, but also canals, estuaries, ponds ... These sediments are firstly materials stemming from the natural erosion of grounds, transported by winds and moving waters, which settle and accumulate on the bed of canals and ports. Then comes the waste caused by the activities of irresponsible and\or ignorant individuals (degassing, old paintings) but also the difficulties encountered by the institutional executives to ensure the application of regulations, when they exist. These ports, estuaries and canals are used by trading vessels or the Navy, but also fishing and sailing boats which are constantly increasing in number and in draft for reasons of profitability, efficiency, safety and\or comfort. Sailing harbours are more and more concerned.

Sediments and the geological context

The process of sedimentation depends on the geological context, the climate, and the speed of the water. The deposits.

also called mud, silt or alluviums, contain numerous types of elements with various properties: certain sediments played a big role in the development of civilizations (sand, pebble). Others favour the development of the vegetation (advantage or inconvenience, depending on the case). Others finally are more or less toxic depending on the live species in the original environment (port, canal ...) but also on the receiving ecosystems (land, sea) when the sedimentary deposits are transferred to it following dredging. Any search for a solution to the transfer of these sediments requires preliminary reflection on: the choice of the place of regular sediment deposits, especially if they are contaminated, causing a catastrophic impact on the sea or land ecosystems. Spreading sewage, dumping and stocking are considered unacceptable by the public opinion. Spreading sewage on the grounds of sea sediments is always dangerous because of sea salts, without counting the other pollutants: the technical aspects, notably the preliminary operations of treatment and valuation; the major educational aspects (information, sensitization, training) of the concerned actors:



the legal aspects, notably the European, national and local legislations; the economic aspects, of which the knowledge is necessary although not determining; the aspects of public health; the short, average and long term impacts of the various operations offering a solution; the precautionary measures to be taken, knowing that they will be financially more bearable today than those that must be taken in the future (the Stern Report).

We are therefore in a strategy of sustainable development, considered by intergovernmental organizations as a national obligation for all the countries, making it possible to define and apply the best possible solution for any society problem, whoever its nature. The scope of this strategy has enlarged over the last years: ecology is no longer its only centre of interest. Many companies are aware of its importance: 70 % of 250 companies quoted on the Stock Exchange adopted a method of sustainable development due to inferred positive results. The fundamental objectives of this strategy are the conservation of the sea environment, health, and the biovariety on which depends the future of the populations, particularly those οf Mediterranean coasts and that of the Mediterranean tourist industry, the first one in the world.

The contagion of sediments and generated ecological problems

Hundreds of millions of cubic metres of contaminated sediments are dredged every year in Europe. For France, a dozen big commercial ports and approximately one thousand sailing and fishing harbours, both sea and river, represent millions of cubic metres of sediments each year, of which approximately 300 000 m3 on the Mediterranean coast. It raises ecological, economic, legal, social and technical pro-



Communication aux générations futures

Dragage des sédiments contaminés, développement durable et coopération méditerranéenne : Un grave problème pour les ports de la Méditerranée



Dragage en rade de l'arsenal de Toulon

méditerranéenne. Cela pose des problèmes écologiques, économigues, juridiques, sociétaux, techniques qui dépendent de la hauteur de la sédimentation, du degré de contamination, de la nature des contaminants, paramètres qui sont liés aux activités du lieu, au climat, à l'existence d'ateliers de réparation et d'entretien, à l'utilisation de bassins de carénage, ... Les polluants sont organiques (hydrocarbures et dérivés, ...) et / ou minéraux (métaux lourds, nitrates, chlorures, ...). Ils peuvent gravement porter atteinte à la faune, à la flore et / ou aux hommes. Ils peuvent contaminer les eaux d'un port, les nappes phréatiques, les cultures maraichères, ...) si de sérieuses mesures de précaution ne sont pas prises. Avant 1992, les sédiments issus d'opérations de dragage étaient rejetés en mer ou déposés à terre dans des décharges d'inertes. L'analyse environnementale préalable de ces déchets n'était pas imposée. Suite aux travaux conjoints d'experts de différents pays, à l'amélioration des connaissances scientifiques relatives à la toxicité pour le milieu marin ou terrestre des sédiments les plus contaminés, à la très forte pression sociétale pour la protection de l'environnement, distingue clairement aujourd'hui deux catégories de sédiments. La première : les sédiments pas ou peu contaminés : le rejet dans le milieu d'ori-

gine est possible. La seconde : les sédiments plus ou moins fortement pollués qui posent des problèmes plus complexes. La France, pas plus que l'Union Européenne, n'a pas encore défini le caractère "dangerosité du sédiment contaminé" ce qui rend impossible de statuer juridiquement sur les possibilités de sa gestion. Ceci constitue une contradiction avec le fait que les États sont dans l'obligation de protéger l'environnement. Jusqu'à ces dernières années les techniques de stockage, d'épandage ou d'immersion, très impopulaires à juste titre, étaient les seules utilisées. Depuis 2005, différents sondages sur plus de 27 000 personnes de I'UE montrent l'intérêt des populations pour la protection de l'environnement. Ce sujet constitue le premier centre d'intérêt pour 96 % de la population interrogée Mars 2008, sondage Eurobaromètre qui montre aussi que 82% de la population pense que ces problèmes doivent se traiter au niveau européen et que 78% accepterait un financement accru en matière de protection environnementale, même aux dépens d'autres domaines. De nombreuses études ont conduit à un nombre aussi important de propositions de gestion des sédiments. L'aboutissement de ces études nécessiterait aujourd'hui de conforter les résultats obtenus avec des mises en œuvre, scientifiquement accompagnées.

Il faut ajouter qu'un projet collectif de travaux, impliquant plusieurs pays membres, apporterait incontestablement les indispensables retours d'expériences et des propositions de gestion environnementale des sédiments en accord notamment avec les attentes sociétales. Mais la réglementation très évolutive de ces dernières années a provoqué une situation de blocage concernant la gestion à terre de sédiments contaminés.

Evolution de la règlementation : Une situation de blocage ?

L'évolution de la réglementation est liée à des évolutions sociétales, à une meilleure connaissance des effets sur le milieu et une prise en compte des risques potentiels, même sur le long terme. On peut noter, en particulier, les évolutions du code de l'Environnement et la mise en place de valeurs seuils de qualités environnementales sédimentaires dans l'arrêté du 14 Juin 2000 ainsi que l'apparition du déchet-sédiment dans le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 sur le classement des déchets. Ces textes ont eu un impact considérable sur l'activité de dragage et de gestion des sédiments, en particulier pour toutes les opérations concernant des sédiments contaminés, du fait

de la contradiction évoquée précédemment. La question de la définition d'une gestion terrestre durable des sédiments contaminés est posée. Elle a été l'objet de discussion dans deux groupes de travail lors du Grenelle de l'environnement. La question de la réglementation et de la gestion des sédiments marins a été plusieurs fois abordée ces dernières années à l'Assemblée Nationale. Le 13 mai 2008, le représentant du gouvernement a précisé que les services ministériels concernés travaillaient actuellement à la rédaction d'une circulaire précisant les règles applicables pour chaque cas.

Cette circulaire sera-t-elle reprise par l'Union Européenne ?

Du fait d'une sensibilisation croissante des parlementaires français pour tous ces problèmes relevant de l'écologie, on peut avoir quelques espoirs pour qu'une solution juridique prochaine soit adoptée en France. La mise en œuvre actuelle de politiques d'information et de prévention du type "Ports Propres", "Contrat de Baie". laissent présager que les activités humaines vont s'adapter et réduire le volume de sédiments contaminés. Mais l'identification de solutions permettant de gérer les stocks historiques du territoire français (plusieurs dizaines millions de tonnes de sédiments pollués) constitue une urgence. En effet, avec le temps les graves dégradations observées de la biodiversité peuvent devenir irréversibles. Il y a là une véritable bombe à retardement qui impose la mise en œuvre urgente de processus adéquats.

Une dynamique de projet en faveur de l'organisation de filières

En partant du principe que ces sédiments ne doivent plus être confiés à des centres d'enfouis-sement techniques "réglementés", une gestion alternative à terre de ces produits s'impose pour de nombreuses raisons. Pour y parvenir il a été nécessaire d'impulser une dynamique de projet de manière à organiser de nouvelles filières, de répondre aux besoins opérationnels

Dredging of contaminated sediments, sustainable development and Mediterranean cooperation: a serious problem for the Mediterranean ports

blems, which depend on the amount of sediments, the degree of contagion, the nature of contaminants, parameters which are bound to the activities of the place, to the climate, to the existence of repair and maintenance facilities, to the use of careening docks ... Pollutants are organic (hydrocarbons and by-products) and/or mineral (heavy metals, nitrates, chlorides). They can strike a serious blow to the fauna, the flora and people. They can contaminate the waters of a port, ground waters and crops if serious precautionary measures are not taken.

Before 1992, sediments caused by dredging were rejected into the sea or in dumps on the land. The preliminary environmental analysis of this waste was not imposed. Further to the joint work of experts of various countries to improve the scientific knowledge of the toxicity of the sea or ground environment of the most contaminated sediments, to the very strong social pressure for the environmental protection, today we clearly distinguish two categories of sediments. The first: non or slightly contaminated sediments, which can be discharged in their original environment. The second: more or less strongly polluted sediments which arouse more complex problems. France, no more than the European Union, has still not defined the "degree of danger of contaminated sediments" which

makes it impossible to manage the problem legally. This is in contradiction with the fact that States are obliged to protect the environment. Until the last few years, the techniques of stocking, sewage or dumping, quite rightly unpopular, were the only ones used. Since 2005, various polls on more than 27 000 persons of the EC show the interest of the populations for the environmental protection. This subject is the prime centre of interest for 96 % of the persons questioned in March 2008 by the Euro Barometer poll, which also shows that 82 % of the population thinks that these problems must be treated at the European level and that 78 % would accept an increased financing for environmental protection at the cost of the other fields. Numerous studies led to an equally important number of propositions for the management of sediments. Today we need to put the results obtained into practical application, scientifically accompanied. It is necessary to add that a collective work project, implying several member countries, would undoubtedly bring the indispensable returns of experiences and the propositions of environmental management of sediments in accordance with the society's expectations. But the evolving regulations of these last years blocked the situation concerning the management of contaminated sediments on land



fraction fine

Does the evolution of the regulations block the situation?

The evolution of the regulations is bound to society evolutions, to a better knowledge of the effects on the environment and consideration of the potential risks, even on long term. We particularly note the evolutions of the Environment code and the

Installation pilote expérimentale - Toulon



consequent application thresholds of sedimentary environmental qualities in the order of June 14th, 2000 and the appearance of the waste-sediment in the decree n° 2002-540 of April 18th, 2002 on the classification of waste. These texts had a considerable impact on dredging and the management of sediments, in particular for all the operations concerning contaminated sediments, because of the contradiction evoked previously. The question of the definition of a durable land management of contaminated sediments was the object of discussion in two working groups during the "Grenelle de l'Environnement". The question of the regulations and the management of maritime sediments was also discussed several times these last years in the National Assembly. On May 13th 2008, the government representative explained that the concerned ministerial services are presently preparing the publication of a note clarifying the applicable rules for each case.

Will the European Union follow in step?

Owing to an increasing sensibility of the French members of parliament for all these problems of ecology, we can hope that a legal solution will soon be adopted in France. The current information and prevention campaigns such

Dragage des sédiments contaminés, développement durable et coopération méditerranéenne : Un grave problème pour les ports de la Méditerranée

de gestion de ces produits et de lever les blocages réglementaires. Depuis les années 90, des programmes nationaux ont réalisé des études sur la qualité environnementale des sédiments, en particulier le programme " Repom " démarré en 1997. Complétées par de nombreux diagnostics départementaux ou régionaux, ces études ont permis d'apporter une première photographie, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, de la situation actuelle. Des démarches similaires ont vu le jour dans les pays européens. Parallèlement, le monde scientifique a mis en œuvre de nombreux programmes de recherche. Ces travaux avaient essentiellement pour objectif de mieux connaître le nouveau concept "déchet-sédiment", d'étudier sa dangerosité et ses comportements vis à vis des différents traitements.

Le contexte de ces études était particulièrement délicat et complexe du fait des possibles évolutions réglementaires, des couts des travaux de recherche nécessaires,... surtout de l'extrême méfiance et de la nervosité des populations (dues à l'absence d'une politique d'information et de sensibilisation, que seul des professionnels pourraient définir) quant aux propositions faites. Au niveau européen, il convient de citer les importants travaux du Groupe " Sednet ", qui a impliqué plus de dix pays membres, sur des échanges thématiques et bibliographiques, ainsi que différents projets Intereg " sur les sédiments comme le projet " Gedset " Au français, l'Agence niveau Nationale de la Recherche à retenu en 2007 plusieurs programmes relatifs aux sédiments (Propsed, Sedigest,...). Quelques rares opérations de terrain, ponctuelles, ont complété ces études. Ce fut le cas au Port Autonome de Dunkerque où une voirie à base de sédiments marins a été réalisée. Les résultats très positifs laissent présager des réelles possibilités de valorisations. Pour autant, cette réalisation exemplaire menée en Région Nord Pas de Calais et qui aura ciblé un sédiment (celui d'une partie du port de Dunkerque) et un scénario de gestion précis (une route) peut difficilement être considérée comme apportant une réponse universelle. En réalité, seule une approche collective, de grande dimension, devrait

permettre la mise en œuvre des moyens nécessaires pour identifier des scénarios partagés d'une gestion durable réaliste. En Méditerranée, une approche partenariale de ce type a ainsi vu le jour : depuis 2006, dix maîtres d'ouvrages portuaires français et italiens se sont regroupés dans une démarche de coopération, sous la Maîtrise d'Ouvrage du département du Var, afin de pouvoir travailler sur plus de 2000 m³ de sédiments de différentes qualités. Le projet pilote, baptisé " Sedimard, " a mobilisé une centaine d'intervenants et coûté plus de 2 millions d'euros dans une logique de moyens partagés, avec mise en commun des résultats. Ce projet a été co-financé à 70% par la Marine nationale, le département des Alpes maritimes, le département du Finistère, l'agglomération Marseille Provence Métropole, la Région Emilia Romagna, la Chambre de Commerce et de l''Industrie du Var, la Région Provence Alpes Côte d'Azur, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et l'Ademe.

Grâce à ce projet pilote, aujourd'hui, des propositions concrètes et performantes de gestion de ces déchets ont pu être identifiées en fonction des qualités techniques et des états de contamination. Les filières devront être adaptées en fonction de la qualité des sédiments : Réalisation d'un dépôt mono-spécifique couvert (à réserver à de très faibles volumes très contaminés). Tri et réalisation d'un dépôt mono-spécifique non couvert. Tri, traitement et valorisation en remblaiement de carrière. Tri. traitement et valorisation en Travaux Publics (terrestres ou maritimes/fluviaux). Rejet en mer (pour les non contaminés).

Le projet " Sédimard ", placé sous la tutelle du Ministre de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, est maintenant reconnu sur le plan national et international. Ses qualités et les résultats obtenus ont probablement conduit un Secrétaire d'État. dans sa réponse à une question posée, à parler de la plate forme pilote " Sédimard " en séance de l'Assemblée Nationale le 13 Mai 2008. Au delà des résultats techniques obtenus, ce projet a aussi mis en évidence le soutien des populations et des associations de défense de l'environnement car cette approche contri-



Barrage anti pollution

bue vraiment à la protection du milieu aquatique.

Il a également été démontré que l'hétérogénéité du gisement des sédiments contaminés est un paramètre majeur mais aussi qu'une stratégie de traitement des sédiments contaminés a un coût qui ne peut être négligeable : une gestion des sédiments contaminés, respectant l'environnement, sera toujours plus onéreuse qu'un simple rejet en mer. Les résultats des nombreux travaux, menés dans la région du Nord Pas de Calais et le bassin méditerranéen, sont complémentaires et pourraient être mis en synergie. La mise en place des modes de gestion, qui intègrent une démarche de développement durable, passe donc par la poursuite de la dynamique de projet et pourra s'articuler autour d'un objectif opérationnel commun aux partenaires.

Un accompagnement scientifique des opérations

A ce jour, la gestion à terre des sédiments de dragage relève de différents Maîtres d'Ouvrages des ports qui opèrent isolément, au cas par cas, en l'absence de guide méthodologique ou d'opérations de référence. Par ailleurs, les technologies environnementales complexes mises en œuvre pour un traitement et un suivi de gestion s'appuyant sur une démarche de développement durable dépassent les domaines de compétences des Maîtres d'ouvrages confrontés à cette problématique. Outre l'hétérogénéité nationale des approches qui en découlent, les pertes financières et les conséquences environnementales d'une mauvaise gestion peuvent être dramatiques. De plus, les conséquences désastreuses sur l'environnement des zones littorales et fluviales auront également des retombées négatives sur les ressources naturelles et activités halieutiques de ces territoires très sensibles (pêche, tourisme. développement économique, santé publique, ...). En conséquence, il est indispensable et urgent de converger rapidement vers une harmonisation des stratégies de gestion des sédiments contaminés, sur les bases d'un projet pilote, résultat d'un travail de recherche collectif pluridisciplinaire, dans une démarche de développement durable pour laquelle les composantes sociales, écologiques et économiques seront mises en œuvre de façon décloisonnée. Pour ce faire, il est nécessaire de bâtir un référentiel commun, outil concret et opérationnel pour tous les Maîtres d'ouvrage confrontés à cette problématique en intégrant les spécificités locales. D'où le projet " Sédimateriaux ", aboutissement du programme "Sédimard"

Dredging of contaminated sediments, sustainable development and Mediterranean cooperation: a serious problem for the Mediterranean ports

Ports", "Bav Contracts", let us augur that human activities will adapt themselves and hence reduce the volume of contaminated sediments. But it is urgent to identify solutions to manage the historic stocks in France (several dozen million tons of polluted sediments). Indeed, in time the serious damages observed by the bio-variety can become irreversible. It represents a real time bomb, which demands the urgent application of adequate processes.

A dynamic project to encourage the organisation of branches

Considering the principle that these sediments must no longer be confided to "regulated" technical burying centres, it is imperative to seek an alternative solution on land for numerous reasons. For this, it was necessary to spur a dynamic project in order to organise new branches, to answer the operational needs of management of these products and to raise the statutory blockages. Since the 90s, national programs made studies on the environmental quality of sediments, in particular the program " Repom " was launched in 1997. Completed by numerous local or regional diagnoses, these studies threw a first light on the current situation, from a qualitative and quantitative point of view. Similar steps were taken in the European countries. At the same time, the scientific world implemented numerous research programs. The prime objective of these works was to become better acquainted with the new "scrap-sediment" concept, to study its danger and its reaction to various treatments.

The context of these studies was particularly delicate and complex because of the possible statutory evolutions, the costs of the necessary research works, and especially the extreme distrust and nervousness of the populations (due to the absence of a policy of information and sensitization, which only professionals could define) in relation to the propositions.

At the European level, we can quote the important works of the Group " Sednet ", which implied more than ten member countries, on thematic and bibliographical exchanges, as well as various " Intereg " projects on sediments such as " Gedset ". At the French level, the National Research Agency retained several programs relative to sediments (Propsed, Sedigest) in 2007. These studies were completed by a few punctual practical operations. For example, the Autonomous Port of Dunkerque set up a refuse dump for sea sediments. The positive results were most encouraging. However, this experience can unfortunately not offer a universal solution because the targeted sediment and the management scenario were particular to the port of Dunkerque. In reality, only a vast collective approach could allow the application of the necessary means to identify scenarios shared by a realistic sustainable management. A partnership approach of this type was born in the Mediterranean: since 2006, ten French and Italian harbour owners grouped together, under the Project Ownership of the Var department, to work on more than 2000 m3 of various qualities of sediments.

The experimental project, baptized "Sedimard", mobilised hundreds of participants and cost more than 2 million euros in a logic of shared means, with a pooling of the results. This project was co-financed for 70 % by the French Navy, the Alpes Maritimes and Finistère departments, the Marseille Provence Métropole conglomeration, the Emilia Romagna region, the Chamber of Commerce and Industry of the Var, the Provence Alpes Côte d'Azur region, the Rhône-Méditerranée-Corsica Water Board and the Ademe.

Thanks to this experimental project, today concrete and successful propositions of management of this waste have been identified according to the technical qualities and the states of contagion. The fields must be adap-

ted according to the quality of sediments:

Realization of a covered monospecific storage depot (to be reserved for very small volumes of highly contaminated waste); sorting, treatment and valuation in Civil engineering (land or sea/river); discharge into the sea (for the non contaminated).

The "Sédimard project, placed under the supervision of the Minister of Energy, Sustainable Development and Land Planning, is now recognized on a national and international scale. Its qualities and the obtained results probably led a Secretary of State, in his answer to a question, to speak about "Sédimard" in a session at the National Assembly on May 13th, 2008. Beyond the obtained technical results, this project also high-lighted the support of the populations and the associations of environmental protection because this approach really contributes to the protection of the aquatic environment.

It was also proven that the heterogeneousness of the deposit of contaminated sediments is a major parameter, but also that a strategy of treatment of contaminated sediments represents considerable costs: a management of contaminated sediments, respecting the environment, will always be more expensive than simply discharging into the sea. The results of the numerous works done in the Nord Pas de Calais region and the Mediterranean basin are complementary and could be put in synergy. The implementation managerial methods, integrating sustainable development, therefore requires the pursuit of the project dynamics and can articulate around an operational objective common to all the partners.



Vue d'ensemble du site pilote

A scientific accompanying of the operations

To date, the management of dredging sediments on land depends on various project owners of the ports who operate individually, case by case, in the absence of a methodological guide or reference operations. Besides, the complex environmental technologies implemented for a treatment and managerial follow-up in the framework of sustainable development exceed the competence scope of the Owners confronted with this problem.

Dragage des sédiments contaminés, développement durable et coopération méditerranéenne : Un grave problème pour les ports de la Méditerranée

et des travaux réalisés par l'École des Mines de Douai.

Le programme " Sédimatériaux " : Une perspective opérationnelle

Ce programme aurait pour objectif la mise en œuvre d'opérations significatives comprenant les travaux de dragage, le suivi des traitements et l'accompagnement scientifique de la mise en œuvre dans les différentes filières de destination. Cet accompagnement scientifique pourrait être porté par un groupement public, essentiellement organisé autour du Cete, de l'Ineris, de l'Ifremer, et de l'École des Mines de Douai. Il associerait également les laboratoires de recherche concernés. Le programme scientifique de l'opération s'appuie fortement sur le Guide méthodologique pour la valorisation des déchets en travaux Publics réalisé par le Meedeat ".

Le projet opérationnel serait susceptible de coordonner 20 à 25 opérations, en Europe et en Afrique, de dragage, de traitement, de valorisation (en travaux publics terrestres et maritimes, génie civil, remblaiement de carrières, ...). Au final, le projet Sédimatériaux aurait d'abord l'avantage de répondre aux attentes des Maîtres d'ouvrages dont

les opérations de dragage de sédiments contaminés sont bloquées (car sans solution), parfois depuis plusieurs années. Ensuite d'apporter une validation scientifique des filières-solutions grâce aux suivis scientifiques des filières. Ce projet aurait également pour intérêt de stabiliser le cadre réglementaire français et européen. Il permettrait donc l'ouverture d'un marché à fort potentiel économique, favorisant ainsi l'émergence d'initiatives privées. Aujourd'hui les partenariats nationaux et euro-méditerranéens sont clairement identifiés. Ils impliquent la région Nord Pas de Calais, les régions méditerranéennes, des représentants de la Bretagne, des régions italiennes (la Région Toscane et la Région Emilia Romagna). Des contacts sont en cours avec l'Espagne et l'Allemagne (port de Brême). Les solutions ayant fait leur preuve pourront être facilement transposées dans des pays membres de l'UE intéressés. Une extension des partenariats aux pays du Sud de la Méditerranée est également prévue. Des contacts positifs ont été pris au Maroc, en Algérie et en Tunisie dans le cadre de programmes Horizon 2020 ou Voisinage. Ce programme pourrait être piloté en liaison notamment avec le Ministre de l'Écode l'Énergie, logie. Développement Durable et de

l'Aménagement du Territoire, des institutions impliquées dans les relations Europe-Méditerranée et les directions concernées de l'Union Européenne. C'est dans ce contexte qu'un Comité de Pilotage devrait être créé. Il pourrait être composé notamment d'élus, de responsables du projet et des experts des différentes disciplines concernées reconnues à l'échelle internationale compte tenu de la dimension du projet. De même, un groupe d'Experts indépendants pourra accompagner le travail des laboratoires intervenants sur les opérations. Des indicateurs devront être prioritairement définis en fonction des résultats attendus aussi bien pour répondre aux attentes des opérations individualisées que pour le suivi et la validation des filières de gestion. On peut estimer réaliste la coordination de 20 à 25 opérations. En France, une répartition territoriale équilibrée sur quatre géographiques zones (Méditerranée, Manche, Atlantique, Nord) serait souhaitable. Elle serait couplée à une série d'opérations sur l'international. Les ports susceptibles d'être intéressés représenteront aussi bien des ports de plaisance (Bandol, Cannes, Concarneau, Lorient, Saint Tropez, ...) que de grands ports autonomes (Dunkerque, Marseille, ...), militaires (Toulon, ...), industriels (Ravenne, Livourne, ...) et/ou de pêches. Les ports fluviaux ont toute leur place au sein du projet. Le coût global du projet sera affiné en liaison avec les volumes de sédiments dragués. Il peut cependant être estimé entre 50 à 60 M€ dont 25 M€ d'aides publiques nécessaires pour le financement des études scientifiques et les travaux de traitement. L'estimation movenne est donc de 3 M€/port sur 5 ans pour la totalité de l'opération.



Les meilleures solutions consistent à ne pas contaminer les sédiments ou à en diminuer le volume et la toxicité. Ce sont des solutions idéales certes, mais des solutions qu'il faut néanmoins promouvoir systématiquement. La situation actuelle, héritage du passé, étant grave du fait de la dangerosité des gigantesques volumes de sédiments contaminés non traités, il faut prendre de façon urgente des mesures. Les spécialistes parlent de bombes à retardement

Des mesures réalistes sont possibles car il existe une stratégie, conforme aux obligations règlementaires et qui répond aux attentes sociétales. Cette stratégie est celle proposée par le projet "Sédimatériaux ", dont la mise en œuvre s'appuie sur une démarche impérativement collective mais aussi et surtout sur les règles et principes de la politique nationale de développement durable de la France, politique qui s'est identifiée à celle de l'Europe.

Les résultats très positifs déjà obtenus, comme son évocation à l'Assemblée Nationale par la Secrétaire d'État chargée de l'écologie, constituent le meilleur témoignage de qualité de ce projet qui peut devenir celui de nombreux pays, notamment ceux de l'Europe comme ceux de la Méditerranée. En effet, tous ces pays sont en situation d'attente d'une solution à ce problème de sédiments contaminés de leurs ports, maritimes et fluviaux, qu'il faudrait draguer régulièrement. Cette dynamique collective pourrait aboutir à terme, à la mise en place d'un Observatoire euroméditerranéen afin de diffuser des informations, favoriser des programmes d'information/sensibilisation/formation, partager l'expertise existante sur la gestion durable des sédiments et promouvoir des stratégies nationales. La démarche de ce projet pilote devrait, de plus, crédibiliser l'engagement de la France en faveur d'une politique de développement durable réellement mise en œuvre. La forte orientation euro-méditerranéenne de ce projet pourrait permettre même de le faire figurer dans un éventuel pool de projets communs à tous les pays de la Méditerranée.



Conclusion

Jean-Luc Aqua. Chef de Projet SEDIMARD. Projet du Conseil Général du Var. jaqua@cg83.fr. Jean A. Vergnes. Consultant UNESCO et MAE. Conseiller scientifique Réseau du Méditerranéen des Écolesd'Ingénieurs (RMEI). Ancien Conseiller du Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille. Membre de diverses associations jeanvergnes@neuf.fr

Dredging of contaminated sediments, sustainable development and Mediterranean cooperation: a serious problem for the Mediterranean ports

Besides the national heterogeneousness of the approaches which ensue from it, the financial losses and the environmental consequences of a maladministration can be dramatic. Furthermore, the disastrous consequences on the environment of the coastal and river zones will also have negative consequences on natural resources and halieutic activities of these very sensitive territories (fishing, tourism, economic development, public health ...). As a consequence, it is indispensable and urgent to harmonise the strategies of management of contaminated sediments on the bases of an experimental project, a result of a multi-field collective research work, in tune with sustainable development for which the social, ecological and economic constituents will be openly implemented. For this, it is necessary to establish a joint repository for all the Owners confronted with this problem, integrating the local specificities. Hence the project " Sédimateriaux ", the outcome of the Sédimard " program and the works achieved by the "Ecole des Mines" in Douai.

" Sédimatériaux ": an operational perspective

The aim of this program is the application of significant operations including dredging, the follow-up of treatments and scientific accompanying of the application in the various fields of destination. This scientific accompanying could be assured by a public group, essentially organized around Cete, Ineris, Ifremer, and the Ecole des Mines in Douai. It should also associate the concerned research laboratories. The scientific program of the operation firmly relies on the methodological Guide for the valuation of waste in civil engineering realized by "Meedeat".

The operational project should coordinate 20 to 25 operations of dredging, treatment, valuation (in land and sea public works, civil engineering, quarry embankments ...) in Europe and Africa. Finally, the "Sédimatériaux" project would have the advantage of responding to the expectations of the Owners whose works of dredging contaminated sediments are blocked (since there is no solution), sometimes for several years. It would then offer



Tri des sédiments bruts

a scientific validation of the fieldssolutions thanks to the scientific follow-up of the fields. This project would also stabilise the frameworks of the French and **Furopean** regulations. Consequently it would open an economic market with great potential, thereby favouring the emergence of private initiatives. Today the national and euro-Mediterranean partnerships are clearly identified. They imply the Nord Pas de Calais region, the Mediterranean regions, representatives of Brittany, Italian regions (Toscany and Emilia Romagna). Contacts are developing with Spain and Germany (port of Bremen). Proven solutions can be easily transposed into the member countries of the EC that are interested. It is also planned to extend partnerships to the South Mediterranean countries. Positive contacts were made in Morocco, Algeria and Tunisia within the programs "Horizon 2020" or "Voisinage" (neighbourhood). This program could be piloted in link with the Minister of Ecology, Energy, Sustainable Development and Land Planning, with institutions involved in European-Mediterranean relations and the managements concerned by the European Union. A Piloting Committee should be created in this context, composed of elected members, project executives and experts of the various concerned disciplines recognized on a international scale considering the dimension of the project. A group of independent experts could also accompany the work of the laboratories intervening on the operations. Indicators must firstly be defined according to the

expected results, not only to answer the expectations of the individual operations but also for the follow-up and the validation of the fields of management. The coordination of 20 to 25 operations appears realistic. In France, a balanced territorial distribution on four geographic zones (the Mediterranean, the Channel, the Atlantic and the North) would be preferable. It would be coupled with a series of international operations. Ports susceptible to be interested will represent sailing harbours (Bandol, Cannes, Concarneau, Lorient, Saint Tropez) the large commercial ports (Dunkerque, Marseille ...), military ports (Toulon), industrial ports (Ravenna, Livorno) and fishing harbours. River ports also have their place within the project. The global cost of the project will be defined in relation to the volumes of dredged sediments. Nevertheless, it can be estimated between 50 - 60 M€ among which 25 M€ of necessary public funds for financing the scientific studies and the treatment works. The average estimation is therefore 3 M€ per port over 5 years for the whole operation.

Conclusion

The best solutions consist in not contaminating the sediments or in decreasing their volume and degree of toxicity. These are certainly ideal solutions, but they must be promoted systematically. The current situation, an inheritance of past, is serious because of the danger of the gigantic volumes of untreated contaminated sediments; it is therefore necessary to take steps urgently. The

specialists speak about time bombs ... Realistic measures are possible because there is a strategy corresponding to the statutory obligations, which answers the society's expectations. This strategy is the one proposed by the "Sédimatériaux" project, the application of which depends on a collective method, but also and especially on rules and principles of the national policy of sustainable development in France, in tune with that of Europe.

The already obtained very positive results, as its evocation at the National Assembly by the Secretary of State in charge of ecology, constitute the best quality testimony of this project which can become that of numerous countries, notably those of Europe and the Mediterranean. Indeed, all these countries are awaiting a solution to this problem of sediments contaminated by their sea and river ports, which need to be dredged regularly. This collective dynamics could eventually succeed in setting up a Euro-Mediterranean Observatory to spread information, encourage programs of information / sensitization / training, share the existing expertise on the sustainable management of sediments and promote national strategies. The development of this experimental project should also reinforce France's commitment towards the true application of a sustainable development policy. The strong Euro-Mediterranean orientation of this project could even enable it to join a possible pool of projects common to all the countries of the Mediterranean.

Par Philippe Léger

6e édition de Planète PME à Marseille La Méditerranée, pôle de croissance pour les PME

À l'invitation de Jean-François Roubaud, président de la Cgpme, et sous le haut patronage du président de la République Nicolas Sarkozy, la 6e édition de Planète PME s'est déroulée au Parc Chanot à Marseille durant toute la journée du 3 juin, avec en point d'orgue une séance plénière sur le thème : " La Méditerranée, pôle de croissance pour les PME ".

Le choix de Marseille pour accueillir la 6e édition du plus grand événement économique national sur les Pme organisé par la Cgpme (Confédération des Petites Générale et Moyennes Entreprises) ne doit rien au hasard, on s'en doute! Cette manifestation s'est affirmée comme " un prélude économique au sommet des chefs d'Etat de l'Union méditerranéenne " avec la venue de deux ministres français, Hervé Novelli et Anne-Marie Idrac; d'un ministre marocain, Nizar Baraka, et d'un ministre tunisien, Abdelhamid Triki.

Selon le patron de la Cgpme (1.500.000 PME françaises - 250 fédérations professionnelles), " la Méditerranée représente un

potentiel de croissance considérable pour tous les pays riverains comme pour l'Europe dans son ensemble. Faire des entreprises le moteur de l'Union pour la Méditerranée, c'est d'abord faciliter, encourager, soutenir les échanges professionnels entre toutes les entreprises et tisser le réseau de Pme qui sera seul gage d'une croissance durable. C'est ensuite accepter un partenariat à égalité entre tous les pays concernés. C'est enfin mettre en commun les outils indispensables à la promotion des investissements au niveau bancaire, comme à ceux de la recherche, de l'innovation et des transferts de technologies.

Planète PME sur l'orbite du succès

Plus de 8 000 visiteurs sont partis cette année à la rencontre des entreprises et des institutions au service des Pme. Poumon et lieu central de la manifestation, l'Espace Pme (5 000 m²) regroupait des milliers de patrons sur les stands des Unions territoriales et des branches professionnelles de la Confédération. Au menu: microconférences et consultations individuelles délivrées par plus de 200 experts mobilisés pour répondre aux questions sur le monde de l'entreprise, sur la formation professionnelle et les

Au CIC les places étaient chères

métiers ; les moyens qui existent pour développer une activité à l'étranger.

Ici, on a répondu sans ambages aux questions portant sur le droit individuel à la formation, le contrat de professionnalisation, l'entretien professionnel et le bilan de compétences, le plan de formation et formation en dehors du temps de travail, les dispositions spécifiques aux Pme, et les contributions financières et obligations des entreprises. Comme la Cgpme s'est particulièrement

La CCI du Var était très présente

investie dans les négociations interprofessionnelles pour aboutir à une nouvelle réglementation résolument en faveur de la professionnalisation (outil au service d'une main d'œuvre qualifiée et de la pérennité de ses PME), "Planète PME" a dédié une nouvelle fois une partie de ses animations à la formation professionnelle. Grâce aux ateliers, expositions, centres de documentation, et aux consultations individuelles du "Forum de la Formation Professionnelle ". les dirigeants d'entreprise ont trouvé tous les éléments de mise en œuvre de la formation professionnelle au sein de leur Pme.

Lors de cette journée, il s'agissait aussi de conseiller ces patrons sur les domaines qui leur sont propres : financement, croissance, innovation, exportation, formation, etc. comme de rencontrer ceux venus chercher une expertise, des solutions, des partenaires pour les aider à développer leur entreprise, la transmettre ou encore la créer.

Marseille, ville ouverte au dialogue et à la Méditerranée

Produite par l'ONISEP, " la Place des Métiers " s'est imposée comme un des événements incontournables de Planète Pme. Dès l'origine, cette initiative a été conçue comme un espace d'échange et de dialogue entre les patrons d'entreprise et les jeunes à la recherche d'informations " sur les métiers d'au-



48 - AMBITIONS INTERNATIONAL - N° 66

NEWS By Philippe Léger

The Mediterranean: a breeding ground for SME's

The sixth edition of "Planète PME" took place on 3rd June at the Chanot exhibition park in Marseille upon the invitation of Jean-François Roubaud, president of Cgpme, and under the high patronage of the president of the Republic Nicolas Sarkozy, highlighted by a plenary session on the subject: " The Mediterranean, a breeding ground for SME's".

The choice of Marseille for this year's edition of the biggest national economic event concerning SME's, organised by Cgpme (General Confederacy of Small and medium-sized companies) was made deliberately. This event asserted itself as "an economic prelude to the summit of Heads of State of the Mediterranean Union" with the participation of two French Ministers. Hervé Novelli and Anne-Marie Idrac, a Moroccan Minister, Nizar Baraka, and a Tunisian Minister, Abdelhamid Triki.

According to the boss of the Cgpme (1.500.000 French SME's - 250 professional unions), "the Mediterranean represents a potential of considerable growth for all the bordering countries as for Europe in general. To make companies the engine of the Mediterranean Union is to facilitate, encourage and support professional exchanges between all the companies and weave a network of SME's that will be the only guarantee of a long-lasting growth. It then implies accepting an equal partnership between all the countries concerned. And finally, to put in common all the devices that are indispensable to promoting investments at the banking level, as for research, innovation and the transfers of technology."

Planète PME on the orbit of success

More than 8 000 guests came this year to meet companies and institutions serving SME's. A 5 000 m 2 "SME Space", the centre of attraction, gathered together thousands of business managers on the stands of the territorial Unions and the profesbranches of Confederacy. On the menu: micro-conferences and individual

consultations by more than 200 experts mobilised for answering questions on the world of companies, vocational training and professions, and the means which exist to develop an activity abroad.

Direct answers were given to questions concerning the individual right for training, professional contracts, professional maintenance and competence reports, internal and external training, the specificities for SME's. financial contributions and obligations for companies. As the Cgpme has particularly strived to achieve a new regulation to encourage professionalisation (a scheme conceived for skilled workers and to enhance the perpetuity of SME's), Planète PME dedicated a part of its animations to vocational training. Thanks to workshops, exhibitions, resource centres and the individual consultations of the "Forum of Vocational training", the company managers found all the elements to apply vocational training within their SME. During this day, advice was also given to these business managers on matters with which they are particularly concerned: financing, expansion, innovation, export, training, etc. And to encounter those who came seeking an expertise, solutions, or partners to help them to develop their company, to pass it on or to create it.

Marseille, a city open to dialogue and the Mediterranean

Produced by ONISEP, the "Place of the Professions" stood out as one of the inescapable events of Planète PME. From the very beginning, this initiative was conceived as a space of exchange and dialogue between company managers and young people in search of information on the current professions that will make the jobs of tomorrow", a place where the managers "mobilize to share their passion and speak about their every day life". Both enjoyable and educational, the Place of the Professions is an interactive space where the public can acquire rich and varied information about the professional opportunities that our French SME's



Philippe Légei

offer. There was no skimping on the means of communication: multimedia points, index cards, video clips, professional demonstrations, conferences ...

The new dimension given to Planète PME 2008 and the "Place of the Professions" by setting up in Marseille, the city symbolising the gateway to the Mediterranean, was enhanced by invitations to the nearby Mediterranean countries to come to present some of their professions. The aim was to incite the young French, European and Mediterranean to discover professions that offer employment France and in Mediterranean countries.

Planète PME proposed them an initiatory and informative route where sectors present their professions by 8 French professio-

Chez Oséo c'était l'effervescence



6e édition de Planète PME à Marseille : La Méditerranée, pôle de croissance pour les PME

iourd'hui qui feront les emplois de demain ", un lieu où les chefs d'entreprises " se mobilisent pour partager leur passion et parler de leur quotidien ". Evénement à la fois ludique et pédagogique, la Place des Métiers est un espace interactif où le public peut accéder à une information riche et variée sur les opportunités professionnelles qu'offrent nos Pme françaises. On n'a pas lésiné sur les moyens, comme le prouve une multitude de supports de communication: bornes multimédia, fiches, clips vidéo, démonstrations métiers, conférences...

La nouvelle dimension donnée à Planète PME 2008 et à la Place des Métiers en s'installant à Marseille, ville symbole d'ouverture à la Méditerranée, s'est accompagnée d'une invitation aux pays méditerranéens voisins à venir présenter quelques-uns de leurs métiers. L'objectif était d'inciter les jeunes Français, Européens et Méditerranéens à découvrir des métiers porteurs d'emploi en France et au sein du bassin méditerranéen.

Planète Pme leur a proposé un parcours initiatique et informatif où des secteurs professionnels présentent leurs métiers de 8 secteurs professionnels français : travaux publics, alimentation, hôtellerie et la restauration, métiers de la mer, artisanat d'art, automobile, musique, paysagisme, et 3 secteurs professionnels méditerranéens : Artisanat d'Art du bassin méditerranéen avec la Chambre des Beaux Arts de la Méditerranée (Syrie,

Turquie, Egypte, Palestine, Liban, ...), la Feda (Femmes et Développement en Algérie) et l'Unesco. L'audiovisuel et le graphisme publicitaire avec l'Académie libanaise des beauxarts de Beyrouth (Alba).

" Méditerranée, inventons l'avenir ensemble "

Sous l'égide de l'Onisep et de l'Afdet, un pôle " Informations et Orientations " a offert aux jeunes l'opportunité de compléter leur information sur les cursus et les formations professionnelles en lien avec les métiers présentés. Cette nouvelle dimension méditerranéenne s'est accompagnée, également, d'une conférence d'Erik Orsenna sur la Méditerranée, Mare Nostrum: "Méditerranée, inventons l'avenir ensemble, les métiers nous en ouvrent la porte." Une rencontre parrainée par le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos. Quatre autres conférences ont animées la rencontre : " Opéra de Marseille ", avec comme intervenant Cyril Schmitt, responsable des relations extérieures de l'Opéra de Marseille. " Analyse sensorielle des fromages de la Méditerranée ", conférence suivie d'une dégustation. La troisième a porté sur les métiers d'Arts (ébénisterie & métiers d'Arts) et la dernière sur les métiers de la musique : Quels parcours, quels métiers (Luthier, accordeur...), quels débouchés...?



Les équipes d'Intermed du Crédit Agricole

Fort de son succès sur les trois éditions précédentes de Planète PME, le Village international s'est intégré davantage à la manifestation pour permettre à plus d'entreprises françaises de développer leurs affaires à l'étranger. Le village était aux couleurs de la Méditerranée, avec la venue d'organismes économiques notamment marocains et tunisiens, et de délégations de patrons de PME venus se mettre en réseau avec leurs confrères français.





Marseille et la présidence française de l'UE

La 6e édition de Planète Pme à Marseille a balisé de manière idéale la prochaine rencontre de 40 ministres de l'Union européenne et de Méditerranée qui coïncide avec le début de la présidence française de l'Union européenne (voir Ambitions Sud International n°65). Selon Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur, " Le but de cette rencontre est de cibler la zone de libre échange et de définir plusieurs outils susceptibles de dynamiser les échanges dans la transparence". Une avant première, en quelque sorte, du sommet des chefs d'États de l'Union méditerranéenne qui se tiendra à Paris, le 13 juillet prochain.

The Mediterranean: a breeding ground for SME's



Patrick Allemand, vice-président Région PACA, Anne Martel-Reison, F. Drouin, président d'Oséo

nal sectors: civil engineering, food industry, hotel and catering, sea professions, art crafts, automobile industry, music, gardening - and 3 Mediterranean professio-

nal sectors: art craft of the Mediterranean with the Mediterranean Chamber of Beaux Arts (Syria, Turkey, Egypt, Palestine, Lebanon), FEDA (Women and Development in Algeria) and Unesco. Also broadcasting and advertising graphics with the Lebanese Academy of Beaux Arts in Beirut (Alba).

Signature d'une convention EDF - CGPME



" Let's invent the future together "

Under the aegis of Onisep and Afdet, an "Information and Orientation" centre offered the young the opportunity to complete their information on the professional programmes and training in relation to the presented professions. This Mediterranean dimension also offered a conference by Erik Orsenna on "The Mediterranean, let's invent the future together. The professions open their doors." A meeting sponsored by the Education Minister, Xavier Darcos. Four other conferences animated the meeting: "Marseilles Opera", with Cyril Schmitt, director of foreign affairs for the Opera of Marseille. "Sensorial analysis Mediterranean cheeses", followed by a tasting. The third concerned art professions (cabinet making and art professions) and the last one, musical professions.

Thanks to its success at the last three editions of Planète PME, the International Village integrated the event to enable more French companies to develop their business on international markets. This year, the village was adorned with the colours of the Mediterranean, with the visit of Moroccan and Tunisian economic organisms and delegations of SME managers who came to set up a network with their French colleagues.

Marseille and the French EC presidency

The 6th edition of Planète PME in Marseille ideally heralded the upcoming meeting between 40 Ministers of the European Union and the Mediterranean, which coincides with the beginning of the French presidency of the European Union (see Ambitions Sud International n°65). According to Anne-Marie Idrac, State Secretary in charge of foreign trade, " The purpose of this meeting is to target the free trade area and to define several devices liable to revitalize exchanges in transparency". A preview, in a way, to the summit of the Heads of State of the Mediterranean Union, which will take place in Paris on July 13th this year.

Propos recueillis par Jacques R Lorne

INVESTISSEMENT

La Banque Européenne d'investissement s'engage pour les PME

Ayant assisté à toutes les tables rondes qui composaient l'évènement " Planète PME " nous avons été amené à faire une analyse sur l'ensemble des discours. prônant tous leur intérêt pour le développement des petites et moyennes entreprises. Il est, en effet. évident de se préoccuper de cette catégorie d'entreprise qui compose près de 90% du tissu de notre pays. C'est dans cette optique et pour savoir vraiment la teneur de l'intérêt de l'Europe , par l'intermédiaire de son organisme financier, que nous avons rencontré Philippe de Fontaine Vive. Vice Président de la Banque Européenne d'Investissement.

ASI: Tout ce que nous avons entendu aujourd'hui ne nous satisfait pas pleinement, dans le sens où l'on a parlé de beaucoup de choses, mais on n'a pas parlé d'argent. On sait très bien qu'à l'heure actuelle personne ne prête sur les fonds propres, alors que l'ensemble des PME -PMI sont en manque de fonds propres, ce qui les empêche d'investir pour se développer. Oséo vient d'annoncer maintenant un changement de politique à ce sujet, sans que l'on sache si cela est déià applicable. Quant à vous, vous venez de dire à peu près la même chose. Alors qu'en est-il vraiment ?

Philippe de Fontaine Vive :

L'apport de financement aux PME doit être une priorité à la fois en Europe et au Sud de la Méditerranée. En Europe, nous le faisons dans une filiale qui s'appelle le Fonds Européen d'investissement et qui apporte deux choses: des fonds propres via des fonds d'investissements. Elle en apporte pour 600 Millions d'euros par an, rien que pour des PME, et pour 1,4 Milliards d'euros de garantie, de façon à ce que les banques prêtent plus facilement aux PME... et la Banque Européenne d'Investissement, en plus, prête aux banques européennes pour qu'elles prêtent aux PME à hauteur de 5 milliards d'euros par an. Tout ca fait 6 à 7 milliards d'euros de financement des PME en Europe par le

groupe BEI. Ce que nous faisons au Nord de la Méditerranée, il faut le faire au Sud de la Méditerranée. Aujourd'hui, ce que nous faisons déjà, ce sont des prêts aux banques. Nous en faisons plusieurs centaines de millions par an, mais c'est seulement cette année que i'ai lancé les programmes de garantie et nous apportons déjà des fonds propres dans 26 fonds qui ont investi 400 millions d'euros au Sud de la Méditerranée, ce qui est très important pour cette région. Mais cela ne suffit pas, il faut faire beaucoup plus parce qu'il y a des opportunités de développement de PME qui sont considérables. Par exemple, nous avons entendu ce matin le ministre algérien. Il est clair qu'il y a un retard de développement des investissements de PME - PMI. en particulier en Algérie, et moi je souhaite que nous sovons capables d'apporter cette culture du crédit et de l'investissement dans les PME, aux côtés des mécanismes qui existent déjà en Algérie, pour accélérer cette croissance.

ASI: C'est un fait acquis. Mais comment doit s'y prendre une PME - PMI qui veut aller en Algérie, au Maroc ou ailleurs pour avoir accès à ces fonds?

Ph de Fontaine Vive : Aujourd'hui, une PME située dans le Sud de la France qui se développe a, par définition, au moins un banquier français, même éventuellement plusieurs et même un crédit par Oséo. Déjà par ces canaux là vous êtes, sans le savoir, soutenu par la Banque Européenne d'Investissement. Demain, elle veut aller en Tunisie... et bien, il va y avoir 2 cas de figure : soit une de vos banques a un accord avec une banque Tunisienne et ça, c'est quelque chose qu'il faut développer. C'est un des messages que nous passons en Tunisie, mais à titre d'exemple, il faut qu'il y ait des coopérations entre les banques européennes et les banques méditerranéennes, en particulier tunisiennes. Soit votre banque n'a pas de correspondant dans le pays méditerranéen, en l'occurrence la Tunisie, et dans ce cas là, nous aidons les autorités tunisiennes à mettre en place la " Banque de Financement des PME ". Nous voulons que se développe là-bas une série d'accords pour qu'une entreprise, même étrangère,



Philippe Fontaine de Vive pendant l'interview

puisse bénéficier de ces concours. C'est pour cela que nous disons, Tunisiens, Marocains, Algériens, Français, Italiens, Espagnols et les autres, faisons ensemble une Oséo de la Méditerranée " qui serait un fonds européen Méditerranée, C'est possible, si les représentants des PME le demandent aux chefs d'Etats et de Gouvernements le 13 iuillet à Paris. Cela peut être en soi, un projet pour l'Union pour la Méditerranée. Il y a un fonds d'investissement pour l'Europe, pourquoi n'y aurait-il pas un fonds d'investissement Euro-méditerranéen pour l'Euro-Méditerranée?

ASI: Le prix de l'énergie augmente constamment, sans espoir de baisse... crise des "subprimes ".... Le contexte économique et financier se détériore, altérant les efforts de développement. Comment répondre à ces nouveaux défis ?

Ph de Fontaine Vive: Les banques commerciales ont à faire face à des difficultés de financement du fait de la crise que vous venez d'évoquer; elles se tournent plus facilement vers nous qu'elles ne le faisaient il y a un an... deux ans... trois ans. Nous, nous répondons positivement. Ce matin-même, Christine Lagarde et ses collègues ministres des finances de l'UE, réunis en assemblée générale annuelle, nous ont dit qu'ils étaient d'ac-

cord pour que la proportion de nos prêts aux Pme aille " au-delà de ce qu'elle représente aujourd'hui "... Aujourd'hui, cette proportion est de 15% : un prêt sur 6 va donc à des Pme. Dans les 40 Milliards que nous prêtons en Europe, il y a approximativement un cinquième de nos activités qui sont pour les Pme. Nous avons proposé aux ministres des finances, et ils ont accepté ce matin, de simplifier nos procédures, pour que l'on demande aux PME moins de choses à déclarer, pour moderniser nos produits et pour qu'on soit moins restrictifs, moins pinailleurs, pour être capables de prendre des risques sur les Pme, aux côtés des banques commerciales, et pour que ces banques y aillent plus facilement. Nous avons posé une condition, qui est le 4ième élément, très important, c'est que les PME sachent que nous participons à leur financement... Parce que, aujourd'hui, celles que nous soutenons avec ces 6 milliards d'euros par an ne sont pas informées! Elles voient des crédits qui leur sont consentis à de bonnes conditions mais elles ne savent pas d'où vient en partie l'argent ; elles ignorent son origine européenne. Nous disons, faisons des produits moins chers, plus souples, et mieux connus des PME!

INVESTMENTInterview by Jacques R Lorne

The European Investment Bank supports SME's

After attending all the debates organised at the "Planète PME" symposium, we analysed the different discussions. which all confirmed their interest in the development of SME's. Indeed, it seems logical to concentrate on this category of company, since it represents 90 % of the economic actors of our country. It is for this reason, and to measure the interest of Europe by its financial commitment, that we met Philippe de Fontaine Vive, Vice President of the European Investment Bank (EIB).

ASI: We are not entirely satisfied by everything we have heard today because there was a lot of talk about many things, but not about money. We are quite aware that today nobody loans on stockholders' equity, while all the SME's lack capital, which prevents them from investing to develop. Oseo has just announced a change of policy on this subject, but we don't know whether it is already applicable. You have just said more or less the same thing. So what is the true situation?

Philippe de Fontaine Vive : The contribution to financing SME's must be a priority both in Europe and in the South of the Mediterranean. In Europe, we do it via a subsidiary which is called the European Investment Fund which offers two things: stockholders' equity via investment funds; it contributes 600 million euros a vear for SME's alone, and 1,4 billion euros of guarantees, to incite the banks to loan more easily to small and medium-sized firms. Furthermore, the EIB lends to the European banks so that in turn they loan 5 billion euros a year to the SME's. Altogether, that represents 6 to 7 billion euros of financing for SME's in Europe by the group BEI. We must do the same thing in the South of the Mediterranean as we do for the North. Today we already loan to banks, amounting to several hundred millions per year, but it is only since this year that I launched guarantee programs, and we already contribute capital to 26 funds, which have invested 400 million euros in the South

of the Mediterranean. That is indeed a considerable sum for the South, but it is insufficient. A lot more must be done because there are considerable opportunities of development for SME's. For example, this morning we listened to the Algerian Minister. It is obvious that there is a delay of development of the SME's investments, particularly in Algeria, and I hopE that we shall be capable of bringing this culture of credit and investment to the SME's, beside the mechanisms which already exist in Algeria, to accelerate this growth.

ASI: That is certain, but how should a SME that wants to go to Algeria of Morocco for example, go about it to have access to this capital?

P. de Fontaine Vive : Today, a SME situated in the South of France which is developing inevitably has at least one French banker, often several, and even a credit by Oseo. Already by these canals you are supported by the European Investment Bank without knowing it. Tomorrow, if the company wants to go to Tunisia there will be two possibilities: either one of your banks has an agreement with a Tunisian bank, so it is necessary to develop it. That is one of the messages we pass on in Tunisia, but for example, there must be between cooperation European and the Mediterranean banks, particularly the Tunisian. Alternatively, if your bank doesn't have a correspondent in the Mediterranean country, Tunisia

in this particular case, then we help the Tunisian authorities to set up the "Bank for Financing SME's". We want a series of agreements to develop there so that a company, even foreign, can benefit from this assistance. That's why we say, "Tunisians, Moroccans, Algerians, Frenchmen, Italians, Spaniards and the others, let us make together the Oseo of the Mediterranean", which would be European fund for the Mediterranean. It is possible. if the representatives of SME's ask the Heads of State and Governments for it on July 13th in Paris. As such, it could be a project for the Mediterranean Union. There is an investment fund for Europe, why shouldn't one for Eurothere be Mediterranean?

ASI: The price of energy is constantly increasing, and there is little hope of it reducing... there is the "subprime" crisis The economic and financial context is deteriorating, perturbing the efforts of development. How can we answer these new challenges?

P. de Fontaine Vive: The commercial banks have to face difficulties of financing because of the crisis which you have just evoked; they turn more easily to us than they did a few years ago. As for us, we answer positively. No later than this morning, Christine Lagarde, who met with her colleague Finance Ministers of the EC for the annual general assembly, told us that they had agreed



Jacques R Lorne

that the proportion of our loans to SME's should go " beyond what they represent today "... Today, this proportion is 15 %: one loan on 6 thus goes to SME's. In the 40 billion that we lend in Europe, approximately a fifth of our activities are for SME's. We proposed to the Finance Ministers, and they accepted this morning, to simplify our procedures, so that we ask SME's for fewer things to declare, to modernize our products and hence be less restrictive, to be capable of taking risks with SME's, alongside the commercial banks, and so that they go there more easily. We have set one important condition. which is the 4th element, that is that the SME's are informed that we participate in their financing... Because today, those that we support with these 6 billion euros a year are not aware of this! They receive credits which are granted to them on good conditions, but they don't know where the money comes from. They particularly ignore its European origin. We say "let's make cheaper, more flexible products that are better know by the SME's!"



Par Veronica Davies TOURISME

En pays Cathare, le berceau de la Blanquette de Limoux

Qui ne connaît pas la Blanquette de Limoux ? Peu de gens en effet, mais comment et où futelle créée, alors là... Et pourtant, cette invention. apparemment fortuite, fut découverte par un moine. Encore une histoire de moine comme nous en connaissons beaucoup, à croire qu'ils passaient leur temps à chercher comment améliorer leur ordinaire qui, d'après les traces qu'ils ont laissées, ne l'était pas trop.

En effet chaque fois que l'on cite une bonne boisson, en général bien alcoolisée, on découvre derrière un bon gros moine tel que l'imagerie populaire nous l'a fait connaître. De l'Italien Boccacio à l'Anglais Chaucer, dont les écrits sont restés célèbres en proposant une vision des monastères à l'époque médiévale, les moines ont toujours préféré la bonne chaire et les bonnes boissons. C'est d'ailleurs grâce à ce goût très prononcé de ces

acteurs du bien vivre, que nous pouvons actuellement déguster quelques bonnes bouteilles de liqueurs et de vins et quelques grands mets, sans oublier les bières d'abbayes qui agrémentent notre vie, donc nous ne les blâmerons pas, bien au contraire. Mais pour en revenir à notre Blanquette, elle vit le jour en 1531 à l'Abbaye de Saint Hilaire, en plein milieu du Pays Cathare. Le moine qui l'a mise au point découvrit par hasard que le vin qu'il avait mis en bouteilles et soigneusement bouché de liège, formait des bulles comme s'il venait de commencer une nouvelle fermentation... Ce brave moine ne savait pas qu'il venait de découvrir et de faire naître le premier brut du monde... La Blanquette originelle, appelée de nos jours "Blanquette Méthode Ancestrale " est élaborée à partir d'un cépage unique " le Mauzac " dont les sucres et ferments suffisent à l'élaboration d'un vin léger et pétillant qui a l'avantage d'être peu alcoolisé (de 6 à 7°). Et comme avec les moines rien n'est vraiment pareil. la mise en bouteille de cette Blanquette se fait à la " vieille



St Hilaire - La cour centrale



TOURISM By Veronica Davies

The Cathar country, the source of Blanquette de Limoux

Who doesn't know Blanquette de Limoux? Very few people indeed, but as for how and where it was created, there are less connoisseurs ... Nevertheless, this invention, apparently fortuitous, was discovered by a monk. Yet another monk's story among many others. It would appear that they spent their time trving to improve their everyday life, although according to the traces they left, they apparently lived auite well.

Indeed, every time we mention a good drink, generally very alcoholic, we discover a jovial plump monk corresponding to the popular image. From the Italian Boccacio to the English Chaucer, whose writings remain famous due to their depicture of monasteries in medieval times, monks always preferred good food and good drink; indeed, it is thanks their love of life that today we can enjoy some good bottles of liqueurs and wines and tasty dishes, without forgetting the beers of abbeys which enhance our life, so we shall not reprimand them, on the contrary.

But to come back to our Blanquette, it was born in 1531 in the abbey of Saint Hilaire, right in the heart of the Cathar Country. The monk who concocted it discovered accidentally that the wine, which he had carefully bottled and corked, produced bubbles as if it had just begun a new fermentation ... This nice monk didn't know that he had just discovered and created the first brut in the world ... The original Blanquette, now called "Blanquette Ancestral Method". is elaborated from one sole vine, "Mauzac", whose sugars and ferments are sufficient to produce a light and sparkling wine, which has the advantage of being very slightly alcoholic (6 to 7°). And as the monks do everything different, the bottling of this Blanquette is done at the "old moon of March". Then there is "Traditional Method the Blanquette" and the "Crémant de Limoux". The first one is composed of 90 % Mauzac and 10% Chenin and Chardonnay, and then it must age 9 months in a cellar. The "Crémant" contains at least 60 % of Mauzac and 40 % of Chenin and Chardonnay, and it must age during one year. Since its creation, this delicious nectar has acquired certain fame. In 1544, Master Argues enjoyed this sparkling drink because he always called for "Blanquette" to celebrate his victories, and he never missed an opportunity to "swig down" the bottles of Blanquette of Limoux which the city consuls offered him. In 1584,







the Duke de Joyeuse and his troops drank a toast to celebrate their taking the city of Brugairolles, with the good Blanquette of Limoux. So many pleasures which wouldn't have been possible without the intervention of this nice monk of Saint Hilaire's abbey, who without knowing it, deserves the esteem "Ad vitam Æternam" of his fellow countrymen ...

The place is worth visiting

Although the story is fascinating. we must not forget the place where it was born, because its history and architecture deserve all our attention. This site, halfway between Limoux and Carcassonne, on the district that bears its name, is largely occupied by the national forest of Crausse-Rabassié. To the North, it is bordered by the Lauquet River, which also flows through

En pays Cathare, le berceau de la Blanquette de Limoux

lune de Mars ". On trouve ensuite Blanquette Méthode Traditionnelle " et le " Crémant de Limoux ". La première autorise un assemblage de 90% de Mauzac et de 10% de Chenin et Chardonnay, elle doit ensuite vieillir 9 mois en cave. Le Crémant quant à lui, comporte au minimum 60% de Mauzac puis 40% de Chenin et de Chardonnay, de plus il doit vieillir un an. Depuis sa création, ce délicieux nectar a acquis une certaine renommée et le Sieur d'Arques, en 1544, ne négligeait pas cette pétillante boisson, puisqu'il demandait qu'on lui apporte de la Blanquette " pour arroser ses victoires et qu'il n'omettait jamais de lamper les flacons de Blanquette de Limoux que lui offraient les Consuls de la ville". En 1584, le Duc de Joyeuse et ses troupes trinquèrent pour la prise de la ville de Brugairolles avec de la bonne Blanquette de Limoux. Tant de plaisirs qui n'auraient pu être pris sans l'intervention de ce brave moine de l'Abbaye de Saint Hilaire, qui sans le savoir a mérité l'estime Ad vitam Æternam " de ses compatriotes...



Il ne faut pas que l'histoire, si belle soit-elle, de la Blanquette, nous fasse oublier le lieu qui l'a vue naître, car son histoire et son architecture méritent toute notre attention. Ce site, à mi-distance entre Limoux et Carcassonne, sur la commune qui porte son nom, est en grande partie occupé par la forêt domaniale de Crausse-Rabassié. Son territoire est limité dans sa partie Nord par la rivière du Lauquet, qui traverse également le village le long de rives arborées et ombragées propices à la promenade l'été. Quelques vestiges archéologiques témoignent d'une occupation romaine des lieux, certaines de ses preuves sont conservées et font partie de l'exposition permanente de l'Abbaye. Malgré cette présence romaine, c'est bien la période médiévale qui va s'avérer particulièrement significative pour la localité, tout cela en raison de la présence de l'Abbaye placée initialement sous le vocable de Saint Saturnin, évangélisateur du Toulousain au Illème Siècle de notre ère, puis de Saint Hilaire, Evêque de Carcassonne au VIème siècle. Elle va générer l'installation d'un habitat et la population évoluera dans la mouvance des abbés,



Intérieur du caveau où était stocké la Blanquette

seigneurs de Saint Hilaire, notamment pour se protéger des troubles engendrés par la Guerre de Cent Ans, ceux-ci doivent entretenir les fortifications villageoises. Par la suite, un texte daté de 1386 règle la garde des clefs des portes de la ville d'une part, et du monastère d'autre part, et

L'abbaye vue de l'extérieur



The Cathar country, the source of Blanquette de Limoux

the village where its shady banks offer pleasant walks in the summer. Some archaeological vestiges testify Roman activity on the site; they are preserved in the Abbey where there is a permanent exhibition. Despite this Roman presence, it is the medieval period that was particularly significant for the village due to

maintaining fortifications to protect themselves from the disturbances caused by the Hundred Years war. Afterwards, a text dated 1386 stipulated the guard of the keys of the town and of the monastery, and as we could expect, this privilege created discussions which continued throughout the following century, oppo-



the presence of the Abbey, initially dedicated to Saint Saturnin, evangelist from Toulouse, in the IIIth century AD, then Saint Hilaire, Bishop of Carcassonne in the VIth century. It generated a settlement and the population evolved under the influence of the abbots, Lords of Saint Hilaire,

sing abbots and magistrates. In 1574, the village was burned and partially destroyed by the Protestants of the Lord Villar. Then Saint Hilaire experienced upheavals during the revolutionary period of the XVIIth century and the nomination of a constitutional priest, and troops were

sent to the village to maintain order in front of the Abbey. The development of vine growing during XIXth century led to the construction of new places of

residence, reflecting a certain prosperity with decorated bays, ornamented window frames, inscriptions, cellar doorways... that remain as a testimony.



Les contreforts de l'abbaye



Saint Hilaire Abbey, an unmistakable architectural work

There is no proof of its origin, but the first texts seems to date back to the year 825 when, according to tradition, it hosted Saint Hilaire's body. In 970, Saint Hilaire's relics were transferred to the Benoit Abbey in the presence of the Count of Carcassonne and the Abbot Michel de Cuxa. Louis le Débonnaire's charter, dating from the early IXth century, confirmed to Monellus, the abbot of Saint Hilaire, the donations of Charlemagne and authorized the monks to elect their abbot in accordance with the rules of Saint Benoit. The Counts of Carcassonne protected the abbey until the beginning of the XIIIth century, but during the crusade against the Albigeois, the monks accused of heresy lost their autonomy and were attached to the Frères Prêcheurs. At the same time, the monastery was destroyed by the heretics. In 1246, Louis IX, better known under the nickname of "Holy Louis", orde-

En pays Cathare, le berceau de la Blanquette de Limoux



Le mur d'enceinte arrière de l'abbaye

comme on pouvait s'y attendre, cette prérogative créera des discussions qui se poursuivront au siècle suivant, opposant abbés et magistrats. En 1574, le village fut brûlé et en partie détruit par les Protestants du seigneur de Villar. Puis Saint Hilaire connut quelques troubles liés à l'épisode révolutionnaire au XVIIème siècle, et à l'installation d'un prêtre constitutionnel et le village vit la troupe envoyée pour maintenir l'ordre devant l'Abbaye. L'essor de la viticulture, durant le XIXème siècle, permettra l'installation de nouvelles résidences reflétant une certaine prospérité, encadrements de baies moulurées, claveaux ornés ou inscrits, portails de chais... en sont encore les témoins.

L'Abbaye de Saint Hilaire une **Œuvre architecturale** indéniable

Ses origines sont toujours incertaines, mais la première mention textuelle semble remonter à l'an 825, date à laquelle, selon la tradition, elle détient le corps de Saint Hilaire. C'est en 970 qu'a lieu la translation des reliques

de Saint Hilaire, sous l'abbatiat de Benoît, en présence du Comte de Carcassonne et de l'abbé Michel de Cuxa. Une charte de Louis le Débonnaire, datant du début du IXème siècle, confirme à l'abbé de Saint Hilaire, Monellus, les donations de Charlemagne et autorise les moines à élire leur abbé, en conformité avec la règle de Saint Benoît. L'abbaye bénéficie de la protection des Comtes de Carcassonne jusqu'au début du XIIIème siècle, mais pendant la croisade contre les Albigeois, les moines accusés d'hérésie perdent leur autonomie et sont rattachés aux Frères Prêcheurs. Au même moment, le monastère est dévasté par les hérétiques. En 1246, Louis IX, plus connu sous le pseudonyme de Saint Louis, ordonne au sénéchal de Carcassonne de restituer à l'abbé de Saint Hilaire les terres confisquées aux tenants du catharisme. C'est au cours du 14ème siècle qu'une bulle pontificale de Clément VI fait état de l'insuffisance des revenus du monastère qui compte alors 29 religieux. l'évêque de Carcassonne réduit cet effectif à 20. Dans la deuxième moitié du 15ème siècle, une autre bulle.

de Pie II cette fois, rend à nouveau compte des difficultés de l'Abbaye, dues notamment aux épisodes de guerre et de la peste. Au 16ème siècle, le monastère sera soumis à la " commende " et connaîtra bien des difficultés financières, justifiant probablement au 17ème siècle les tentatives de l'abbé Martin Lucas visant à unir cet établissement à la congrégation de Saint-Maur. Les textes confirment les problèmes financiers de l'abbaye au cours du 18ème ce qui siècle. pousse Monseigneur de Bezons, évêque de Carcassonne, à supprimer les offices claustraux et places monacales du lieu. C'est à cette occasion, en 1758, que l'église paroissiale est abandonnée au profit de l'église abbatiale. La fin du 18ème siècle sera marquée par la vente des dépendances et possessions de l'abbaye, puis, au 19ème siècle, le Conseil départemental achètera maisons, terrains ou remises contiguës à l'abbaye afin de supprimer les servitudes.

Cette Abbaye vaut le détour. Si vous êtes sur le chemin des vacances, n'hésitez pas à visiter cet endroit fabuleux et son cloître édifié au 14ème siècle où les

rayons du soleil jouent avec les ombres avec beaucoup de fantaisie, apportant à l'ensemble de l'objet architectural une beauté indicible. Et n'oubliez pas que vous êtes en Pays Cathare où la beauté des sites n'a d'égale que la joie du bien vivre et la sérénité de la quiétude...

De la vérité à la légende ou vice et versa

La légende n'est jamais loin de certains lieux, pour preuve, celle de Saint Hilaire que nous allons vous conter... A la fin du 10ème siècle une grande bataille eut lieu, qui opposait Roger 1er comte de Carcassonne et Oliba Cabreta comte de Cerdagne, venu, comme cela se faisait assez souvent à cette époque, envahir la région. Les troupes de Roger 1er présentaient une infériorité numérique flagrante par rapport aux envahisseurs cerdagnols, ou étaient-elles peut-être moins férues de combat, cela sera toujours difficile à savoir. Toujours est-il qu'elles étaient plutôt sur le point de s'enfuir et de perdre le combat. C'est alors que le comte de Carcassonne, ne sachant plus trop à qui s'adresser, se tourna vers Dieu, comme I'ont fait beaucoup d'autres avant lui et après. Il se mit à genoux et commença à prier. Dans le même élan, il invoqua aussi Saint Hilaire en lui demandant de l'aider à protéger le village des méchants envahisseurs... C'est alors que le miracle se produisit. Saint Hilaire, vêtu d'une robe éclatante, apparut à la tête d'une armée qui repoussa et extermina les troupes du méchant Oliba, qui aurait mieux fait de rester chez lui. Cette opération finie, Roger 1er s'engagea à vêtir les moines chaque année et à faire régulièrement des dons à l'abbaye. Allant plus loin, avec sa femme Adélaïde, ils s'obligèrent à respecter les principes de la Règle Bénédictine et le couple carcassonnais fit le choix du monastère comme lieu de sépulture... Le combat du Lauguet a ainsi fait naître une belle légende que les trouvères purent conter en la colportant de villages en châteaux tout au long du pays Cathare...

The Cathar country, the source of Blanquette de Limoux

red the Seneschal of Carcassonne to restore the lands that were confiscated, to the abbot of Saint Hilaire. During the 14th century a papal order of Clément VI declared the insufficiency of the monastery's incomes, and the bishop of Carcassonne reduced the number of monks from 29 to 20. In the second half of the 15th century, another papal order, of Pie II this time, reported on the Abbev's difficulties, especially due to wars and the Plague. In the 16th century, the convent was subjected to the "commende" and experienced many financial difficulties, probably justifying the attempts of the Abbot Martin Lucas who tried to unite this establishment with the congregation of Saint-Maur in the 17th century. Texts confirm the abbey's financial problems during the 18th century, which incited Monseigneur de Bezons, bishop of Carcassonne, to abolish the monastic offices and monasteries. It is at that time, in 1758. that the parochial church was abandoned for the benefit of the abbey church. The end of the 18th century was marked by the sale of the dependences and possessions of the abbey, then in the 19th century, the local council bought houses, grounds and adjacent premises to abolish the servitudes.

If your holiday travels take you that way, it is really worth visiting this Abbey and its 14th century cloister where sunbeams dance with shadows, enhancing the beauty of the architecture. And don't forget that you are in the Cathar country, where the beauty of sites is as exceptional as the quality of life, offering serenity and peace of mind ...

From truth to legend or vice versa

The legend is never far from certain places, as you will see from that of Saint Hilaire that we are going to tell you ... At the end of the 10th century a big battle took place, opposing Roger 1st Count of Carcassonne to Oliba Cabreta Count of Cerdagne who came to invade the region. Apparently, Roger 1st's troops were largely outnumbered by those of the Cerdagne invaders, or perhaps they were not so skilled in fighting... it is difficult to ascertain, but whatever the reason, they were on the point of running away and losing the battle. It is then that the Count of Carcassonne, not knowing who to call upon, turned to God, as did many others before and after him. He knelt down and began to pray, and at the same time he also called upon Saint Hilaire, asking him to help him to protect the village from the evil invaders ... It is then



La rue du pont levis

that the miracle occurred. Saint Hilaire appeared to him, dressed in a flamboyant gown, at the head of an army which drove away and exterminated the troops of the wicked Oliba, who would have been well advised to stay at home. Once this incident was over, Roger 1st undertook to dress the monks every year and to give regular donations to the

abbey. Going farther, with his wife Adélaïde, they committed themselves to respect the principles of the Benedictine Rule and the Carcassonne couple chose to be buried at the monastery. The Lauguet battle therefore created a beautiful legend that was spread by the troubadours throughout the villages and castles in the Cathar country ...



A l'intérieur du Cloître de St. Hilaire

Par Philippe Léger TOURISME

Birmingham : un passé prestigieux, un présent international, un laboratoire du futur

Après la disparition brutale de l'industrie lourde entre 1970-1985. Birmingham a joué intelligemment la carte de l'Union européenne. Avec les aides du Feder (Fonds européen de développement économique et régional), les habitants ont su faire émerger une nouvelle identité pour leur cité et relancer la dynamique économique. La métropole des Midlands affiche aujourd'hui l'ambition légitime de jouer un rôle de premier plan, pas seulement au niveau de l'Europe, mais mondialement.

Le centre-ville de Birmingham se signale d'emblée aux visiteurs comme un patchwork architectural des plus bluffant, un méli-mélo baroque imbriquant des constructions néo-classiques et des façades italiennes, de vénérables monuments et des constructions d'une hardiesse futuriste. Située dans le centre de l'Angleterre, à 200 km au nord ouest de Londres et à 100 km de la frontière galloise, Birmingham est la deuxième ville du Royaume Uni avec un peu plus d'un million

d'habitants (estimation 2005). La ville est située dans la grande conurbation des West Midlands dont elle forme la plus grande partie. Avec les villes de Wolverhampton et Walsall et plusieurs autres villes, cette conurbation regroupe plus de 2 600 000 habitants, 4 000 000 participants de l'agglomération.

C'est un carrefour reliant la capitale avec le reste du pays et ses anciennes industries. Pendant longtemps, on l'a appelé le poumon de l'Angleterre. La ville de Birmingham s'est construite avec des vagues successives d'immigration: juive, italienne, irlandaise aux 18e et 19e siècles, puis caribéenne et indo-pakistanaise au siècle suivant. Ces deux ethnies représentent aujourd'hui près de 30% de la population d'origine étrangère (recensement 2001). Il faut y ajouter une immigration plus récente en provenance d'Afrique et de l'Europe de l'Est. La ville fut pendant longtemps un centre traditionnel de construction de matériel ferroviaire, d'engins à vapeur, d'armes, d'avions... On y trouvait même de la construction navale! Les bateaux, construits en pièces détachées, étaient assemblés sur la côte. Birmingham l'industrieuse. Birmingham la commerçante, a été presque entièrement détruite au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Birmingham martyrisée, sacrifiée aux ogres nazis pour la liberté du monde. Après s'être relevée, une nouvelle épreuve attendait Birmingham, 40 ans plus tard. L'industrie lourde est sacrifiée sur l'autel de la mondialisation. Mais dans les années 80 et 90 avec l'aide de l'Union européenne, l'admirable cité va accomplir un retour fulgurant sur la scène internationale, grâce à la richesse de son patrimoine, l'inventivité et le dévouement de ses habitants. Ici le civisme n'est pas un vain mot. Aujourd'hui, les " Brummies " (nom des habitants de la ville) ont tous les atouts en main pour séduire les grands capitaines d'industrie et les touristes du monde entier.

Une reconversion étourdissante

Birmingham reste, en banlieue, une grande ville industrielle, mais ne vous attendez pas a trouver une ville grise, remplie d'usines. C'est avant tout une ville d'innovation... et de grands parcs. lci, on n'a pas attendu la stratégie de Lisbonne pour passer à l'action. Le monde entier a les yeux rivés sur les Midlands. Le site emblématique de Jaguar, à l'entrée de Birmingham, vient tout juste d'être racheté (avec deux autres sites de la région) par l'Indien Tata qui rêve d'un " bond

technologique." Le cas n'est pas isolé... loin s'en faut! C'est encore ici que l'équipe de contrôle " moteur et systèmes électriques " de Goodrich Corporation (entreprise américaine) met au point un moteur écologique en partenariat avec Rolls Royce. Ces partenariats internationaux se multiplient... Certes, Birmingham a perdu une bonne partie de l'industrie lourde. qui polluait son environnement et employait surtout des personnels peu ou prou qualifiés, mais en contre partie, elle a su former des milliers d'ingénieurs et techniciens qui font émerger aujourd'hui des innovations permettant aux fabricants internationaux de répondre aux besoins de l'industrie mondiale. Des changements, hautement attendus pour leurs progrès écologiques, se profilent à l'horizon. Ici, nous inventons le futur.

Celebrating the Past, Pioneering the Future

Birmingham a réussi au 20e siècle, une reconversion étourdissante. Son maire, Randal Brew, résume cette transformation en formule lapidaire " Celebrating the Past, Pioneering the Future." Si l'industrie et les entrepôts ont disparu du centre ville, dans le quartier des bijoutiers, on fabrique encore 40% de joaillerie européenne. Birmingham a fondé sa renaissance sur la haute technologie, un secteur haut tertiaire très développé, mais aussi sur le commerce, le tourisme, les arts, parmi lesquels la danse et la musique occupent une large place avec des festivals souvent gratuits. Grâce à ses immigrants, elle peut aussi s'enorgueillir d'une riche diversité culinaire, unique en Angleterre, et d'une spécialité locale, renommée : le balti ", un plat pakistanais épicé!

Thank you Europe!

Selon Mike Taylor, responsable du management du centre-ville de Birmingham, "Entre 1961 et 1986, la ville avait perdu 200 000 emplois industriels. En 1987, la Highbury Initiative a fixé la stratégie de revitalisation : promouvoir les activités tertiaires en améliorant la qualité de l'environnement urbain... Les partenariats public-privé, lents au départ, se sont multipliés... "Vingt ans plus tard, le bilan est



60 - AMBITIONS INTERNATIONAL - N° 66

TOURISM By Philippe Léger

Birmingham: a prestigious past, an international present, a laboratory of the future

After the sudden disappearance of heavy industry between 1970 and 1985, Birmingham intelligently played the card of the European Union. With the help of the FEDER (European Fund for regional and economic development), the inhabitants managed to create a new identity for their town and boost the economic dynamics. Today the Midlands metropolis shows its ambition to play a leading role, not only in Europe, but also all over the world.

The town centre of Birmingham immediately appears to visitors as a bluffing architectural patchwork, a sort of baroque mixture imbricating neo-classic buildings and Italian facades, venerable monuments and daringly futurist constructions. Situated in the centre of England, 200 km Northwest of London and 100 km from the Welsh border, Birmingham is the second largest town of the United Kingdom with a little more than one million inhabitants (estimation 2005). It is situated in the big conurbation of the West Midlands of which it forms the biggest part. With Wolverhampton and Walsall and several other towns, this conurbation groups together more than 2 600 000 inhabitants, 4 000 000 participants of the conglomeration.

It is a crossroads connecting the capital with the rest of the country and its former industries. For a long time, its was called "the lung" of England. Birmingham developed with successive waves of immigration: Jewish, Italian, Irish in the 18th and 19th centuries, then Caribbean and Indo-Pakistani in the next century. These two ethnic groups represent about 30 % of the population of foreign origin (2001 census) today, to which one must also add a more recent immigration from Africa and Eastern Europe. For many years the town was a traditional centre for the construction of railway material, steam machines, weapons, planes... and even shipbuilding! Boats were built in spare parts, and then assembled on the coast. Birmingham the industrious, Birmingham the commercial town was almost completely destroyed during the Second



Entrée du Palais de Justice - Art Victorien

World War: it was tortured and sacrificed to the Nazi ogres for the freedom of the world. After recovering, Birmingham was faced with a new difficulty 40 years later: heavy industry was sacrificed on the altar of globalisation. But in the 80s and 90s, with the help of the European Union, this admirable town made a dazzling return on the international scene, thanks to the wealth of its patrimony, the inventiveness and dedication of its inhabitants. Here public-spiritedness is not an empty word. Today, "Brummies" (name of the city's inhabitants) has all the trump cards in hand to seduce the big captains of industry and the tourists of the whole world.

An astonishing restructuring

In its suburbs, Birmingham remains a big industrial town, but don't expect to find a grey place full of factories. It is above all a town of innovation and big parks. Here, they didn't wait for the strategy of Lisbon to take action. The whole world casts its eyes on the Midlands. The symbolic site of Jaguar as you enter Birmingham, has just been bought up (with two other sites of the region) by the Indian "Tata" who dreams of a "technological jump forward". It is far from being an isolated case! It is here that the "engine

and electric systems" control team of Goodrich Corporation (American company) elaborated an ecological engine in partnership with Rolls Royce. These international partnerships are Certainly, multiplying ... Birmingham has lost a large part of its heavy industry, which polluted its environment and especially employed non- or little qualified staff, but on the other hand, it has managed to train thousands of engineers and technicians who now bring to the foreground innovations that enable the international manufacturers to meet the needs of the world industry. Changes, eagerly expected for their ecological progress, appear on the horizon. Here we invent the future.

Celebrating the Past, Pioneering the Future

In the 20th century, Birmingham succeeded an astounding reconversion. The mayor, Randal Brew, concisely summarizes this transformation: "Celebrating the Past, Pioneering the future." Although the industry and warehouses have disappeared from the town centre, the jewellers' district still produces 40 % of European jewellery. Birmingham has based its revival on high technology, a highly developed service sector, but also business, tourism and art, particularly dancing and

music with many festivals, often free of charge. Thanks to its immigrants, its offers a rich culinary variety, unique in England, and a famous local speciality: "balti", a spicy Pakistani dish!

Thank you Europe!

According to Mike Taylor, in charge of the management of the town centre, "Between 1961 and 1986, the city lost 200 000 industrial employments. In 1987, Highbury Initiative fixed the strategy of revitalization: to promote service industries by improving the quality of the urban environment... Public/private partnerships, although slow at first, soon multiplied ... "Twenty years later, the situation is impressive." The renovation of garbage dumps, the international convention centre, the service sector of Brindley Place, the architectural icon of Selfridges and the Bullring shopping centre (36 million visitors a year), the New Street station... are all the fruits of skilfully measured cocktails of financing, where the private sector has taken an increasing part. After such a success in the hyper-centre, the future will show whether the same method will be able to boost the underprivileged districts of the suburbs and the West Midlands, where we find populations among the poorest of England" concludes Mike Taylor.

Birmingham : un passé prestigieux, un présent international, un laboratoire du futur

impressionnant. " La requalification des voiries, le centre de conférences internationales, le pôle tertiaire de Brindley Place, l'icône architecturale Selfridges et le centre commercial de Bullring (36 millions de visiteurs par an), la gare de New Street sont tous les fruits de cocktails de financement savamment dosés, où le secteur privé a pris une part croissante. L'avenir dira, conclut Mike Taylor si, après avoir si bien réussi à l'hyper-centre, la même démarche sera en mesure de relancer les quartiers défavorisés de la première couronne urbaine et des West Midlands, où vivent des populations parmi les plus pauvres d'Angleterre. " La réhabilitation du centre de Birmingham témoigne de l'efficacité de partenariats sans complexes. Le Birmingham International Convention Centre " affiche sa fierté " d'avoir eu comme partenaire la Commission européenne qui l'a aidé avec des fonds européens. " lci, plus qu'ailleurs en Europe, sans doute, on a su favoriser la créativité, accorder les initiatives publiques et privées, impulser les dynamiques et favoriser les synergies...



Le centre-ville est un modèle de réhabilitation intelligente. On peut le traverser sans croiser une seule automobile! C'est le paradis des flâneurs et des adeptes du lèche-vitrine. Les vieux entrepôts ont tous été transformés en bureaux, en habitations, en galeries commerciales. Le réseau de canaux qui, naguère acheminait les marchandises, est aujourd'hui sillonné sur plus de cinquante kilomètres par des embarcations étroites et colorées. Le Gaz St Basin, en plein centre ville, est leur port d'attache. Brindley Place et The Mailbox sont des lieux merveilleux pour commencer ou finir une promenade nautique qui peut vous amener à la périphérie de la ville. Birmingham se rêve en Venise... mais sans les odeurs de vase de la lagune! Des pubs et des restaurants se sont installés sur les quais ; des places piétonnes ont été aménagées un peu partout... Le centre ville, son cœur historique, est sans aucun doute un joyau de la royale couronne! Trop... trop de belles choses à découvrir ! La cathédrale médiévale de Saint-Philippe... l'église Saint-Augustin et, à deux pas de là, "Selfridges", un bâtiment aux lignes fluides et rondes qui aurait revêtu une robe



Mélange d'ancien et de moderne

en métal de Paco Rabanne. Cette façade Haute Couture de 15.000 disques d'aluminium bleu, mouvante, reflète la luminosité changeante du ciel des Midlands. Avec le " Bull Ring Center ", un centre commercial très design, actif et convivial, le Selfridges attire les regards du monde entier et constitue un ensemble d'une audace digne du Musée Guggenheim de Bilbao. Il y a aussi, partout dans le centre-ville, des rues commerçantes, des halls magnifiquement décorés et des boutiques de luxe.

Ici , la prude reine Victoria, " la mère de l'Europe ", imprime encore son austère marque dans l'architecture d'une portion d'avenue, miraculeusement conservée.

À deux heures de Marseille

Si vous êtes amateurs d'art, vous apprécierez le Birmingham Museum and Art Gallery qui regroupe des objets asiatiques, grecs, des peintures préraphaélites ainsi qu'une exposition d'art moderne. Souvenez-vous. ici. les musées publics sont gratuits. Une visite au fameux Ikon Gallery s'impose, c'est la Mecque de l'art moderne, ni plus, ni moins ! Près de Victoria Square, le Town Hall, bâti en 1830 à l'imitation du temple romain de Castor et Pollux... est un temple de la musique renommée dans le monde entier, comme son orchestre, le fabuleux City of Birmingham

Symphony Orchestra, très apprécié des auditeurs de France Musique. Ses grandes orgues sont d'une beauté resplendissante. Fondé en 1920 sous le nom de City of Birmingham Orchestra, le premier concert est dirigé par Edward Elgar en septembre de la même année. Les spectacles internationaux offrent souvent des artistes au talent reconnu, des distributions éblouissantes, des compagnies fabuleuses: ballet du Kirov, danseurs de Taiwan... L'Angleterre est aussi le royaume du cheval, c'est bien connu. " My Kingdom for a horse... " vous connaissez la suite, elle se court aujourd'hui I'hippodrome Birmingham... à deux heures de Marseille, grâce à Ryanair.

Voyage dans le temps

The Jewellery Quarter existe depuis plus de quatre cents ans. Comme son nom l'indique, ce quartier consacre essentiellement son activité à la création et à la fabrication de bijoux, et commerces annexes. Intéressant d'y flâner et de visiter son musée, une ancienne fabrique. La visite est commentée. On y apprend que dans les années 30, le patron et son frère se faisait appeler par leur prénom par les employés... On suit la saga familiale. Elle fait contraste avec la vie austère des ouvriers et ouvrières, soumis à une stricte discipline dans l'atelier du rez-de-chaussée. À l'étage supérieur, les dirigeants créent les modèles et recoivent les clients. Ils envoient les dessins et les ordres par un montecharge. Il faudra plus de cinquante ans à un ouvrier pour découvrir à quoi ressemble ce mystérieux deuxième étage... II est alors à la retraite et la conversion de la fabrique en musée lui donne l'occasion de le visiter! Au rez-de-chaussée, " Des ouvrières se faisaient scalper quand leurs cheveux se faisaient happer par une courroie... On préparait le thé dans l'office où l'on stockait des acides très dangereux, de véritables poisons... Les ouvriers travaillaient dans une atmosphère confinée, un seul ventilateur au-dessus de la porte d'entrée pour extraire les vapeurs nocives. " A voir ses pâles rongées, perforées par les vapeurs, on devine l'état des poumons des travailleurs!

Avec "Birmingham Back to Back" du National Trust, on voyage dans le temps, de l'époque victorienne iusqu'aux années 1970. La visite du " Court 15 " vaut le détour. Des Brummies à la retraite, très sympathiques, offrent leur temps et leur grande connaissance aux visiteurs. On visite des appartements avec l'impression que les locataires sont sur le point de revenir. Tout est d'origine et le talent de nos hôtes fait le reste. On finit la visite dans l'échoppe d'un tailleur, le dernier artisan du lieu, d'origine caribéenne, dont on entend la voix enregistrée. On en repart avec un sentiment profond de respect pour toutes les

Birmingham: a prestigious past, an international present, a laboratory of the future

The rehabilitation of the town centre undoubtedly testifies the efficiency of partnerships. The "Birmingham International Convention Centre is proud to have as a partner the European Commission, which helped it with European capital." Here, perhaps more than elsewhere in Europe, they have favoured creativity, accepted public and private initiatives, spurred dynamics and encouraged synergies...

English Venice

The town centre is a model of intelligent rehabilitation. You can visit the whole town without meeting a single motorcar! It is the paradise of strollers and shopwindow addicts. The old warehouses have all been transformed into offices, houses and commercial galleries. Today the canal network, which formerly transported goods, is now enhanced by narrow, coloured boats along more than fifty kilometres. Their port of registry is Gas St Basin, in the heart of the town. Brindley Place and The Mailbox are magnificent places to begin or finish a boat trip that can take you to the outskirts of the town. Birmingham is like Venice but without the smells of the lagoon sludge! There are pubs and restaurants all along the quaysides, and pedestrian areas almost everywhere... The historic town centre is doubtless a lewel of the Royal crown! There are almost too many beautiful things to be discovered! Saint Philippe's medieval Cathedral, Saint Augustine's Church, and just a step further, "Selfridges", a round, elegant building that looks as if it is wearing a metal dress designed by Paco Rabanne. This "haute couture" façade composed of 15.000 aluminium discs. reflects the changeable luminosity of the Midlands skies. With the "Bull Ring Center", an active and pleasant ultra-design shopping centre, Selfridges attracts the glances of the whole world, standing forth with boldness worthy of the Guggenheim Museum in Bilbao. Furthermore, there are also shopping streets, splendidly decorated halls and luxury shops everywhere in the town centre.

Here, the prudish Queen Victoria, the "Mother of Europe", still leaves her austere print in the architecture of a part of the avenue, miraculously preserved.

Two hours from Marseille

If you are art lovers, you will appreciate the Birmingham Museum and the Art Gallery which host Asian and Greek objects, Pre-Raphaelite paintings and an exhibition of modern art. Remember, here the public

museums are free of charge. You must imperatively visit the famous Ikon Gallery, the Mecca of modern art! Near to Victoria Square, the Town Hall, built in 1830 imitating the Roman temple of Castor and Pollux, is a temple of famous music throughout the world, like the fabulous City Birmingham Symphony Orchestra, which is greatly appreciated by the auditors of France Music. Its church organs are exceptionally beautiful. Founded in 1920 under the name of "City of Birmingham Orchestra", the first concert was conducted by Edward Elgar in September of the same year. International shows often present renowned artists. brilliant distributions and fabulous companies: Kirov Ballet, Taiwan dancers... It is well known. England is also the realm of horses: "My Kingdom for a horse"... you know the rest. Today its runs on the Birmingham racecourse at two hours from Marseille, thanks to Ryanair.

A Journey in time

The Jewellery Quarter exists since more than four hundred years. As its name indicates, the activity of this area is essentially dedicated to the creation and manufacture of jewellery and associated trades. It is interesting to wander around there and visit its museum, an old factory.

The visit is commented. We learn that in the 30s, the employees called the boss and his brother by their first name... We follow the family saga ... It makes a contrast with the austere life of the workers, submitted to a strict discipline in the workshop on the first floor. On the floor above, the managers created models and received the customers. They sent their drawings and orders by a goods lift. It took fifty more years for a worker to discover what this mysterious second floor looked like... By that time he had retired, and had the opportunity to visit the factory then transformed into a museum! On the first floor, "workers were scalped when their hair got caught in a driving belt... The tea was prepared in the office where dangerous acids, true poisons, were stored... The workers worked in a stuffy atmosphere with one sole ventilator above the front door to extract the dangerous vapours." When you see the state of the propeller blades, eaten away by poisonous vapours, you can imagine the state of the workers lungs!

With the National Trust's "Birmingham Back to Back", we travel in time from the Victorian period to the 1970s. "Court 15" is worth a detour. Very friendly retired "Brummies" offer their time and great knowledge to the visitors. We visit apartments with the impression that the tenants are about to return. Everything is of origin and the talent of our hosts makes the rest. We finish the visit in a tailor's workshop, the last existing artisan of the place, of Caribbean origin, we hear his registered voice. We go away with a deep feeling of respect for all the people who lived and worked in these places.

There is also a pen museum. "The Pen Room", where you will certainly find your first pen as a pupil. If you wish, you can use it and hear it squeak again! Here again, we are warmly welcomed by our hosts, voluntary pensioners of the profession. We recommend you to go there with your children or grand children. You will learn that it is in Birmingham, in 1830, that the industry of the metal pen nib was born. Thousands of models were then available on the market and a lot of them are exposed in the museum. There are also machines in perfect working condition that will enable you to make your own pen in a jiffy. It's good fun, but don't forget that workers were riveted to these machines at a





Birmingham : un passé prestigieux, un présent international, un laboratoire du futur



Une fontaine d'art moderne

personnes qui vécurent et travaillèrent dans ces lieux.

Il existe aussi un musée de la plume (The Pen Room) où vous retrouverez sûrement votre première plume d'écolier. Vous pourrez, si vous le désirez, l'utiliser, l'entendre de nouveau crisser...! Là encore, l'accueil réservé par nos hôtes, des retraités bénévoles, des anciens du métier, est des plus sympathiques. Nous ne pouvons que vous encourager à vous y rendre avec vos enfants... ou petits enfants. Vous v apprendrez que c'est à Birmingham, vers 1830, que naît l'industrie de la plume métallique, un bec d'acier produit en série. Des milliers de modèles sont alors disponibles sur le marché... et une bonne partie est exposée dans le musée. Des machines sont encore en parfait état de fonctionnement et vous permettront de fabriquer en deux temps, trois mouvements vos propres plumes. C'est facile, c'est amusant, mais gardez toujours à l'esprit que des travailleurs étaient rivés sur ces machines en un temps où la semaine de travail n'était pas de 35 heures!

Un autre musée intéressant, le "Thinktank, Birmingham Science Museum ", consacré à la science et aux découvertes. Dommage qu'il soit, contrairement aux autres, payant ; il est privé. Il y a là, des machines étonnantes, parmi lesquelles celles d'un Écossais célèbre, James Watt, un mathématicien et ingénieur

de génie (19 janvier 1736 - 19 août 1819) dont les améliorations à la machine à vapeur furent une étape clé dans la révolution industrielle. Il y a aussi, suspendu dans le hall, deux aéronefs de la bataille d'Angleterre, un Hurrican et un Spitfire, et rien que pour ces deux machines, la visite vaut le détour. Il y a des centaines et centaines de lieux prodigieusement intéressants à Birmingham et aux alentours (comme la maison natale de Shakespeare de Stratford-upon-Avon). La " Bibliothèque centrale", une des plus importantes bibliothèques publiques d'Europe, avec 5 millions de documents dont 2 millions d'ouvrages, d'importantes collections d'archives, de musique, de photos (2 millions). La plupart des collections sont libres d'accès. Le bâtiment est une pyramide inversée de béton gris et il est creux. Il accueille des cafés au rez-de- chaussée et constitue un passage qui fait la liaison entre la ville ancienne et la ville moderne. En matière de propriété intellectuelle, son" business insight service " sert d'imprésario à de jeunes musiciens. Il les incite à déposer leurs droits d'auteurs. En contrepartie des services rendus, 10% de ces droits sont reversés à la bibliothèque! Avec son " Learning Centre ", des jeunes ayant vécu une mauvaise expérience scolaire, sans qualification, peuvent acquérir des compétences à leur rythme. Personne non anglophone, à la

recherche d'un emploi... tout le monde peut s'inscrire.

Un réseau de transports en commun dense et très développé

La ville est très bien desservie, ce qui est assez logique pour la deuxième ville de l'Angleterre. Il y a bien sûr le Birmingham International Airport. Mais la ville est très accessible par train de n'importe quel endroit de l'Angleterre. Elle dispose de plusieurs gares. À ce sujet, oubliez toutes les niaiseries franchouillardes sur les chemins de fer britanniques. Nous avons emprunté des trains ultra modernes, propres et beaux, sur de courts parcours urbains. Rien à voir avec les nôtres, du moins pour 25% d'entre eux.. Oui, en France, un train sur quatre n'a pas fonctionné normalement en 2007. Un résultat qui met en colère Michel Vauzelle, le président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.... Pendant notre séjour en Angleterre, nous n'avons pas entendu parler d'accidents aux passages à niveau. A l'intérieur de la ville, les transports peuvent se faire par bus, métro ou train (la ville est très grande et nécessite donc plusieurs gares). Il existe des tickets combinant les moyens de transport et valables toute une journée. On peut aussi se balader en bateau sur les canaux, ou à pied, sur des allées

bordées de fleurs ou même se prélasser sur la pelouse avec une jolie vue sur une mare avec des nénuphars. Birmingham, c'est le royaume des jardins anglais et des parcs, très nombreux. Pour accéder au jardin botanique, fabuleux, prenez un bus, puis marchez 5mn. On est toujours en ville mais vu la dimension du parc, on se croirait en pleine nature. Serre tropicale, salle méditerranéenne... mais si ! Salle aride comme un désert... il y en a pour tous les goûts. Les jardiniers du parc s'en donnent à cœur joie: roseraie, bonzaï, forêt luxuriante, grandes pelouses...

Movida dans les Midlands

À Birmingham, vers 22 heures, la ville se transforme, les rues, les avenues sont pleines d'un public joyeux, une véritable movida digne de l'Espagne! Les restaurants, les boites à musique font le plein, jeunes, vieux, employés, chefs d'entreprise, salariés ou pas, tout le monde se côtoie, se mélange, tout le monde fait la fête comme seuls les Anglais savent la faire, avec humour et un zeste d'excentricité. Ici, la musique est excellente. Pas de baffles assourdissants. On sait encore danser en couple. James House, dans le quartier des Bijoutiers et Après bar and Mechu bar font partie des établissements très prisés. Ici, comme partout en Grande-Bretagne, on peut se divertir sans se ruiner. C'est fou le nombre d'attractions, d'activités et d'événements gratuits en Grande-Bretagne! Ici, c'est le royaume de la diversité. Il y en a pour toutes les bourses et pour tous les goûts! À vous de fouiner et de faire votre choix. Tôt le matin, tout le monde retourne au travail. Le centre ville est sillonné de piétons pressés. " lci, les personnes peu ou pas qualifiées cumulent deux, voir trois jobs " nous a confié Pascal Demarch, le directeur (français) de l'Hôtel Marriot. Cet Ardéchois de souche a fait ses études au lycée hôtelier, réputé, de Thonon-les-Bains. Birmingham, comme le reste de l'Angleterre est ouverte à celles et ceux qui visent l'excellence. " Dans le secteur hôtelier, plus de 60% du personnel est d'origine étrangère ".

Birmingham: a prestigious past, an international present, a laboratory of the future

time when the workweek was longer than 35 hours!

Another interesting museum, the "Think-tank, Birmingham Science Museum", dedicated to science and discoveries. It is a pity that there is an admission fee, contrary to the others; that's because it is private. It presents surprising machines, among which those of a famous Scotsman, James Watt, mathematician and brilliant engineer (January 19th, 1736 - August 19th, 1819) whose improvements on the steam engine were a key step in the industrial revolution. Hanging in the hall there are also two aircrafts of the Battle of England, a Hurricane and a Spitfire; it's worth visiting just to see these two machines. There are hundreds of extremely interesting places in Birmingham and its surroundings (such as Shakespeare's birthplace at Stratford-upon-Avon). There is the "Central Library", one of the most important public libraries in Europe with 5 million documents among which 2 million works, important collections of archives, music, photos (2 million). Most of the collections are free of access. The building is an inverted grey concrete pyramid, which is hollow. It accommodates cafés on the ground floor and constitutes a passage

linking the old city to the modern one. Concerning intellectual property, its "business insight service" serves as an impresario to young musicians. It incites them to deposit their copyright. In return, 10 % of these rights are paid back to the library! With its "Learning Centre", young people who have had a bad school experience and have no qualification, can acquire competence at their rhythm. Anyone in search of a job can subscribe... English speaking or not.

A highly developed network of public transport

The city is very well served, which is logical for the second largest town of England. There is naturally the Birmingham International Airport, but the city is easily accessible by train from anywhere in England. There are several railway stations. On this subject, forget all the French-biased stupidities about British railways. We took ultra-modern, clean, beautiful trains on short urban distances. Nothing to do with ours, at least for 25 % of them... Indeed, in France, one train on four didn't run normally in 2007! A result which makes Michel Vauzelle, the president of the Provence-Alpes-Côte d'Azur

Region, most angry.... During our stay in England, we didn't hear about accidents on level crossings... Inside the city, you can travel by bus, underground or train (the city is very big and therefore requires several stations). There are tickets combining the means of transport and valid a whole day. You can also visit by boat on canals, or on foot along pathways bordered with flowers or even stretch out on the lawn with a beautiful view on a pond with water lilies. Birmingham is the realm of English gardens and parks. To reach the fabulous botanical garden, take a bus, and then walk 5minutes. You are still in the town, but considering the size of the park, you have the impression that you are in the heart of the country. There is even tropical greenhouse, a Mediterranean room, and a room as dry as a desert! There is plenty to satisfy all tastes. The park gardeners thoroughly enjoy themselves: a rose garden, bonsai, a luxuriant forest, and big

Movida in the Midlands

In Birmingham, at about 10 pm, the town is transformed: the streets and avenues are filled with a joyful public, a real

"movida" just like Spain! Restaurants and discotheques strike up the music, young, old, employees, managers, paid workers or not, everybody mingles, everybody lives it up as the only the English know how, with humour and a zest of eccentricity. Here, the music is excellent. No deafening loudspeakers. People still know how to dance in couple. James House, in the jewellers' district, and the "Après" and "Mechu" bars are most popular. Here, as everywhere in Great Britain, you can have fun without ruining yourself. It's crazy the number of attractions, activities and free events that exist in Great Britain! It is the realm of variety. There is plenty of choice for all purses and all tastes! It's up to you to nose around and choose. Early in the morning, everybody returns to work. The town centre is bustling with pedestrians. "Here, the little or non-qualified persons accumulate two or three jobs" Pascal Demarch, managing director (French) of the Marriot Hotel explained to us. This native of Ardèche studied at the famous hotel and catering school of Thonon-les-Bains. Birmingham, like the rest of England, is open to those who aim at excellence. "In the hotel sector, more than 60 % of the staff is of foreign origin".



To help visitors to investigate the surprising wealth of this prodigious town, the municipality has set up an efficient organism, "Marketing Birmingham". According to Emma Ward, in charge of public relations: "No less than 30 million people visited Birmingham in 2006". That's not bad! So you won't be surprised to learn that they have just opened 100 new hotel rooms in the Jewellers district. All the leading luxury hotel trademarks are represented, and competition is fierce here. All the better!

Thank you magic Albion!

During our stay, we met a French boss who lives in England, as hundreds of thousands of our fellow countrymen; (the city of London alone counts 200.000 Frenchmen. Let's try to imagine 200.000 British living full-time in Marseille!) His anecdote is amazing ... One morning, he receives a phone call: two income tax inspectors are making "a district



Le Symphony Hall

Birmingham

Marketing Birmingham

Afin d'aider les visiteurs à explorer les richesses étonnantes de cette ville prodigieuse, la municipalité s'est dotée d'un organisme de première force avec " Marketing Birmingham ". " Pas moins de 30 millions de personnes ont visité Birmingham en 2006 ", selon Emma Ward, chargée des relations publiques. Excusez du peu! Alors, ne vous étonnez pas qu'on vienne encore d'ouvrir 100 nouvelles chambres d'hôtel dans le quartier des Bijoutiers. Toutes les plus grandes chaînes de l'hôtellerie de luxe sont représentées et ici, la concurrence est vive. Tant mieux!

Thank you magic Albion!

Nous avons rencontré, lors de notre séjour, un patron français qui réside en Angleterre comme des centaines de milliers de nos compatriotes (La seule ville de Londres compte 200.000 Français. Essayons d'imaginer 200.000 Britanniques résidant à plein temps à Marseille!) Son anecdote nous a laissé songeur. Un matin, il reçoit un appel téléphonique: Deux inspecteurs des Impôts effectuent " une visite de quartier " et demandent à le rencontrer... " Ce matin... nous pouvons être chez vous dans un quart d'heure. " Le patron est embarrassé; il n'a rien préparé mais il se dit qu'il ne peut pas refuser une inspection... surtout des Impôts. Le quart d'heure qui le sépare de l'arrivée des inspecteurs le plonge dans les affres de l'angoisse. Aurait-il manqué à ses devoirs ? Fait-il sans le savoir quelque chose d'illégale... a-t-il oublié une déclaration, de payer une taxe? Enfin les inspecteurs se présentent à sa porte: "Bonjour Monsieur. Nous savons que vous venez de vous installer Que pouvons-nous faire pour aider votre entreprise à se développer? " Ce patron français en est encore tout ébahi. Maintenant, nous savons tous pourquoi des centaines de milliers de Français regardent Magic Albion avec les yeux de Chimène!

A propos de Ryanair:

Au départ de Marseille (mp2), Ryanair vient d'ouvrir deux nouvelles lignes, Manchester et Birmingham (2 rotations par semaine). Ces lignes viennent compléter ses 27 bases et 651 lignes qui desservent 26 pays. En France, elle dessert 93 lignes



Un superbe édifice avec la statue de Victoria

vers 12 pays au départ de 22 aéroports. La compagnie gère une flotte de 163 nouveaux Boeing 737-800 et a passé une commande ferme pour 99 nouveaux appareils qui seront livrés au cours des cinq prochaines années. Elle emploie actuellement 5000 personnes et devrait transporter sur ses vols réguliers quelques 50 millions de passagers en Europe et 5.5 millions en France.

visit" and ask to meet him... " This morning, we can be with you within quarter of an hour." The boss is embarrassed; he hasn't prepared anything, but he says to himself that he can't refuse an inspection, especially of the income tax. During the quarter of an hour awaiting the arrival of the inspectors he is plunged into the torments of fear. Has he done something illegal without realizing? Has he forgotten to make a declaration, or to pay a tax? Finally, the inspectors appear at his door: " Hello Sir. We know that you have just settled in.... What can we do to help your company to develop?" This French boss is still quite stunned. Now we know why hundreds of thousands of Frenchmen look amorously towards the Magic

About Ryanair:

Ryanair has just opened two new lines from Marseille Manchester and Birmingham (2 rotations a week); these complete their 27 bases and 651 lines covering 26 countries. In France, the company operates 93 lines towards 12 countries from 22 airports. It runs a complete fleet composed of 163 new Boeing 737-800 and has placed a firm order for 99 new devices, which will be delivered during the next five years. It presently employs 5000 persons and should transport on its scheduled flights some 50 million passengers in Europe and 5.5 million in France.





Faites de votre déplacement un moment agréable



Lignes directes vers:

- METZ NANCY
- **BÂLE MULHOUSE**

4 vols par jour Au départ de Marseille du lundi au vendredi

0 892 707 737 www.twinjet.fr

ou dans votre agence de voyage

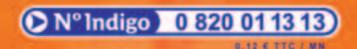


L'idéal pour s'implanter à l'étranger serait d'y être déjà implanté pour connaître les erreurs à ne pas commettre quand on veut s'y implanter.



Aidexport CIC

On what ancorragages there to recharate the portenance of the financiaments of Pétranger. It would southain consquery de notiveaux stanctives on vicus argoniter à l'empage, les caraques CIC acost les partenances stance pour faire, de ce propi une révisible. Concrétament, route disposaire d'un résulte de représentante sur le formaire et d'expense, actualistes des conferments accurantes de la formaire de la fo





Parce que le monde bouge.